

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CE QUE DIT LA « VILLE INTELLIGENTE » SUR LA DÉMOCRATIE :
ANALYSE DISCURSIVE DE LA « VILLE INTELLIGENTE ET NUMÉRIQUE »
DE MONTRÉAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR
JOËLLE GÉLINAS DUQUETTE

JANVIER 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier mon directeur André Mondoux qui m'a convié à son bureau il y a six ans pour me mettre au fait de mon parcours universitaire à venir, et pour tout ce qu'il a fait depuis, évidemment. Merci à Maxime Ouellet pour ses nombreuses recommandations de lecture, son enseignement et son pessimisme de gauche. Merci à Serge-Olivier Rondeau d'être mon lecteur le plus sévère et rigoureux. Un merci particulier à Myriam Lavoie-Moore en qui j'ai trouvé une amie et mon binôme de travail. Merci à Zoran Sekerovic d'être revenu juste à temps de Chicoutimi pour éponger les tourments de la rédaction. Merci à ma mère, Suzanne, et à mon père, Roger, de ne jamais m'avoir posé de question quant à ce que j'allais faire avec ça plus tard. Finalement, mon affection et mes remerciements à Alexandre Ouellette avec qui cette réflexion s'est amorcée sur le divan bleu de Margaret River ; merci de m'avoir appris les vertus de la curiosité sensible et incohérente.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE	5
1.1. Définir la « ville intelligente »	5
1.2. L'origine sociopolitique de la « ville intelligente »	9
1.2.1. La production de l'espace urbain	9
1.2.2. La globalisation néolibérale : « évidemment » de l'État et réarticulation du local et du global	10
1.2.3. De la ville providentielle à la ville entrepreneuriale	15
1.3. Ville néolibérale, utopie technologique et démocratie.....	18
1.3.1. Recension des écrits et positionnement de la recherche	18
1.3.2. Question et sous-questions de recherche.....	20
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE	22
2.1. La démocratie, l'espace public et les TI.....	22
2.2. La dimension conflictuelle de l'espace public	25
2.2.1. La conception hégémonique de la politique.....	26
2.2.2. La notion du politique et la définition des identités collectives.....	27
2.3. La démocratie comme acte d'institution de la société	29
2.3.1. Critique de la démocratie procédurale	29
2.3.2. La nécessité d'une vision du bien commun	31
2.4. Le champ symbolique et les notions d'information et de communication	33
2.4.1. Le symbolique comme lieu de l'être et du commun	33

2.4.2. Les TI et l'oubli du symbolique	35
2.4.3. La ville et l'espace symbolique.....	38
CHAPITRE 3	
MÉTHODOLOGIE.....	42
3.1. Choix de l'objet de recherche	42
3.1.1. Montréal et le BVIN.....	42
3.1.2. Sélection du corpus discursif	43
3.2. Méthodologie spécifique : l'analyse critique de discours	45
3.2.1. Théories, méthodologies et objectifs de l'analyse critique de discours	45
3.2.2. L'analyse dialectique-relationnelle du discours.....	47
3.3. Analyse du discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal	49
3.3.1. Grilles d'analyse et encodage.....	49
3.3.2. Utilisation du logiciel <i>TAMS Analyzer</i>	54
3.3.3. Organisation des résultats	56
CHAPITRE 4	
PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DE L'ANALYSE	58
4.1. La circulation du discours de la « ville intelligente »	58
4.1.1. Les années 1990 et le contexte du système mondial en crise	60
4.1.2. Inclusion et résilience.....	61
4.1.3. L'économie du savoir et les TI : « <i>Global reach, local gain</i> »	61
4.2. Le discours de la « Ville intelligente et numérique » de Montréal	62
4.2.1. Définition de la « ville intelligente ».....	63
4.2.2. Les objectifs de la « ville intelligente et numérique »	64
4.2.3. Problématiques urbaines	66
4.3. « Ville intelligente et numérique », démocratie et politique.....	67
4.3.1. Qu'est-ce que la démocratie « intelligente »?	67
4.3.1.2. Langage « critique » et dépolitisation	74
4.3.2. Les citoyens de la « ville intelligente ».....	83
4.4. La ville entrepreneuriale communicationnelle.....	91
4.4.1. Fabriquer et accélérer le commun grâce à la connectivité du numérique .	91

4.4.2. La ville comme système d'informations.....	93
CONCLUSION	98
ANNEXE A	
CORPUS DE DOCUMENTS SÉLECTIONNÉS.....	106
BIBLIOGRAPHIE	119

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
4.1. Les domaines d'intervention du BVIN.....	62

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1. Grille d'encodage.....	52
3.2. Extrait du tableau « Processus démocratiques »	57
A.1. Corpus de documents sélectionnés.....	106

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BVIN	Bureau de la ville intelligente et numérique
ICF	Intelligent Community Forum
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OCDE	Organisation de Coopération et de développement économique
TI	Technologie de l'information
TIC	Technologie de l'information et de la communication

RÉSUMÉ

Ce mémoire analyse les présupposés idéologiques portés par le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal dont le déploiement a lieu depuis 2014. À partir d'une perspective critique qui emprunte à l'économie politique culturelle, la géographie et la sociologie urbaine ainsi que la philosophie politique, cette étude met en relation les représentations du politique et de la démocratie participative à l'échelle locale sur lesquelles ce discours prend appui avec le contexte sociopolitique et économique contemporain marqué par l'hégémonie néolibérale et la dominante communicationnelle du capitalisme avancé. Grâce à une analyse critique du discours des acteurs politiques impliqués dans la mise en place de la stratégie urbaine « intelligente » de Montréal, nous mettons en évidence l'existence d'affinités conceptuelles et discursives entre les thèses et les pratiques néolibérales, la redéfinition du capitalisme en termes communicationnels et l'objectif de la « ville intelligente » de favoriser la participation citoyenne locale par l'entremise d'un « pouvoir partagé ». Avec cette enquête et la réflexion théorique qui l'étaye, nous éclairons ainsi les limites, les contradictions et les effets restrictifs de la démocratie participative telle qu'elle est articulée dans le développement urbain « intelligent » de la ville de Montréal.

Mots clés : ville intelligente, démocratie, Montréal, technologies de l'information, analyse de discours.

INTRODUCTION

L'emploi de l'expression « ville intelligente » s'est généralisé pour désigner l'utilisation de technologies de l'information et de la communication à des fins de rationalisation de la planification et de la gestion urbaines. Ce concept, populaire tant au niveau des dirigeants politiques, des acteurs économiques que des chercheurs universitaires, se présente comme solution à de nombreux problèmes urbains, y compris la congestion routière, l'affluence de population et le manque d'efficacité des services publics ainsi qu'à des problématiques d'ordre plus global comme la stagnation économique et la consommation excessive d'énergie. Le développement urbain « intelligent » met également de l'avant son aptitude à répondre aux besoins économiques et sociaux de tous les acteurs de la ville, soit des institutions, des entreprises et des citoyens. Le discours entourant ce type de développement urbain s'appuie en cela sur la démocratie participative, induite par lesdites technologies, qui serait en mesure de favoriser l'action citoyenne à l'échelle locale, tout en facilitant la cohésion entre les divers acteurs de sorte que chacun y trouve son intérêt.

Animée par cette promesse de collaboration fondée sur l'appartenance commune au territoire urbain et garante de prospérité et de qualité de vie pour tous, la ville de Montréal, à la suite de nombreuses grandes villes (Lyon, Barcelone, Toronto, etc.) a entrepris en 2014 de devenir une « ville intelligente et numérique ». De la même manière que les recherches universitaires portant sur le développement des méthodes « intelligentes » de gestion urbaine, notamment celles en urbanisme et en sciences informatiques, l'approche de la ville de Montréal voue aux technologies et aux politiques relatives à la « ville intelligente » un caractère rationnel et apolitique, c'est-à-dire que leur neutralité permettrait d'aller outre les divisions politiques traditionnelles qui menacent l'efficacité et l'efficience de l'administration des villes. À l'inverse de la politique partisane qui n'a apparemment pas sa place dans les

instances municipales, les partenariats issus de la « ville intelligente et numérique » seraient en mesure de susciter des initiatives à portée globale, autrement dit, bénéficiant à l'ensemble de la population montréalaise.

Si certaines recherches critiques, bien que peu nombreuses, ont mis en doute la prétention *universelle* des préceptes de la « ville intelligente » (Hollands, 2008 et 2014; Greenfield, 2013; Townsend, 2013; Vanolo, 2014; Shelter *et al.*, 2015; Kitchin, 2015), soulignant plutôt ses fondements idéologiques néolibéraux axés sur la réification de la ville comme pôle de croissance économique (Harvey, 1989), certaines d'entre elles reconduisent tout de même l'idée selon laquelle il s'agirait d'un mode de gouvernance urbaine essentiellement technique dont la principale faute serait de prétendre s'appuyer sur la participation des acteurs locaux et les particularités de chaque ville (Hollands, 2008 et 2014; Greenfield, 2013).

À travers une analyse critique du discours des principaux acteurs de la mise en place du projet de « ville intelligente et numérique » de Montréal, nous avons pour ambition d'abord de déconstruire la rhétorique du discours afin de mettre en lumière effectivement les processus de dépolitisation par lesquels certaines modalités de l'organisation urbaine, caractéristiques de l'approche néolibérale, sont articulées et représentées de manière à les naturaliser. Ensuite, nous souhaitons également nous attarder à l'articulation faite dans ce discours entre la participation citoyenne locale, spécifique à Montréal donc, et les impératifs économiques de compétitivité urbaine afin de proposer une critique qui prenne en considération non pas la véracité de cette participation, mais plutôt ce par quoi elle est sous-tendue dans le contexte actuel du capitalisme avancé. Cela nous permettra également et surtout de porter une attention particulière aux possibilités politiques et démocratiques telles qu'elles sont perçues et véhiculées dans le discours de la « ville intelligente ». Avec une analyse focalisée sur le discours d'intégration et de déploiement des stratégies « intelligentes » au sein de la ville de Montréal, nous espérons combler une lacune des études critiques faites

jusqu'à présent en regard des « villes intelligentes » qui se sont surtout concentrées sur les cas extrêmes tels que Songdo, Masdar et PlanIT Valley qui sont entièrement prises en charge par le secteur privé.

Dans le premier chapitre, nous faisons état de la formation et de la problématisation de notre objet de recherche en fonction notamment de théories de l'économie politique culturelle ainsi que de la géographie critique urbaine qui permettent en un premier temps, de contextualiser le discours entourant la « ville intelligente et numérique » au sein de la représentation dominante des villes occidentales, de leur développement et de leurs rôles depuis l'époque fordiste à aujourd'hui.

Le deuxième chapitre abordera spécifiquement les problématiques contemporaines liées à la représentation et à la théorisation du politique et de la démocratie, particulièrement vis-à-vis l'utilisation des technologies de l'information et le discours émancipateur qui les accompagne. Nous puiserons dans la philosophie politique de Chantal Mouffe et de Cornelius Castoriadis ainsi que dans la théorie sociale de Michel Freitag pour définir notre interprétation de la démocratie et des enjeux qu'elle soulève dans la condition politique actuelle. Cette discussion sur les enjeux théoriques de la démocratie et du politique servira l'analyse des assises idéologiques de la « ville intelligente » et de ses prétentions démocratiques ainsi que l'éclairage des contradictions et des problématiques qui lui sont sous-jacentes.

Nous détaillerons ensuite en chapitre trois la méthodologie de notre analyse discursive du projet de « ville intelligente et numérique » de Montréal. Toutes les étapes de notre démarche et les explications de nos choix méthodologiques y seront présentées. Il sera également question des implications épistémologiques liées à l'analyse critique du discours social.

Finalement, les résultats de notre recherche ainsi que l'interprétation que nous en avons faite seront synthétisés dans le chapitre quatre que nous avons organisé sous

forme de thématiques en regard des éléments ciblés et décrits au cours des deux premiers chapitres.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE

1.1. Définir la « ville intelligente¹ »

Depuis les vingt dernières années, l'intégration des technologies de l'information² (TI) aux stratégies de développement urbain s'est manifestée comme discours important entourant la croissance, la prospérité et l'organisation *efficace* des villes. Malgré l'existence de nuances dans la conceptualisation de la relation entre les TI et l'urbanisme contemporain, un terme générique a émergé pour désigner cette intégration des TI et des infrastructures numériques au fonctionnement des villes, celui de « ville intelligente [*Smart City*] ». Puisque le terme « *smart* » est employé de multiples façons et dans des contextes très variés et que l'étiquette « ville intelligente » en est une que les dirigeants des villes sont en mesure de s'autoapposer (Hollands, 2014), il existe présentement une certaine ambiguïté quant à la définition spécifique du concept (Kominos, 2006; Hollands, 2008 et 2014; Vanolo, 2014; Kitchin, 2015). Nous en présenterons ici les principaux éléments. Dans un premier temps, la rhétorique liée à la « ville intelligente » s'articule de façon assez générale autour du principe fondateur suivant : la capacité des technologies informationnelles et des infrastructures en réseau à transformer les dimensions économiques, politiques

¹ Nous plaçons le concept de ville intelligente entre guillemets d'abord puisque sa définition varie d'utilisation en utilisation et qu'il ne signifie donc pas un type de ville spécifique, comme nous le verrons, ensuite pour signifier une réserve certaine quant à l'utilisation du terme « intelligent ».

² Par souci d'uniformité, nous avons choisi d'utiliser tout au long de ce mémoire, l'expression « technologies de l'information (TI) » qui était celle utilisée dans les documents ayant servis à l'enquête. Nous considérons que cette formulation implique à la fois les technologies de l'information et de la communication (TIC), les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et les technologies numériques.

et culturelles de la structure sociale (Eger, 1997; Kominos, 2006; Hollands, 2008 et 2014; Kitchin, 2015), bien souvent pour le mieux, considérant la connotation positive du terme « intelligent ». Plus précisément, le rôle transformateur de ces technologies est présenté selon deux perspectives distinctes bien qu'elles peuvent, et sont souvent, utilisées conjointement : l'une positionne l'innovation technologique comme moteur de la croissance économique (Kitchin, 2015; Shelter *et al.*, 2015) et l'autre repose sur l'intégration complète des technologies logicielles (*software technologies*) au fonctionnement des villes de manière à augmenter l'efficacité de la gestion urbaine (Townsend, 2013; Kitchin, 2015). Dans un deuxième temps, les transformations qu'amènent ces « innovations » technologiques, qu'elles soient comprises en termes économiques ou de régulation, sont mobilisées principalement mais non exclusivement vers trois domaines d'intervention nodaux synthétisés par Robert Hollands (2008), dont la recherche a porté sur le processus de désignation et le sens de l'étiquette *Smart City* : 1) le développement durable et la réduction de consommation d'énergie, 2) les communautés et l'apprentissage social et 3) les enjeux de gouvernance urbaine.

Outre cela, il demeure assez difficile d'en fixer les paramètres spécifiques, à savoir par exemple ses finalités politiques, puisque les liens entre les « innovations » technologiques, l'efficacité de la gestion urbaine, la croissance économique et la participation des citoyens se tissent au fil des discours. Ces différents discours, gouvernementaux, marketing et universitaires en l'occurrence, ne s'accordent pas sur les mêmes orientations théoriques, ni les mêmes rhétoriques idéologiques (Kitchin, 2015). Plus encore, plusieurs recherches universitaires, provenant surtout des sciences urbaines (*Urban Sciences*) et des sciences sociales computationnelles (*Computational Social Sciences*), qui œuvrent au développement des technologies et des politiques relatives à la « ville intelligente », l'abordent et la présentent comme une conceptualisation rationnelle, scientifique et surtout apolitique de la gestion des villes

et caractérisent leurs travaux comme a-idéologiques (Kitchin, 2015; Shelter *et al.*, 2015).

Malgré cette absence de finalité claire, les airs optimistes de la « ville intelligente » persistent sans remise en question importante, si à tout le moins, l'on se fie aux discussions enthousiastes dont fait l'objet ces projets de gestion des villes dans l'espace médiatique (Vanolo, 2013) ainsi qu'à leur développement accru un peu partout à travers le monde. En Asie, dans le monde arabe et en Amérique du sud, des villes entières sont construites selon des prémisses inspirées par les grandes corporations américaines de technologies d'information tels que *Cisco*, *IBM*, *Siemens* et autres, ou encore par des firmes d'ingénieurs, à partir de « principes intelligents » alors qu'en Occident, les « initiatives intelligentes » s'intègrent à la plupart des grandes villes en tant que solutions aux problématiques urbaines (Hollands, 2013; Provoost, 2012). À titre d'exemple, mentionnons d'une part, le *Songdo International Business District* en Corée du sud, près de Séoul, entièrement développé et financée en partie par un designer urbain américain, Stanley Gale, selon le principe d'ubiquité et de connectivité des technologies intégrées à tous les espaces – technologies de *Cisco Systems* : les écoles, les résidences, les bâtiments, etc. –, créant un grand système d'informations disponible aux résidents. D'autre part, plusieurs gouvernements municipaux utilisent désormais l'analyse de données en « temps réel » dans la gestion et la réglementation de certaines problématiques urbaines, pour la gestion des transports et de la circulation par exemple, où les données de surveillance par caméra sont transmises à un centre de contrôle central (Kitchin, 2014).

Au Canada, il existe un projet national de « Communautés Intelligentes », appuyé par Industrie Canada, dont la visée est d'appuyer l'industrie, les gouvernements locaux et les communautés dans l'amélioration de l'utilisation des ressources que représentent Internet et les TI (Hollands, 2008). La ville de Montréal s'est quant à elle dotée en

2015 d'un « Bureau de la ville intelligente et numérique » (BVIN) dont le plan d'action se divise en six chantiers, incluant le déploiement d'un réseau Wi-Fi public, l'adoption d'une politique de télécommunications et l'accélération du développement économique (Plan d'action 2015-2017, BVIN).

Pour Anthony Townsend (2013), c'est l'année 2008 qui demeure importante quant à l'implantation mondiale des programmes de *Smart City* pour trois raisons déterminantes qui ont offert les prédispositions techniques adéquates : le dépassement de la population rurale par la population urbaine, le nombre croissant d'utilisateurs de lignes à haut débit ainsi que l'affluence des objets et des téléphones dits « intelligents ». Parallèlement, il s'agit également de l'année du dévoilement de l'initiative *Smarter Planet* du géant IBM, qui a été suivie l'année suivante, par un programme appliquant la même logique technologique à l'échelle urbaine, *Smarter Cities* (Swabey, 2012). Évidemment, l'adoption de nouvelles technologies ne se limite pas aux seules prédispositions techniques, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être implantées sans que le discours qui les accompagne ne fasse préalablement sens. « Autrement dit, elles ne peuvent être introduites sans une transformation symbolique qui justifie a priori leur implantation » (Ouellet, 2009, p. 92). Nous interrogeant sur ce que nous comprenons comme une « naturalisation » du phénomène, soit sa propension à apparaître comme allant de soi et *neutre*, nous rendrons compte dans ce qui suit de quelques-unes des transformations symboliques entourant l'urbanité qui ont offert certaines prédispositions non seulement culturelles, mais aussi politiques et économiques à l'introduction des « villes intelligentes ». Ce faisant, nous mettrons en lumière le caractère politique et social des processus d'urbanisation et des modes d'organisation leur correspondant qui apparaissent aujourd'hui avec la prétention d'éviter toute question politique et idéologique par le fait d'une rationalité essentiellement technique offrant des solutions universelles (*one-size-fits-all*).

1.2. L'origine sociopolitique de la « ville intelligente »

1.2.1. La production de l'espace urbain

D'emblée, si l'on doit réfléchir aux transformations symboliques d'un espace donné, celui de l'agglomération urbaine en l'occurrence, l'on ne peut réduire l'analyse aux éléments, aux forces et aux acteurs strictement internes à cet espace. Comme l'a montré la tradition critique des études spatiales initiée par Henri Lefebvre (1968, 1974), les transformations d'un territoire et des manières de le représenter doivent être appréhendées à l'aune de celles de la société en tant que totalité signifiante. Selon Lefebvre, « la production de l'espace » (1974) n'est ni une force naturelle extérieure à l'activité sociale, ni une simple production des forces et des acteurs agissant au sein du territoire, mais plutôt un processus dialectique dans lequel l'espace se structure comme médiation sociale. De fait, pour Lefebvre, l'espace et les lieux qui le construisent sont constitutifs de la société dans son ensemble en ce qu'ils participent à la reproduction des rapports sociaux tout en établissant leurs conditions de réalisation (Gaudreau, 2013, p. 170). Cela signifie d'une part que les représentations symboliques (de soi comme du monde en général) s'objectivent dans des forces sociales qui se déploient à travers la médiation de l'espace. D'autre part, cela signifie également qu'une fois la spatialité produite et sa charge symbolique fixée, elle constitue le point de départ de toute action éventuelle (Gaudreau, 2013). C'est ainsi que selon l'affirmation célèbre de Lefebvre (1974, p. 40), toute société produit les formes de spatialité qui lui correspondent, lui assurant ainsi une certaine longévité (par la reproduction des rapports sociaux qui la constituent). Cette production est en fait selon Lefebvre, un processus triple dans lequel agissent des pratiques spatiales (l'objectivité), des représentations spatiales (la subjectivité) et des espaces de représentation (la médiation spatiale dans et par laquelle est appréhendée la réalité sociale) (Lefebvre, 1974). Non seulement cela implique que la spatialité, en tant qu'elle est production sociale et médiation, ne fait sens que par rapport à la

dynamique d'ensemble d'une société, mais également que l'on ne peut comprendre la spécificité d'un espace qu'en le mettant en relation avec ceux dont il se distingue (Gaudreau, 2013). Autrement dit, tous les lieux spécifiques de l'espace d'une société ne deviennent signifiants que dans leur rapport entre eux et à la totalité. Ainsi, si l'on veut comprendre la formation du contexte à partir duquel on envisage l'organisation « intelligente » des villes, l'on doit nécessairement s'interroger sur la forme que prend l'espace dans le contexte sociétal actuel, celui de la globalisation néolibérale, ainsi que sur les conditions qu'il pose à travers les espaces de représentation qu'il institue.

1.2.2. La globalisation néolibérale : « évidemment » de l'État et réarticulation du local et du global

À partir des années 1980, apparaissent dans les discours tant populaires qu'universitaires, des doutes concernant la pertinence et l'avenir de l'État-nation (Jessop, 2013). Des suites, entre autres, de la stagnation économique du régime fordiste et de l'État-Providence, des luttes sociales identitaires dont les revendications s'articulent de moins en moins en termes nationaux et de l'avènement des problématiques environnementales qui s'envisagent très souvent à l'échelle mondiale, plusieurs théoriciens mettent en doute les capacités d'intervention de l'État tant aux échelons mondial que local. En résulte selon Bob Jessop (1997, 2013), l'effritement du territoire national comme lieu économique, politique et culturel privilégié ainsi qu'une re-conceptualisation de son rôle, de sa configuration et de ses activités. Bien que l'auteur relève six grandes tendances³ dans cette réinterprétation menant à une

³ Les quatre autres tendances soulevées par Jessop (2013) sont les suivantes : 1) le « retrait de l'État [*retreat of the State*] » qui implique l'existence de modes d'exercice de pouvoir indépendants à la coordination d'un État souverain et qui s'opère à l'extérieur de ses frontières ; 2) la « réarticulation de l'économie et de l'extra-économique [*re-articulation of the economic and the extra-economic*] », c'est-à-dire que les frontières délimitant les systèmes politique et économique se redessinent pour s'adapter à la nouvelle compréhension de l'économie en termes de performance et de compétitivité ; 3) le « réordonnement des hiérarchies politiques [*re-ordering of the political hierarchies*] », lequel

restructuration effective des pouvoirs des États nationaux (Jessop, 2013), nous n'en présenterons ici que deux, soit celles qui nous apparaissent essentielles à la compréhension de notre projet sur la « ville intelligente ». D'abord, les pouvoirs situés au palier national se voient redistribués d'une part, vers le haut et vers le bas, respectivement dans les instances supra-nationales et internationales ainsi que sub-nationales et locales et d'autre part, à l'extérieur, au sein d'organisations transnationales (Jessop, 2013). Bien que parfois désignée comme « l'évidement [*hollowing-out*] » de l'État-nation, Jessop (2013) s'y réfère plutôt en tant que « dénationalisation de l'État [*denationalization of statehood*] » puisque cette orientation est liée à la respatialisation⁴ des activités étatiques.

Bien que souvent comprise comme la mise en œuvre d'un capitalisme « pur », entièrement laissé à lui-même et libre de circuler dans l'espace global du fait d'un affranchissement des États nationaux, la nouvelle configuration du capitalisme qui se met en place dans les années 1980 suppose plutôt des changements d'échelle spatiale. Compris en ces termes, le projet de globalisation néolibérale repose en effet sur la mise en relation de l'échelle nationale avec celles globale et locale. Selon les analyses de David Harvey (1989), cela répond du paradoxe de mobilité et de fixité auquel le capital est contraint. C'est-à-dire que peu importe qu'il soit libre ou même

a à voir avec la tendance des changements mentionnés jusqu'ici à saper la cohérence d'ensemble de cette structure hiérarchique par la production complexe et non-structurée de stratégies se rattachant à des échelles d'organisations politiques et économiques diverses ; 4) la « création de nouvelles communautés politiques [*re-imagining of political communities*] » dont les actions et les revendications d'autonomie s'orientent en fonction de territoires au-dessous, au-dessus ou transversalement aux États nationaux existants (Jessop, 2014, p. 17-18).

⁴ Nous avons choisi de traduire ainsi l'expression anglophone « *re-scaling* » que nous comprenons comme un processus de transformation des relations entre diverses échelles spatiales et par lequel un espace spécifique est re-conceptualisé et se constitue par rapport aux nouvelles caractéristiques particulières qui lui sont attribuées. Pour Jessop qui s'appuie sur David Harvey, un *scale* est un espace dont la manifestation structurée et cohérente résulte de l'articulation de processus et de relations sociales, culturelles, politiques et économiques (Fairclough, 2006). Son approche reconnaît l'impact co-constitutif du discours et des caractéristiques matérielles, ou disons non-discursives, induites par les relations sociales sur les actions et les transformations possibles (Jessop, 2004).

immatériel, le capital n'échappe pas à l'exigence de fixation par laquelle se forment les espaces de concurrence : « [...] des lieux différenciés se démarquant des autres par les conditions d'investissement qu'ils ont à offrir » (Gaudreau, 2013, p. 172). Ainsi, le projet néolibéral est effectivement conduit par des transformations d'ordre global, mais sa spécificité ne relève pas de sa capacité à s'être complètement dégagé de la nécessité de se fixer. Plutôt, les lieux où il opère se sont modifiés, passant d'une prise en charge nationale caractéristique du régime fordiste, à des conditions locales qui favorisent sa mobilité (Harvey, 1989). De là, l'apparition de qualificatif comme « *glocal* » (Swyngedouw, 1989) ou encore « *Global City* » (Fairclough, 2006; Sassen, 1991) pour désigner la production spatiale du néolibéralisme contemporain qui arrime un espace globalisée et globalisant aux particularités locales.

La deuxième tendance dont nous souhaitons rendre compte, la « désétatisation des régimes politiques », concerne pour Jessop, la redéfinition des catégories du public et du privé : « In other words, some of the technical-economic, juridical, administrative, narrowly political, and ideological functions performed by states [...] have been transferred entirely or partially to other [...] actors, institutional arrangements or regimes. » (Jessop, 2013, p. 16). Ce changement d'organisation des structures politiques prenant la forme d'un entremêlement des activités publiques et privées s'exprime par le passage du gouvernement à la gouvernance. Le terme « gouvernance » renvoi au mode entrepreneurial de gestion des affaires publiques basé sur la coordination, désormais admise comme allant de soi, entre le gouvernement, les acteurs du marché et les citoyens, faisant de chacun d'eux des *partenaires* d'un système global. Comme le remarque Gaudreau (2013), la gouvernance est distincte du principe moderne de gouvernement par sa conception décentralisée des structures institutionnelles qui font des acteurs publics, un partenaire parmi d'autres. Elle marque le glissement d'une vision institutionnelle impliquant un ordre structuré et central (le gouvernement) à un modèle organisationnel basé sur la collaboration entre divers paliers d'autorité, tous porteurs

d'intérêts divergents (la gouvernance) (Deneault, 2013) dont la forme idéalisée est le réseau.

Selon Christian Laval et Pierre Dardot (2009), le terme lui-même ancien, a ressurgi au XX^e siècle d'abord dans les discours managériaux puis, dans la science politique au moment où les pratiques gouvernementales ont été assujetties aux impératifs de la globalisation. D'ailleurs intégrée au discours politique par Margaret Thatcher (Deneault, 2013), la notion de gouvernance servira de justification aux transformations du rôle de l'État, notamment en regard de la déréglementation et de la privatisation des services publics. La polyvalence de son usage est pour Dardot et Laval corollaire du pouvoir tridimensionnel qu'il désigne : l'enchevêtrement de « la conduite des entreprises, [de] celle des États, et enfin, [de] celle du monde » (Dardot et Laval, 2009, p. 358). Cette dérive politique du terme managérial, lui octroyant une dimension normative, a permis l'intégration des « parties prenantes » à la signification même de la « bonne gouvernance » (Dardot et Laval, 2009, p. 359).

Par ailleurs, l'implication croissante de l'État dans des stratégies de gestion « horizontales » relève pour Jessop (2013), du moins en partie, du fait de la croyance en la décentralisation du savoir. En cela, les changements des pratiques politiques méritent d'être liés aux théories économiques de Friedrich Hayek, l'un des principaux théoriciens du néolibéralisme, qui ont été popularisées dans les années 1980 par les *think tanks* anglo-saxons et qui ont intégré la classe politique lors de la « révolution conservatrice » menée par Ronald Reagan aux États-Unis et par Margaret Thatcher au Royaume-Uni (Béal et Rousseau, 2008, p. 163). Dans son article le plus succinct, *The Use of Knowledge in Society* (1945), Hayek explique que le principal problème de l'organisation économique est celui de l'inexistence d'une forme concentrée et totale de la connaissance des circonstances spécifiques relatives aux temps et aux lieux (combien, quand et où?) : « [...] the « data » from which the economic calculus starts are never for the whole society « given » to a single mind which could work out the

implications, and can never be so given » (Hayek, 1945, p. 519). Comme le souligne Dardot et Laval (2010, p. 44), la connaissance des règles générales ainsi que des causes et des effets perd sa pertinence pour l'action dans la théorie de Hayek, puisqu'impossible à atteindre. Ce qui importe plutôt, c'est la connaissance des circonstances particulières qui permettront d'agir efficacement. Ainsi, Hayek (1945, p. 521) propose de repenser la « planification » centralisée, c'est-à-dire l'orientation de l'entièreté du système économique selon un plan prédéterminée et unifiée, vers une logique compétitive « décentralisée » dans laquelle les « *man on the spot* » sont susceptibles de maximiser les gains. Alors que la planification centralisée est vouée à l'échec et à la perte d'efficacité étant donné l'impossibilité d'une connaissance totale, l'interaction entre les divers individus possédant des connaissances partielles serait à même de produire des solutions aux problèmes organisationnels. Essentiellement, l'organisation bénéficierait ainsi de l'usage efficace, voire de la maximisation, de *toutes* les connaissances particulières.

Pour Hayek, ce gain par l'efficacité peut être intégré à toute forme d'organisation, à la seule condition qu'il soit possible de créer un tel système d'information interactif (Dardot et Laval, 2010, p. 45). Puisque selon Hayek, les connaissances pertinentes à l'action ne relèvent que de la quantité, les « connaissances objectives », la nature caractéristique de chaque activité, sa « qualité », n'intervient pas dans cette logique d'organisation. C'est bien cela qui a rendu envisageable son application en tant que projet politique. Bien qu'Hayek réfléchissait aux formes de planification entourant les approvisionnement des entreprises (Dardot et Laval, 2010, p. 45), sa théorie fût récupérée par les tenants de la vague de réformes néolibérales des administrations publiques sous le nom de *New Public Management*. Bien que les niveaux d'intégration des diverses pratiques aient considérablement varié d'un pays à l'autre, ayant été particulièrement abruptes dans le monde anglo-saxon, les réformes des secteurs publics des années 1980 ont à peu près toutes eu en commun d'importer des mécanismes de gouvernance managériale et de décentralisation propre à l'économie

de marché au sein des administrations publiques, allant ainsi bien au-delà des pratiques institutionnelles traditionnelles (Lane, 2000, p. 6).

1.2.3. De la ville providentielle à la ville entrepreneuriale

« If the 20th century was the era of nations, the 21st century is the era of cities. »

– Lee Myung-bak, Président, Corée du Sud

Les processus de globalisation, que l'on peut décrire de façon générique comme les processus à la fois discursifs et effectifs de transformation de l'organisation spatiale des relations sociales et des transactions (Fairclough, 2006), n'engendrent pas seulement la constitution d'un « espace » mondial donc, mais aussi, local et c'est là un point important. La mise en place du régime néolibéral comme réponse à la crise du fordisme et de l'État-Providence a suscité une certaine relance à la fois politique et culturelle du local, en particulier de l'agglomération urbaine (Gaudreau, 2013, p. 173), en le soustrayant à son contexte national (Harvey, 1989, p. 7). C'est-à-dire que simultanément à la « dénationalisation de l'État », la ville (dans les sociétés occidentales du capitalisme avancé du moins) devient un territoire que l'on représente désormais comme une entité politique, économique et culturelle possédant ses propres fonctions et stratégies économiques (Jessop, 1997) dans un contexte mondial. Encouragé par l'idée selon laquelle les villes font face à des enjeux spécifiques et distincts, un changement notoire du rôle des villes et de la conception de la politique municipale s'effectue de manière à créer un nouvel espace économique réifié (Harvey, 1989) et naturalisé (Jessop, 1997). Pour le géographe David Harvey (1989), cette réification des villes s'exerce par une construction discursive plaçant le processus d'urbanisation comme agent actif de l'organisation politico-économique plutôt que comme résultante d'une telle organisation. De cette redéfinition, naît le pouvoir et surtout, la responsabilité des villes à promouvoir leur territoire économique de manière à susciter les investissements en capital, soit à le rendre concurrentiel et à le positionner par rapport à la structure globale. Ainsi, il s'établit un

rapport concurrentiel entre les villes qui, faisant face à la concurrence internationale pour s'attirer le capital, « doivent » développer un discours *marketing* d'autopromotion, en se proclamant, notamment, *leaders* mondiales du développement économique, de la culture, de l'innovation, etc. (Hollands, 2014). Ce discours spécifique, celui de la « ville entrepreneuriale » (Harvey, 1989; Jessop, 1997), sert donc le déploiement du processus multiple de respatialisation par lequel la ville s'établit comme site spécifique d'une économie mondialisée. Ce faisant, ajoute Harvey (2000), la « ville entrepreneuriale » crée une représentation unifiée et consensuelle de l'agglomération urbaine dans laquelle s'efface toute dimension conflictuelle et toute stratification sociale, pourtant constitutives de l'urbanité.

Cette logique entrepreneuriale d'attraction du capital représente un changement considérable par rapport aux décennies précédentes durant lesquelles les villes ne jouaient pas ou peu de rôle déterminant dans l'économie du fait de leur dépendance financière et politique aux États centraux (Béal et Rousseau, 2008, p. 161-162). La forme managériale de planification du développement urbain propre à l'époque fordiste se définissait par ses préoccupations concernant les aménagements et les services offerts à la population locale, les politiques spatiales redistributives favorisant la reproduction de la demande et les politiques de couverture sociale (Harvey, 1989; Jessop, 1997; Provoost, 2013). Michelle Provoost (2013), historienne de l'architecture, note que « l'idéal-type » de l'aménagement urbain ayant eu cours à partir de l'après-guerre jusqu'aux années 1980 reposait sur un amalgame entre la *Garden-city* d'Ebenezer Howard (1898) et les principes de planification et de construction industrielle dans la création d'espaces destinés principalement aux travailleurs et au collectif. Dans le contexte d'un débordement de la population, ces villes étaient initiées, planifiées, construites et financées par les gouvernements locaux ou nationaux. Surtout, comme l'historienne le souligne, ce modèle était régi par des principes politiques et sociaux d'accueil, de communauté et de « bien-être [*welfare*] » dans lesquels étaient impliqués tous les membres de la société civile.

D'ailleurs, non seulement les institutions locales étaient rattachées à l'institution centrale étatique quant au contenu des politiques mises à l'œuvre, elles étaient elles-mêmes organisées selon le modèle bureaucratique typique de l'ère fordiste, centralisée, hiérarchique et segmentée dans la distribution des tâches, privilégiant le respect des procédures avant l'efficacité (Béal et Rousseau, 2008, p. 162). Au final, l'idéal inclusif de l'État-Providence s'illustre dans la planification urbaine sous la forme de quartiers dont les principes reproduisaient à petite échelle l'idée d'organisation du collectif, entre autres, en mettant à disposition tous les services quotidiens nécessaires (Provoost, 2013).

C'est donc un profond changement dans les pratiques politiques, les croyances économiques et les pratiques culturelles qui a donné lieu au nouveau mode entrepreneurial de gouvernance des municipalités qui privilégie quant à lui la flexibilité et la concurrence par la valorisation des espaces urbains et de la qualité de vie qu'on y retrouve (Harvey, 1989). Cette reconceptualisation à travers le discours de la « ville entrepreneuriale » dont l'efficacité performative s'explique, du moins en partie, par le contexte que nous avons décrit ci-haut, est grandement lié à la reconstitution « effective » des politiques et des mécanismes urbains. Plus spécifiquement, comme le note Jessop (1997), cette nouvelle distribution des pouvoirs impliquant la ville s'est matérialisée sous la forme de partenariats publics-privés et d'une logique de pouvoir horizontal (réseaux) dont la force réside « [...] dans sa capacité à rassembler, malgré leur diversité, tous les représentants d'une communauté sur la base de leur adhésion commune à [des] objectifs de promotion territoriale » (Gaudreau, 2013, p. 174).

Au Québec par exemple, des inquiétudes face à la diminution des capacités financières de l'État et « dans le contexte de la mondialisation des marchés et de l'abolition des frontières [où] la réussite internationale passe de plus en plus par la constitution de pôles urbains à fort pouvoir d'attraction internationale » (Soucy, 2002,

p. 2), ont menés à une réforme de l'organisation municipale entre 1999 et 2001. Cette réforme du système municipal québécois avait pour objectif « [...] le renforcement des structures locales et des structures supra-locales ainsi que la consolidation des agglomérations urbaines » (Soucy, 2002, p. 3). Dans le cadre de cette réforme, les structures territoriales des municipalités ont été révisées pour favoriser la coordination inter-municipale sur les plans administratif et financier, notamment par la création de structures métropolitaines, le regroupement des municipalités, le renforcement des mises en commun de services et le partage entre les municipalités de l'accroissement de la richesse (Soucy, 2002, p. 5). L'amélioration des capacités administratives et financières des institutions locales allait les façonner comme « partenaires majeurs sur lesquels l'État peut compter » (Soucy, 2002, p. 2).

1.3. Ville néolibérale, utopie technologique et démocratie

C'est dans la poursuite du paradigme dominant dans la pensée actuelle sur l'urbanité décrit ci-haut, c'est-à-dire dans la manière de réfléchir le rôle et l'espace de la ville à l'ère du capitalisme globalisé, que nous comprenons l'arrivée du phénomène de la « ville intelligente » dans les discussions entourant le développement urbain.

1.3.1. Recension des écrits et positionnement de la recherche

La conversion des institutions locales en entrepreneuriat urbain fait l'objet de plusieurs recherches au sein des études critiques en urbanisme et en géographie. Dans ces études, le néolibéralisme est devenu un terme central pour décrire l'organisation des villes contemporaines : « néolibéralisation de l'espace » (Peck et Tickell, 2002), « urbanisme néolibéral » (Brenner et Theodore, 2002), « utopies néolibérales » (Provoost, 2013), « ville néolibérale » (Hackworth, 2007). C'est à la suite de cette littérature qui s'attarde à l'ethos néolibéral des discours et des initiatives dominants du développement urbain (Short *et al.*, 2000; Begg 2002; Peck et Tickell, 2002; Provoost, 2013) qu'aborde quelques recherches critiques entourant la « ville

intelligente » (Hollands 2008 et 2014 ; Kitchin 2015). Dans ce cas, la « ville intelligente » est admise comme actualisation « technologique » de la « ville entrepreneuriale » servant ainsi, entre autres, de légitimation politique à l'intégration marquée du secteur privé dans l'élaboration des politiques urbaines. S'inscrivant dans la foulée des études sur le pouvoir et la surveillance (*Surveillance Studies*) (Bauman et Lyon 2003; Lianos 2003, Andrejevic, 2005; etc.), un second courant critique visant à mettre en lumière les impacts sociétaux des préceptes de la « ville intelligente » a pour objet les risques de contrôle social liés à la surveillance, notamment par l'entremise des technologies de l'information (ordinateurs, senseurs, réseaux, etc.) et de l'exploitation des mégadonnées (*Big Data*) (Greenfield, 2013; Galdon-Clavell, 2013; Vanolo 2013; Kitchin, 2014; Firmino et Duarte, 2015).

Bien qu'elle s'en inspire, notre recherche se distingue de ces deux champs puisque c'est plutôt aux liens unissant transformations technologiques, infrastructures en réseaux et politique dans les discours des représentants de la « ville intelligente » que nous souhaitons nous attarder, autrement dit, au portrait de la démocratie dressé par l'entremise de ces discours, ainsi qu'au(x) rôle(s) qu'y assument les technologies de l'information et les réseaux. Ce faisant, nous retenons certains enjeux soulevés par ces deux courants, à savoir la néolibéralisation de l'organisation urbaine d'un côté ainsi que les modes de régulation sociale découlant de l'utilisation des technologies numériques de l'autre, en les recadrant dans une perspective communicationnelle. Pour reprendre le vocabulaire de Lefebvre, nous pouvons dire que nous nous intéressons principalement aux représentations de la réalité sociale, en particulier en regard du politique et des technologies de l'information, fixées et instituées par et dans la médiation spatiale urbaine actuelle telles qu'elles se manifestent dans une pratique discursive spécifique, celle de la promotion de la « ville intelligente » par les élus municipaux.

Cette recherche aura donc pour objet d'analyse les discours institutionnels concernant la « ville intelligente ». Plus spécifiquement, nous nous centrerons sur le discours particulier de la ville de Montréal dans l'adoption du projet « Montréal, ville intelligente et numérique », dont le responsable a présenté la première stratégie en 2014 et pour lequel le Bureau de la Ville Intelligente et Numérique (BVIN) a été créé. Il sera question d'explorer ce discours dans sa totalité, celui de la représentation de la ville dite intelligente promue par les instigateurs de ce projet pour la ville de Montréal. Cette démarche s'explique par la volonté de combler certaines lacunes présentes dans la littérature critique concernant les initiatives urbaines « intelligentes » (Kitchin, 2015) : la prédominance d'exemples canoniques (la ville de Masdar, le quartier Songdo, etc.), l'attention dirigée principalement vers la rhétorique corporative, et finalement, le manque d'étude approfondie de cas spécifique. Cette démarche favorisera une analyse plus nuancée et surtout, nous permettra de comprendre de quelle(s) façon(s) les initiatives spécifiques de la ville de Montréal sont articulées, c'est-à-dire comment la rhétorique déployée est adaptée, réappropriée, et recontextualisée (ou non) dans ce contexte social particulier.

1.3.2. Question et sous-questions de recherche

Cette approche « intelligente » de la gestion des villes qui repose entièrement sur les capacités des technologies de l'information à résoudre les problèmes urbains, prétend offrir des solutions techniques apolitiques et a-idéologiques (Kitchin, 2015; Shelter *et al.*, 2015). C'est d'ailleurs cette prépondérance technique, laissant supposer une neutralité politique et culturelle, qui permet aux « initiatives intelligentes » de s'introduire dans de nombreuses villes sous les mêmes principes, indépendamment du contexte et de la culture locale. Cela implique que ces initiatives s'implantent en tant que mécanismes de régulation sociale sans être explicitement investies d'une conception culturelle et politique de la ville et de ses citoyens. Paradoxalement, la rhétorique de « l'intelligence technologique » demeure marquée par la participation

citoyenne locale et les valeurs démocratiques. Devant l'incongruité d'une rhétorique démocratique jumelée à une définition apolitique et a-idéologique de la gestion des villes, nous posons la question suivante : quelles sont les représentations de la démocratie et des technologies de l'information que sous-tendent les discours institutionnels du projet de Montréal « Ville intelligente et numérique » et quelle(s) vision(s) politique(s) et sociétale(s) véhiculent-elles?

Les discours mis de l'avant par les tenants du projet montréalais « ville intelligente et numérique » seront analysés à travers des documents médiatiques officiels, c'est-à-dire produits et/ou diffusés par le BVIN. Ceux-ci tenteront de répondre aux sous-questions suivantes :

- 1) Quelle est la conception de la démocratie mobilisée dans ces discours, incluant les conceptions du citoyen, de l'espace public et des institutions?
- 2) Dans ces discours, quels sont les rôles et les fonctions attribués aux technologies de l'information et aux infrastructures en réseau? De quelle manière les notions de communication et de technologies de l'information s'établissent-elles en relation avec celles de démocratie?

À la lumière de l'analyse qui suivra, nous entendons mettre en évidence le caractère politique des discours et des initiatives « intelligentes » et numériques appliqués à la gestion des villes et ce, en s'attardant aux discours des acteurs mêmes du projet que nous posons comme nécessairement porteurs de représentations politiques. Nous cherchons également à expliciter l'apport des technologies numériques dans la constitution de la vision politique qui se déploie dans ce discours spécifique. Finalement, nous déterminerons dans quelle mesure les représentations politiques et sociales portées par ces discours s'inscrivent dans le contexte sociopolitique actuel dominé par le discours néolibéral.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

2.1. La démocratie, l'espace public et les TI

L'élément problématique central que nous souhaitons analyser exige que nous nous positionnions par rapport aux théories démocratiques ainsi que par rapport à la notion qui lui est centrale, celle d'espace public. La conception de la démocratie avec laquelle nous souhaitons articuler notre cadre théorique nécessite d'abord de s'éloigner de l'héritage influent de la démocratie délibérative qui associe le dialogue politique à un processus rationnel de formation de consensus. C'est d'ailleurs à travers cette interprétation spécifique de la démocratie qu'a principalement été réfléchi le rôle démocratique des TI dans l'espace public (Dean, 2003). Ainsi, nous amorçons cette réflexion en faisant état de cette pensée répandue, soit à partir de ce que nous pourrions considérer comme le fondement théorique de la démocratie telle qu'elle est globalement imaginée dans la « technoculture » contemporaine (Dean, 2002), dont le principal théoricien à ce jour, et sans doute le plus connu, est Jürgen Habermas (1984, 1989, 1996).

Très brièvement résumée, la théorie d'Habermas soutient que les solutions aux problèmes concernant l'organisation de la vie commune peuvent être atteintes à travers un dialogue politique : la délibération. La délibération, qu'Habermas définit comme le processus réflexif critique visant à atteindre un consensus face à un problème commun, s'établit à l'aide d'une procédure normative universelle qui tend à instituer une participation citoyenne égalitaire, inclusive, transparente et libre. Cet espace public délibératif se traduit donc par la participation des citoyens à un dialogue rationnel à propos de préoccupations communes menant à la formation

d'une opinion publique qui servira de guide légitime aux processus politiques. De fait, suivant la théorie de la démocratie délibérative, l'existence d'une communauté politique démocratique (le public) repose sur le principe fondateur de la communication rationnelle.

Les interactions que suscitent les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont en effet souvent présentées comme la concrétisation des idéaux normatifs (égalité, inclusion, transparence, liberté et rationalité) associés à la théorie habermassienne de la démocratie délibérative en ce qu'elles semblent réaliser les conditions d'un espace idéal (Dean, 2003; Dahlberg et Sapiera, 2007). Plus encore, elles apparaissent jouer un double rôle démocratique (Dean, 2003), c'est-à-dire à la fois *pour* un public démocratique par les possibilités d'accès à l'information qu'elles offrent, avec véhémence d'ailleurs, et *comme* un public démocratique, lorsque le discours qui les accompagne procède d'une adéquation entre l'expansion de l'infrastructure technique et la démocratisation; entre le réseau et le *demos* lui-même. C'est bien cette équivalence faite entre l'infrastructure en réseau des TI et les réseaux « intersubjectifs » inhérents à l'activité communicationnelle telle que comprise par la procédure délibérative, qui paraît dissiper le souci d'une sphère publique trop grande pour la discussion en face à face et ainsi, réaliser l'achèvement démocratique. Ce dont les discours de la « technoculture » contemporaine, tant universitaires que non-universitaires, se réclament en déployant ainsi ce principe démocratique d'inspiration habermassienne, est d'une automatisation des procédures menant au consensus. C'est-à-dire que suivant cette logique, le consensus ne résulterait pas tant de la délibération des individus que d'une infrastructure technique (les réseaux de communication) considérée comme essentiellement coopérative et de laquelle les valeurs substantielles « fondatrices » émergeraient spontanément. Il ne s'agit plus alors d'une forme d'auto-organisation par l'entremise de la délibération, mais bien d'une configuration autorégulatrice, l'usage individuel des TI la réduisant à une mise en commun automatisée des intérêts particuliers. Les réseaux de communication –

l'Internet étant sans doute l'exemple le plus évident, mais nous pensons aussi aux réseaux de *Big Data* – ne représentent ici que des conduits servant à la transmission de l'information provenant d'individus considérés comme déjà constitués. Plusieurs théoriciens, notamment ceux de la démocratie radicale⁵, ont d'ailleurs relevé les tendances actuelles entourant la politique et les TI vers la participation individuelle et la compétition entre groupes d'intérêts qui perpétuent une vision très restreinte de la démocratie (Dahlberg et Sapiera, 2007). Cette vision induite par le contexte de la domination libérale (Dahlberg et Sapiera, 2007) encourage une instrumentalisation de la participation, ce qui laisse peu d'espace à une véritable remise en question des structures de pouvoir en place. Pour contrer cette domination de la pensée libérale, les théories de la démocratie radicale articulent leurs analyses autour d'un même point essentiel : l'impossibilité d'identifier et d'atteindre une norme qui soit universelle du fait même du caractère équivoque du sens et de la signification. La spécificité de la démocratie radicale consiste ainsi à organiser la structure politique selon les valeurs universelles classiques (liberté et égalité) tout en accordant une place prépondérante au conflit, dont la fonction est de permettre le questionnement légitime des institutions politiques en place.

Le présent cadre théorique se réfère à deux grandes théories de la démocratie radicale : le modèle agonistique (Chantal Mouffe) et l'autonomisme (Cornelius Castoriadis). Bien que ces deux thèses comportent un certain nombre de divergences théoriques, elles émettent des critiques à l'égard du discours démocratique dominant dont il est nécessaire de rendre compte pour appréhender les éléments du discours de Montréal entourant la « ville intelligente et numérique » qui seront à l'étude dans

⁵ Bien que la démocratie radicale soit parfois associée spécifiquement aux théories de Chantal Mouffe et de Ernesto Laclau, nous la comprenons comme un courant de pensée plus vaste au sein duquel se ré-évaluent et se re-conceptualisent la démocratie selon diverses théories, parfois distinctes, mais s'accordant sur la primauté du conflit dans la structure politique. Ces analyses offrent à la fois des cadres conceptuels pour penser autrement la démocratie et des modèles d'application, dont certains inclus d'ailleurs les TI.

cette recherche. Pour anticiper l'analyse qui suivra, la critique de Mouffe (2005) servira à déconstruire le présupposé consensuel de l'espace public sous-tendu par l'impératif de collaboration mis de l'avant dans l'idéologie de participation du Web 2.0 (Dean, 2002) ainsi que dans les postulats de la gouvernance et du « gouvernement ouvert ». L'apport de la théorie critique de Castoriadis, notamment sa critique de la démocratie procédurale, nous permettra quant à elle de mettre en lumière l'irréalité de procédures apolitiques, c'est-à-dire des procédures qui s'esquivent de toute valeur substantive. Après avoir adressé des critiques portant spécifiquement sur la démocratie, nous aborderons la théorisation du symbolique de Michel Freitag. Bien qu'avec un ancrage et une portée beaucoup plus générale, la théorie de Freitag formule également une critique de la démocratie délibérative habermassienne, notamment du fondement intersubjectif du commun. Sa conceptualisation du champ symbolique sera l'occasion de répondre de certaines limites du modèle agonistique de Mouffe et d'approfondir quelques éléments issus des considérations de Castoriadis; sur les enjeux de l'action politique par exemple. Surtout, la pensée de Freitag comporte une réflexion sur les TI, sur les définitions de l'information et de la communication qu'ils supposent, sur leurs impacts sur les processus politiques et sur le plan d'ensemble, sur les mécanismes contemporains de régulation sociale. Cette réflexion concernant les rôles du symbolique, du langage, de la communication et des TI à l'égard des possibilités politiques contemporaines nous sera utile pour saisir les prémisses du discours technologique de la ville, d'autant plus que nous aborderons la critique de l'urbanisation émise par Freitag dans son ouvrage *Architecture et Société* (1992).

2.2. La dimension conflictuelle de l'espace public

Pour Chantal Mouffe (2005), considérer la politique comme un processus rationnel de délibération entre des individus dont l'issue est le consensus compromet deux dimensions fondamentales de la réalité du vivre-ensemble : le pouvoir et

l'antagonisme, qu'elle tente de réintégrer dans une conception *agonistique* de la démocratie.

2.2.1. La conception hégémonique de la politique

Pour l'auteure, l'appréhension du politique nécessite d'abord de convenir de l'absence et de l'impossibilité d'une issue qui soit finale. Ainsi, l'auteure se réfère à la notion gramscienne d'hégémonie dans la conceptualisation de la politique, admise comme l'ensemble des pratiques signifiantes établies dans une période social-historique donnée : « The articulatory practices through which a certain order is established and the meaning of social institutions fixed, are hegemonic practices » (Mouffe, 2005, p. 18). Le point central du concept d'hégémonie est la domination d'une élite par la création d'un « sens commun » : une conceptualisation du monde, de sa configuration et de ses activités à laquelle la majorité consent (Comor, 1994). Autrement dit, la conception hégémonique de la politique la conçoit comme une domination principalement idéologique fondée sur l'adhésion des sujets et des sociétés à une vision spécifique du monde comme s'il s'agissait d'un ordre naturel. En reconnaissant le caractère hégémonique de tout ordre social ainsi que la part de contingence de toute société, soutient Mouffe, l'on redonne à la pratique politique la responsabilité des actes d'institutionnalisation et par le fait même, d'exclusions. Les choses pouvant toujours être autrement, soit relatives à une certaine conjoncture, toute organisation sociale et politique implique nécessairement la mise à l'écart des autres possibilités. Pour Mouffe, c'est en ce sens cela relève de *la* politique; il s'agit toujours de l'expression d'une structure particulière de relations de pouvoir qui repose sur l'imposition arbitraire d'un sens et l'exclusion de tous les autres (Mouffe, 2005). Suivant cela, ce qui apparaît comme l'ordre naturel à un certain moment ne s'avère en fait que l'articulation ordonnée d'une série de pratiques et de ce fait, demeure toujours et fondamentalement sujet à la contestation. Et c'est là un point important. En admettant l'idéal consensuel, la philosophie politique menée par la

rationalité libérale, commet selon Mouffe deux égarements politiques. D'abord, elle procède d'une contradiction interne, soit celle de prétendre à un consensus rationnel pleinement inclusif et de ne pas reconnaître qu'elle soit fondée sur des actes d'exclusion (Mouffe, 2005). De plus, cela a pour effet d'ouvrir la voie à une impasse : comment peut-on contester ce qui nous apparaît comme n'ayant pas d'extériorité en soi? Corollairement, cette forme dominante de rationalité ne saisit pas ce qui pour Mouffe (2005) relève de notre condition ontologique, soit la pluralité des manières d'être et d'appréhender le monde; *le* politique.

2.2.2. La notion du politique et la définition des identités collectives

Selon Mouffe (2005), la politique démocratique se doit d'être réfléchie à travers la nature conflictuelle du politique. Autrement dit, le propre de la démocratie n'est pas de créer une grande association universelle, un « nous » total et inclusif par le biais du consensus, mais de garantir la reconnaissance du pluralisme constitutif des identités collectives. Puisque le principe identitaire est relationnel, c'est-à-dire que l'identité est conditionnelle à l'affirmation d'une différence (sans en être le résultat), le champ des identités collectives implique un principe d'antagonisme qui se manifeste par la formation d'un « nous » dont l'existence dépend d'un écart avec un « ils » (Mouffe, 2005). Nous pouvons, au même titre que l'auteure, comprendre cette opposition nous/ils en se référant à la notion « d'extérieur constitutif » inspirée du concept de *différance* de Jacques Derrida. Il semble assez illusoire de s'imaginer une société pleinement consensuelle de laquelle nous aurions expulsé toutes formes ou possibilités d'antagonisme. Comme toute identité collective nécessite une *différenciation*, l'antagonisme en demeure non seulement une éventualité toujours présente, mais également sa dimension co-constitutive.

Ce qui importe pour Mouffe (2005) est de ce fait la création d'un espace capable d'offrir des opportunités de contestation. Or, la viabilité d'une structure démocratique strictement conflictuelle apparaît problématique dans la mesure où elle s'ouvre à la

dérive potentielle que les arguments prennent pareillement pied sur le terrain des intérêts particuliers. Effectivement, si l'on comprend l'antagonisme comme l'expression d'identités déjà construites, s'opposant dans leur fondement substantiel respectif, on en revient à un processus de négociation dans lequel chaque identité est conçue comme fixe et autonome. Pour éviter le piège d'une conception concurrentielle des identités collectives, Mouffe propose de conceptualiser la relation nous/ils comme une relation *agonistique* :

[...] agonism is a we/they relation where the conflicting parties, although acknowledging that there is no rational solution to their conflict, nevertheless recognize the legitimacy of their opponents. They are « adversaries » not enemies. This means that, while in conflict, they see themselves as belonging to the same political association, as sharing a common symbolic place in which the conflict takes place (Mouffe, 2005, p. 20).

La distinction est claire avec la démocratie délibérative, tout comme avec la démocratie libérale. La première conçoit la constitution du sens du vivre-ensemble comme le résultat de la procédure de délibération intersubjective, la seconde considère l'espace public selon sa propension à protéger l'indépendance de la sphère privée et la liberté des intérêts particuliers, alors que pour la démocratie agonistique, le vivre-ensemble représente une dimension constitutive de la condition humaine, nécessaire à la formation des identités.

Somme toute, pour Mouffe, la négation du principe d'antagonisme au fondement de la définition des identités collectives entrave toute possibilité de contestation puisque cette possibilité dépend justement de l'explicitation en termes politiques de l'ordre établi et des actes d'exclusion qu'il nécessite. La conception agonistique de la démocratie suggère également d'aller outre le paradigme à la fois délibératif et libéral prédominant dans les recherches universitaires, la pratique citoyenne et même l'élaboration des politiques (Dahlberg et Sapiera, 2007) selon lequel les réseaux de communication dans lesquels s'incarne la politique sont un terrain neutre au sein

duquel les individus peuvent s'unir par la délibération ou gagner par la compétition. Le conflit tel qu'amené dans la conception agonistique de Mouffe suppose en effet un certain nombre de référents symboliques partagés [*common symbolic place*] qu'il est nécessaire de considérer, notamment pour ce que cela implique sur la conceptualisation des sujets prenant part au conflit. Or, les préoccupations de Mouffe concernant la structure symbolique s'attachent avant tout à la forme en ce qu'elles sont liées à la structure que devrait prendre l'espace public ainsi qu'aux moyens expressifs et contestataires dont cet espace dispose. De fait, bien que nous reconnaissons l'importance d'une remise en question du consensus par l'intégration d'une dimension conflictuelle, la théorie de Mouffe demeure limitée quant à cet espace symbolique. Nous pensons par exemple à la force instituante de cet a priori symbolique (Freitag) ainsi qu'à sa fonction par rapport à la capacité de pensée [*capacity for thought*] (Comor, 1994), de laquelle dépendent les idées contre-hégémoniques nécessaires à son modèle agonistique. Nous y reviendrons.

D'abord, pour appuyer et approfondir la critique d'une conception de la démocratie qui en fait une procédure indépendante de tout référent sur le fond, rendant envisageable que des technologies communicationnelles suffisent à l'organisation démocratique, nous ferons désormais une synthèse de la théorie démocratique de Cornelius Castoriadis pour qui la démocratie est un mouvement qui n'aboutit jamais et qu'il appelle le « projet d'une société autonome » (Castoriadis, 1996, p. 225).

2.3. La démocratie comme acte d'institution de la société

2.3.1. Critique de la démocratie procédurale

Pour Cornelius Castoriadis (1996), la conception de la démocratie qui en fait une simple procédure, qu'il comprend comme tributaire d'une crise des significations imaginaires des sociétés occidentales contemporaines, est manifeste d'une incompréhension de ce que représente la création de la politique comme activité

explicite et perpétuelle de mise en question et de légitimation des institutions signifiantes⁶ (Castoriadis, 1996). Comme elle se définit comme « une activité collective dont l'objet est l'institution de la société en tant que telle » (Castoriadis, 1986, p. 3), la politique implique la reconnaissance exclusive de l'activité effective humaine dans la création du sens ainsi que dans la définition du « bien commun ». C'est en ce sens que Castoriadis définit la démocratie comme le régime d'autolimitation, soit le « [...] pouvoir qui n'accepte pas d'être limité de l'extérieur » (Castoriadis, 1999, p. 182). Or, en affirmant que la procédure à elle seule détermine le caractère démocratique d'une décision, indépendamment des conditions préalables et subséquentes, l'on se retrouve à occulter le contexte socio-historique de l'autocréation du sens et de ses moyens d'institutionnalisation. Dans ces conditions, n'attribue-t-on pas une part de l'institution sociale à une source de sens extérieure à l'activité de la collectivité (Castoriadis, 1996)? Chose certaine, l'on rend caduque la question de la responsabilité et l'on cultive l'idée d'une société « parfaite » dont les principes démocratiques, relevant uniquement de la procédure, pourraient être menés à terme concrètement et définitivement. Selon l'auteur, la démocratie procédurale s'est constituée sur la base d'une illusion, celle d'une institution sociale sans *a priori*. Il apparaît en effet difficile de s'imaginer la création et l'institution sociale comme résultante de la seule existence de réseaux « intersubjectifs » (Castoriadis, 1996). Pour en arriver à un consensus fondateur capable d'orienter la trajectoire de la société, l'on doit nécessairement aller au-delà de l'entente sur les formes de la discussion et se référer à des valeurs substantielles partagées par les acteurs prenant part à la discussion. Autrement dit, comment peut-on prétendre produire une

⁶ Castoriadis (1999) conceptualise l'institution de la société comme l'institution d'un réseau symbolique, d'un « monde de significations » collectivement admis, qui comporte une dimension fonctionnelle ainsi qu'une dimension imaginaire. Cette dimension imaginaire ne désigne pas la *représentation* de la réalité, mais la création constante de symboles, de formes et d'images par laquelle une société est en mesure de faire sens et de se construire par rapport à une « réalité » et à une « rationalité » qu'elle œuvre à créer.

« vérité » qui soit plus juste sans préalablement admettre les conditions culturelles, sociales, politiques et symboliques de sa création? Pour Castoriadis (1986) donc, un espace public qui ne reposerait que sur la seule issue finale en serait creux et vain. Plutôt, il doit nécessairement faire appel aux présupposés des décisions, incluant tout ce qui les a menées à terme. Par cette précision, Castoriadis rappelle la dimension temporelle inhérente à l'existence d'un espace public. La constitution de ce *temps public* signifie bien plus que la création d'un repère temporel commun – ce qui apparaît *ipso facto* – mais désigne plutôt l'institution de la démarche réflexive nécessairement historique : « [...] l'émergence d'une dimension où la collectivité puisse inspecter son propre passé comme le résultat de ses propres actions et où s'ouvre un avenir indéterminé comme domaine de ses activités » (Castoriadis, 1986, p. 11).

2.3.2. La nécessité d'une vision du bien commun

Par ailleurs, cette philosophie politique, manifeste dans les utopies technologiques contemporaines, est fondée non seulement sur la fiction d'une société vierge ou d'un degré zéro du social, mais aussi (et par conséquent), sur une représentation incohérente d'un « individu substance » (Castoriadis, 1996). De manière plus explicite que Mouffe, Castoriadis soutient qu'il n'existe pas d'individu dont l'essence serait déterminée préalablement à sa socialisation ou qui serait en mesure de faire abstraction du processus socio-historique dont il fait partie pour être un pur entendement raisonnable. Inévitablement, les individus sociaux n'existent qu'à travers leur socialisation, c'est-à-dire qu'ils n'adviennent qu'en intégrant les institutions sociales établies, ce qui assure par ailleurs la reproduction de l'institution de la société (Castoriadis, 1999, p. 159). De cette manière, vivre en société n'est pas un fait s'additionnant à la définition de l'être humain, c'est sa condition fondamentale; « c'est être humain » (Castoriadis, 1999, p. 183). Nous ne pouvons pas imaginer, dit Castoriadis, un être dont la seule détermination des valeurs serait

l'œuvre consensuelle de la délibération intersubjective alors que l'intersubjectivité elle-même dépend de la socialisation.

Pour l'auteur, la définition des objets et des enjeux de la discussion n'est par conséquent possible qu'en faisant appel à des valeurs qui soient communément établis et donc, à une vision, fût-elle minimale, du monde commun. Toutes normes collectives, qu'elles soient énoncées clairement ou tacites, ne peuvent être mises en places sans faire appel à un bien commun quelconque. D'abord, parce que comme nous l'avons mentionné ci-haut, un système de normes et de lois n'est pas envisageable sans l'inspiration et la promotion de valeurs substantives. Ensuite, parce que la norme implique un « tous » allant au-delà de l'individu (Castoriadis, 1999, p. 199). De reconnaître en une procédure une démarche apolitique ou extra-sociale et de convenir d'un terrain de *tabula rasa* éloignent nécessairement du domaine des possibilités la remise en question de l'ordre établi puisqu'il s'agit de garantir comme vrai ou naturel, les « catégories » qui sont données d'avance par les diverses pratiques préexistantes. Il est pourtant traditionnellement du ressort de la politique de se porter garant de la visibilité des actes d'institutionnalisation pour ne pas succomber à la pensée de l'inéluctable.

Certes, la théorie de Castoriadis porte principalement sur la fonction instituante de l'institutionnalisation puisqu'il réfléchit en termes d'autonomie et d'action politique. Le regard qu'il porte sur l'histoire humaine en général et sur le moment politique en particulier, les situe comme création et cette création est pour lui plus déterminante que déterminée (Castoriadis, 1999, p. 167). Tout de même, dans son texte « Héritage et Révolution » du tome six des *Carrefours du labyrinthe*, *Figures du pensable*, Castoriadis fait remarquer l'absurdité d'une création totale :

Naturellement, l'idée d'une révolution *totale*, d'une table rase sociale, est absurde. Dans la plus radicale des révolutions imaginables, les éléments de la vie sociale qui demeureraient inchangés sont considérablement plus nombreux que ceux qui pourraient être modifiés : le langage, les

bâtiments, les outils, les modes de comportement et d'action, et surtout d'importantes parties de la structure socio-psychique des êtres humains (Castoriadis, 1999, p. 162).

Pour le philosophe, c'est là un enjeu fondamental de l'action politique. C'est également un fait que le sociologue Michel Freitag s'est attardé à comprendre et à définir par son analyse du champ symbolique. Bien que l'on puisse faire le rapprochement avec le concept d'imaginaire chez Castoriadis, le champ symbolique est pour Freitag (2010) plus englobant que celui d'imaginaire qui n'en représente qu'un moment : le moment de création. Puisque la pensée de Castoriadis est orientée vers le projet d'autonomie et d'appropriation des lois signifiantes, on s'explique facilement que ce moment du symbolique, celui de l'action inventive, soit le foyer de sa théorie. Le recours au champ symbolique chez Freitag permet quant à lui une compréhension plus étoffée de la constitution du commun à la base de toute action politique, en plus de fournir une piste pour l'omission conceptuelle du modèle agonistique de Mouffe concernant l'espace symbolique et les possibilités d'articuler des pensées contre-hégémoniques. Dans le cadre spécifique de cette recherche, la pensée de Freitag servira également à mettre en relation ce que nous avons amené jusqu'à présent sur les théories de la démocratie avec les rôles des TI et l'espace de la ville.

2.4. Le champ symbolique et les notions d'information et de communication

2.4.1. Le symbolique comme lieu de l'être et du commun

Jusqu'à présent, nous avons posé que le projet démocratique ne peut se réaliser qu'à partir d'une praxis politique conflictuelle, c'est-à-dire d'une organisation politique en mouvement perpétuel qui reconnaît le pluralisme à la base du principe identitaire, la part de contingence de son institution et l'autonomie de ses activités signifiantes. Maintenant, nous aimerions reprendre où nous avons laissé en suspens plus tôt, soit à cette idée que le « commun » représente une dimension constitutive de la condition

humaine. Le « commun » pour Michel Freitag se veut bien plus que l'agrégation des subjectivités vers une fin objective : « [...] il est intériorisé par chaque individu comme condition de son appartenance à la communauté et comme forme instituant de sa propre humanité » (Freitag, 2010, p. 10) et ce, parce que le champ symbolique agit comme *toile de fond d'un monde commun à tous les sujets* (Freitag, 2000, p. 6).

Le champ symbolique, dit Freitag (2010) ne sert pas simplement la représentation et la connaissance de l'ordre social, il conditionne à la fois cet ordre et cette représentation puisque sa portée est avant toute chose normative. Selon l'auteur, la représentation symbolique, par le biais de l'idée, nous tient collectivement à *distance* des faits de la réalité et ainsi, constitue le lien au fondement du commun :

Ainsi, la représentation symbolique ne nous met pas en rapport direct avec les divers aspects, faits ou événements de la réalité extérieure par l'intermédiaire de simples signes distinctifs et référentiels, et elle ne nous introduit pas non plus directement à des relations horizontales de communication « informative » avec les autres qui nous environnent. Par la médiation de l'*idée* ou du *concept*, elle nous met en *rapport* de réciprocité avec autrui [...] (Freitag, 2000, p. 8).

Autrement dit, le rapport symbolique en est un d'objectivation d'un rapport au monde de sorte que chaque fois qu'un individu fait l'expérience du sens et de la signification, cette expérience se fait nécessairement par l'entremise de cette appropriation de la réalité préalablement et communément construite, ce que Freitag appelle l'*idée commune* (Freitag, 2000, p. 6). Les idées, les concepts et les images par lesquels chacun fait sens et articule la réalité se trouvent évidemment déjà donnés d'avance, institués non seulement dans le langage commun, mais aussi structurés et incarnés dans la construction matérielle de la réalité. Pour le sociologue, cela signifie que la constitution de l'espace commun, c'est-à-dire du projet de société, est liée de manière inhérente à la reconnaissance tant au niveau collectif qu'individuel de ce rapport symbolique au monde et à autrui : « c'est toujours déjà formé et institué hors de lui que l'être humain découvre l'univers symbolique en s'y engageant et en

l'assumant comme forme et condition de son identité concrète d'être humain, en tant qu'être social et être de raison » (Freitag, 2010, p. 9). Si l'on résume, les actes de communication et de transmission de l'information ne peuvent être appréhendés que par rapport à la forme objective de représentation commune qu'exprime le symbolique puisqu'elle en est le support. Par exemple :

[...] il n'y a sociologiquement de droit que par référence à une représentation commune de la justice; il n'y a de connaissance scientifique que par rapport à une référence épistémologique aux conditions de la vérité ou du moins de la connaissance objective; il n'y a de pouvoir que relativement à un principe de légitimité; il n'y a d'économie que par référence à une reconnaissance commune des besoins, ou au moins de la valeur et de l'utilité (Freitag, 2010, p. 12).

C'est bien cette dimension importante de la communication qui demeure sous-théorisée dans l'espace symbolique tel que défini par Mouffe, celle de la possibilité de penser et de formuler des idées contre-hégémoniques. Nous posons que la reconnaissance symbolique du rapport au monde apparaît justement comme condition de possibilité à l'articulation d'un ordre contre-hégémonique. Or, pour Freitag, la propriété du symbolique à être toujours premier par rapport à la définition du projet de société et la formation des identités disparaît avec l'autonomisation et l'instrumentalisation des notions d'information et de communication telles qu'elles se manifestent avec les technologies de l'information (Freitag, 2000).

2.4.2. Les TI et l'oubli du symbolique

Ce que l'on constate dans le déploiement des TI aujourd'hui, relativement à la prétention démocratique, c'est cette même illusion d'un terrain d'amorce qui serait apolitique et dissocié de toutes finalités dans laquelle toutes les propositions seraient admises. C'est à travers cet « oubli » du symbolique que s'instrumentalisent les notions d'information et de communication; elles n'existent que dans leur utilisation, soit leur propre mise en opération (autoréférentialité). En faisant de l'infrastructure

technique une prétendue neutralité, l'on ne sait rendre compte de l'influence structurante de la médiation non seulement technique, mais nécessairement symbolique, culturelle et sociale que représente les TI. Pour Freitag, les nouvelles technologies créent une transformation radicale de la signification des concepts classiques de communication et d'information : « les réalités qu'ils désignent *ne sont plus d'ordre symbolique et culturel, mais technique et opérationnel* » (Freitag, 2002, p. 7). Si l'on s'en remet à l'auteur, cette tendance dont l'absence soutenue de toute définition explicitement politique dans les discours dominants traitant de la « ville intelligente » fait montre, trouverait son origine dans la conception strictement procédurale de la communication héritée d'Habermas. En englobant sous un même concept transcendantal, celui de communication qu'il nomme le « monde vécu », le domaine normatif des fins et des valeurs ainsi que celui, expressif, des identités individuelles et collectives, Habermas identifie d'emblée l'ensemble de la pratique symbolique à la communication intersubjective (Freitag, 2002). Ce faisant, il réduit considérablement l'importance de la dimension représentative des médiations symboliques et politiques préalables : « Habermas se trouve conduit à vouloir refonder l'univers entier des normes, des valeurs, de l'identité et des fins sur les *procédures* qui régulent les activités communicationnelles [...] » (Freitag, 2002, p. 33).

La présence des TI dans tous les domaines de la pratique repose, par ailleurs, sur ces mêmes principes d'instrumentalité capables d'universaliser le savoir technologique. C'est ainsi que Cisco, IBM et autres, s'avèrent en mesure de répandre leurs expertises à tous les domaines du savoir, incluant celui des sciences politiques et sociales. En fait, la communication par l'entremise des TI et les synthèses du collectif auxquelles elles prétendent procéder bénéficient d'une apparence objective précisément parce qu'elles sont produites de manière automatique, c'est-à-dire qu'elles seraient exemptes de toute intervention humaine susceptible d'en influencer les résultats par son inévitable subjectivité. Cette présomption signifie que nous n'aurions plus à faire

sens collectivement de manière *apriorique*, dès lors qu'un processus technique objectivant devient le dédoublement des règles prescriptives inhérentes à la société. Pour Freitag (2002), l'application des nouvelles technologies de la communication et de l'information dans les divers champs jadis liés à des finalités normatives spécifiques amène une uniformisation technique et processuelle qui fait en sorte d'écarter la production symbolique et les cadres normatifs (les finalités communes et les valeurs partagées) de la capacité de synthèse des individus et des sociétés. Cette transformation des modalités explicitement culturelles et politiques de régulations sociales vers un mode de production global et informatisé de la réalité aplanit complètement la dimension temporelle de l'espace public, dont il était question précédemment avec Castoriadis, au profit d'une opérationnalisation autonome et immédiate. En conséquence, le moment politique se dérobe en quelque sorte au projet de société : « [...] dans le politique, il y a dissolution du pouvoir et de l'action politique réfléchie (la praxis) dans des systèmes et procédures de contrôle, de prise de décision et de gestion [...] » (Freitag, 2010, p. 19). Certainement, derrière ce mode d'objectivation sociale que Freitag (1986) qualifie d'« opérationnel-décisionnel » caractérisée par la perte d'emprise sur la vie collective, se cache bel et bien un projet politique, dans la mesure où il tend à gouverner des situations collectives ainsi qu'à structurer nos rapports aux autres. Bien que la théorie d'Habermas (1984, 1989, 1996) ait anticipé cette incapacité des sociétés contemporaines à se réaliser politiquement, ce qu'elle formulait comme la colonisation du « monde de la vie » par le « monde du système », l'opposition fondamentale qu'elle imposait entre ces deux catégories la réduit à une logique de résistance devant la fatalité. Pour contrer et contrôler l'expansion systémique des technologies, Freitag (2010) en appelle plutôt à un retour à l'assujettissement des technologies à la volonté commune, c'est-à-dire à des finalités politiques communes et préalablement déterminées face auxquelles d'ailleurs, l'articulation institutionnelle de pratiques contre-hégémoniques demeure une possibilité (Mouffe, 2005).

2.4.3. La ville et l'espace symbolique

Dans son ouvrage *Architecture et Société* (1992), Freitag traite des implications de la perte de cet *a priori* symbolique relativement à l'espace et à « l'idée » générale de la ville. Il oppose l'architecture traditionnelle de la Cité à l'espace urbanisé des agglomérations contemporaines afin d'analyser le glissement de la nature expressive, identitaire et sociale de cette médiation spatiale vers un assemblage *a posteriori* d'environnements hétérogènes dominés par la logique économique. Cette transformation a pour Freitag une incidence sur la teneur politique de la ville.

2.3.4.1. La médiation spatiale propre à l'architecture

L'architecture est avant tout pour Freitag (1992) la construction d'un espace en tant qu'espace spécifiquement humain destiné au déploiement des rapports sociaux et qui établit un détachement avec la nature. À l'aune de cette distance créée par le biais de l'espace entre société et nature s'instaure et se rend visible l'appropriation symbolique du rapport au monde des êtres sociaux. « L'objet originel de l'architecture est donc celui de la construction de l'espace socialisé, approprié par l'homme » (Freitag, 1992, p. 17). Il s'agit de la structure d'incarnation et de matérialisation de l'ordre social par laquelle « la société se rend visible à elle-même » (Freitag, 1992, p. 17). L'architecture s'associe donc également à l'ordre temporel, c'est-à-dire qu'elle constitue un moyen de reproduction de la société – de ses représentations de soi, de ses récits idéologiques et de ses catégories de sens – qu'elle inscrit dans la matérialité du monde qu'elle s'approprie et institue. Ainsi, l'architecture traditionnelle n'existait, soutient Freitag (1992), que comme représentation formelle de la socialité idéale et c'est par elle, entre autres, que se réalisait l'unité signifiante des êtres et de la communauté; le moment de synthèse *a priorique* du collectif dont il a été question ci-haut. De fait, l'espace de la ville façonné par l'architecture n'est pas uniquement le lieu de rencontre et de totalisation des visées subjectives, cet espace correspond à l'objectivation du monde approprié

par lequel l'unité de la société se réalise et se perpétue, de sorte qu'il est toujours empreint des formes de pouvoir et des idéologies propre à chaque société. Pour Freitag (1992) donc, chaque ville traditionnelle concrétisait son rapport symbolique au monde, son identité autonome et sa manière d'être qui étaient partagées par l'ensemble de ses habitants.

2.3.4.2. La dissolution de l'unité de l'espace public dans l'urbanisation

Lorsqu'il est question de l'urbanisme contemporain, Freitag (1992, p. 62) soutient que la notion de ville ne tient plus et qu'il faille plutôt s'en tenir à parler d'agglomération puisque l'espace qui y est produit n'exprime et ne représente plus rien, si ce n'est que la vision technicienne de l'ingénieur. L'ordre unitaire de la ville céderait la place à une dynamique d'accumulation et de distinction du fait de l'emprise de la logique de l'économie de marché qui réduirait la ville à un ensemble de facteurs abstraits dont il s'agit de maximiser le rendement ou de minimiser les coûts. L'urbanisme contemporain répond d'abord pour Freitag des problématiques posées par l'asservissement de l'organisation symbolique des villes à cette dynamique qui fût initiée au XIX^e siècle : l'affluence des populations, la concentration matérielle, la ghettoïsation et ce que Freitag appelle la « dissolution de la société dans le social » (Freitag, 1992, p. 56), c'est-à-dire une totalité sociétale qui tend à devenir directement et purement objective, à la manière d'un système. Pour le sociologue, la recherche de solutions essentiellement techniques et économiques a engendré le démantèlement de la ville – de son unité culturelle, politique et normative – dans l'urbanisation dont les facteurs répondent d'échelles spatiales et de niveaux sociaux hétérogènes. L'agglomération moderne, ayant dissout l'unité représentative de son espace public et se passant de toute constitution politique de l'identité collective, n'a ainsi plus de lien avec la Cité, la *polis*, principalement parce qu'elle ne possède plus de lieu de médiation où elle puisse se réaliser et s'orienter (Freitag, 1992, p. 74). C'est ainsi que l'on voit apparaître des mécanismes de régulation

urbaine axés sur la gestion directe et les méthodes « horizontales » (que nous savons présents dans les discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal et qui suggèrent des modalités d'adaptation à l'environnement socioéconomique).

2.2.4.3. Comment définir le sujet collectif de la ville? Entre Mouffe et Freitag

Ce qui suivra se veut une tentative de concilier deux conceptions théoriques qui seront peut-être apparues éloignées jusqu'ici, soit les définitions amenées par Mouffe et par Freitag de l'identité collective, qui affecte nécessairement la compréhension du politique et de l'espace public. Alors que Freitag pose l'unité symbolique de l'identité collective comme condition de réalisation de l'espace public et par suite, comme condition de possibilité d'une société, Mouffe propose une vision d'inspiration plus postmoderne dans laquelle doit être reconnue la pluralité des identités à l'intérieur d'une même société, d'un même espace public. Pour arriver à une définition de l'identité collective qui ne soit ni complètement unitaire et dépendante du territoire (ce qui n'est pas réalistement envisageable aujourd'hui), ni entièrement vouée à la consécration du pluralisme identitaire et à la multiplicité des modes d'appartenance, nous proposons comme piste de réflexion quelques considérations de Jodi Dean figurant dans son article « *Occupy Wall Street : Forcing division* » (2014) où elle réfléchit, à travers l'objet du mouvement *Occupy*, aux implications politiques de la représentation, de la collectivité et du pluralisme.

Dans cet article, Dean analyse la formation du collectif créée notamment par le slogan « *We are the 99%* ». D'emblée, ce slogan témoigne d'une collectivité, mais il ne s'agit pas d'une collectivité unifiée sur la base d'une identité substantive – l'identité nationale par exemple –, soutient Dean (2014, p. 385). Elle rejette par surcroît l'idée d'un seul public unifiée pour affirmer le « nous » issu de la division, le

nous de la lutte des classes inhérente au capitalisme⁷. Cela signifie que le point d'union, si l'on peut le dire ainsi, de la collectivité n'est pas identitaire ou communautaire, mais essentiellement politique et tributaire des rapports de pouvoir. Pourtant, cela ne signifie pas que toute représentativité⁸ est impossible. Pour Dean (2014), la pluralité apparaît souvent à tort comme limite à la représentation alors que pour elle, la pluralité constitue la condition positive de la représentation. Précisément parce que le sujet collectif ne correspond pas à un tout unifié et porte des contradictions, la représentation est pour Dean nécessaire. Cette articulation de la pluralité, du collectif et de la représentation nous permet de concevoir l'unité d'un sujet collectif en termes politiques qui ne soit pas pour autant exempte de division et d'antagonisme. En regard de notre objet d'étude, cette critique de la « post-représentativité » ou de l'anti-représentativité – ancrées tant dans l'ethos néolibéral caractéristique de la reconfiguration de l'espace urbain que dans les discours de la nouvelle gauche (Ouellet, 2009) – sera également l'occasion de proposer une alternative aux approches « horizontales » mises de l'avant par le discours démocratique de la gouvernance et du « gouvernement ouvert » qui encourage un aplanissement de l'espace public et des médiations qu'il implique.

⁷ Le géographe David Harvey pose d'ailleurs la ville comme site spécifique de la lutte des classes initialement implanté par les usines (Dean, 2014, p. 383).

⁸ Bien que Dean n'aborde pas la représentation au même niveau théorique que Freitag - la représentation chez Freitag se rapporte à la médiation générale de l'idée alors que le propos de Dean, dans cet article du moins, se réfère plutôt à la représentation politique - nous nous servons de cet apport pour conceptualiser en termes plus généraux.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE

Étant donné que notre démarche témoigne d'une volonté de saisir la construction de sens d'une pratique discursive spécifique, nous avons adopté une stratégie de recherche qualitative. Plus spécifiquement, une analyse critique de discours a été conduite à partir des concepts et des méthodologies privilégiées par l'école des *Critical Discourse Analysis* (Jessop, 2004; Fairclough, 2006 et 2009; Jäger et Maier, 2009; Wodak et Meyer, 2009; Machin et Mayr, 2012) sur le discours des acteurs institutionnels du projet « ville intelligente et numérique » de Montréal. Avec l'objectif de mettre en lumière les dimensions politique, mais aussi culturelle et économique, de ces discours et des modes de régulation sociale qu'ils cherchent à instituer, notamment via l'utilisation des technologies numériques, nous avons cherché avec cette enquête à identifier :

- 1) la conception de la démocratie mobilisée dans ce discours, incluant les conceptions du citoyen, de l'espace public et des institutions;
- 2) les rôles et les fonctions attribués aux technologies de l'information et leurs liens avec la notion de démocratie;
- 3) les représentations de l'agglomération urbaine et des enjeux qu'elle sous-tend.

3.1. Choix de l'objet de recherche

3.1.1. Montréal et le BVIN

Comme il a été posé jusqu'ici, cette recherche a pour objet d'analyse les discours institutionnels communiqués par les instances municipales de Montréal concernant le projet de « ville intelligente et numérique ». Le choix de se concentrer sur les

initiatives montréalaises a été fait, comme il a été dit, d'abord en fonction de ce qui n'avait pas été abordé jusqu'à présent dans les études critiques sur les « villes intelligentes ». Comme le souligne Kitchin (2015), le peu de littérature critique s'étant constitué autour du phénomène des « villes intelligentes » a principalement pris pour objet d'analyse les cas extrêmes, c'est-à-dire les villes entièrement conçues et produites avec comme point central les technologies ubiquitaires (Masdar, Songdo, PlanIT Valley) et les discours des grandes corporations responsables de la création des logiciels de gestion urbaine « intelligente » (*IBM, Siemens, Cisco*, etc.). Ainsi, le choix d'une enquête se limitant à la perspective de la ville de Montréal vise à pallier le manque d'étude approfondie de cas spécifique. Cette démarche est également l'occasion d'étudier, l'intégration des principes et des techniques de « ville intelligente » à la gestion d'une ville déjà constituée et où les enjeux et les dynamiques locales sont susceptibles de créer des processus de légitimation distinctif. Nous croyons que cela favorise une analyse plus nuancée et surtout, nous permet de comprendre de quelle(s) façon(s) les initiatives spécifiques de la ville de Montréal sont articulées et légitimées dans un contexte sociohistorique particulier, c'est-à-dire comment le discours qui favorise son implantation est adapté, réapproprié, et recontextualisé (ou non). Par ailleurs, comme l'initiative de la ville de Montréal s'est amorcée en 2014 avec l'entrée en fonction du maire Denis Coderre et la création du Bureau de la Ville Intelligente et Numérique (BVIN), nous avons justement été en mesure d'étudier ce moment caractéristique du déploiement de la stratégie montréalaise et donc, d'intégration de la gestion « intelligente » et de formation et d'articulation du sens dominant, légitimant ladite intégration dans le contexte particulier de la ville Montréal.

3.1.2. Sélection du corpus discursif

La présente étude se limite aux discours des représentants (discours institutionnels) du projet du BVIN puisqu'elle vise à comprendre le fonctionnement idéologique

implicite de ce qui est présenté comme étant neutre, ou à tout le moins, simplement procédural. Dans un premier temps, nous nous sommes engagées dans une phase d'observation qui avait pour principales ambitions de nous permettre de nous accoutumer aux plateformes de diffusion et de prendre connaissance de tous les discours des principaux acteurs communiqués jusqu'à présent dans le cadre du projet montréalais de « ville intelligente », c'est-à-dire de faire une inventorialisation des discours. Cela nous a également permis de nous familiariser avec le contenu des discours et d'en cibler les éléments importants ainsi que les récurrences. Comme notre intention était d'analyser dans la mesure du possible l'entièreté des communications diffusées par les instances municipales de Montréal, très peu de documents ont été écartés de l'étude. Tout de même, nous avons établi les critères de sélection suivants :

- 1) Types de documents médiatiques : les documents retenus ont été produits par le BVIN ou la ville de Montréal et/ou diffusés sur leurs sites Internet officiels respectifs. Pour ce qui est des conférences de presse et des interventions à des discussions publiques, elles devaient être prononcées par l'un ou l'autre des deux acteurs principaux du projet, le maire de Montréal Denis Coderre et le vice-président du comité exécutif, responsable de la réforme administrative, des technologies de l'information et de la Ville intelligente, Harout Chitilian. Ainsi, toutes les communications analysées ont été soit diffusées par les plateformes officielles des instances municipales, soit prononcées par Denis Coderre ou Harout Chitilian.
- 2) Contenu des documents médiatiques : Le contenu des communications devait être à caractère descriptif et explicatif, c'est-à-dire qu'ils devaient servir la présentation de la stratégie, de la démarche, des visées globales ou encore des projets spécifiques. Ce faisant, nous avons exclus par exemple, les projets de loi et les compte-rendu de sondages réalisés préalablement à la création du BVIN.

- 3) Date de diffusion : tous les documents sélectionnés ont été diffusés entre février 2014, le mois précédent le premier communiqué de presse annonçant la création du BVIN et juin 2016, date à laquelle nous avons arrêté la collecte de données pour des contraintes temporelles.

L'établissement de ces critères a mené à la sélection de trente-neuf documents au total, dont deux conférences de presse, trois allocutions dans des événements publics, vingt-trois communiqués de presse, une vidéo éducative, deux pages Web, deux plans stratégiques, un rapport de consultation publique ainsi que cinq synthèses de causeries citoyennes. La liste complète des documents se trouve en Annexe A. Elle présente le titre du document, le type de communication, la source, le support de diffusion, le locuteur et la date de diffusion.

3.2. Méthodologie spécifique : l'analyse critique de discours

3.2.1. Théories, méthodologies et objectifs de l'analyse critique de discours

Pour l'opérationnalisation de l'analyse de ces textes⁹, nous nous sommes basées sur les théories et les méthodes mises de l'avant par l'analyse critique de discours qui poursuivent les réflexions que nous avons eues jusqu'à présent, notamment sur les rôles de l'imaginaire (Castoriadis) et du symbolique (Freitag), tout en offrant des outils opérationnels provenant de l'analyse sémantique. D'ailleurs, notre recherche s'inscrit tout à fait dans les intérêts des *Critical Discourse Analysis* qui incluent notamment, les phénomènes de dépolitisation découlant des technologies médiatiques

⁹ Nous utilisons le terme « texte » pour référer aux documents analysés comme tel. Le terme « discours » est quant à lui employé pour désigner l'ensemble signifiant d'un groupement de textes et de communications entourant un sujet, un objet spécifique ou encore, un groupe d'acteurs. Par exemple, nous pourrions dire le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal lorsqu'il s'agira de signifier l'interprétation de certains aspects du monde manifestes par les moyens sémiotiques dans l'ensemble des textes analysées.

et des développements institutionnels aux niveaux global et local (Wodak et Meyer, 2009).

La structure théorique et méthodologique de l'analyse critique du discours s'organise selon quatre principaux concepts : discours, pouvoir, idéologie et critique (Wodak et Meyer, 2009). D'abord, le discours est admis comme étant constitutif de la réalité sociale tout en étant conditionnée par elle (Wodak et Meyer, 2009). C'est-à-dire que selon cette approche, la relation entre le langage et la société ne se veut pas simplement déterministe, elle relève plutôt de la médiation. Ainsi, l'analyse de discours permet de comprendre les médiations symboliques propres à une culture qui jouent un rôle déterminant dans l'organisation discursive et matérielle des pratiques tant collectives qu'individuelles. Alors que les discours portent souvent une certaine prétention à l'objectivité, autrement dit à la représentation des faits objectifs de la réalité sociale, l'analyse critique du discours les aborde comme une pratique sociale et ce faisant, étant sujets à des rapports de pouvoir. C'est justement ce qui constitue généralement le point central de cette approche : l'analyse des *effets idéologiques* dans les discours (Wodak et Meyer, 2009) enclins à produire et à reproduire des inégalités, des injustices, ou ce que Fairclough (2009) nomme des « *social wrongs* » :

« Social wrongs » can be understood in broad terms as aspects of social systems, forms or orders which are detrimental to human well-being, and which could in principle be ameliorated if not eliminated, though perhaps only through major changes in these systems, forms or orders. Examples might be poverty, forms of inequality, lack of freedom or racism (Fairclough, 2009, p. 167-168).

À l'évidence, l'identification d'un mal social et de ce qui le constitue est sujette à discussion et à débat. Cela implique d'une part que la recherche et l'analyse théorique, incluant à la fois les théories sociales générales, les théories sur le discours social et celles spécifiques à l'objet de recherche, structurent en grande partie la démarche et l'enquête. D'autre part, cela signifie que l'approche de l'analyse critique

de discours est investie d'une dimension normative qu'il est nécessaire de souligner. La volonté critique de cette approche devient ainsi explicite, dans la mesure où elle tend à dénaturer les catégories idéologiques à travers lesquelles est pensée et articulée la pratique sociale, en vue d'une organisation sociale différente. Considérant que toute pratique sociale comporte des éléments discursifs, l'analyse critique de discours permet de cibler la « manifestation linguistique » (Wodak et Meyer, 2009, p. 27) des éléments conflictuels ou problématiques de pratiques sociales.

3.2.2. L'analyse dialectique-relationnelle du discours

Dans le cas de notre analyse, il s'agit de mobiliser l'analyse critique de discours afin de dénaturer les représentations réifiées de la ville à travers lesquelles la dimension technologique, mais aussi la dimension économique, apparaissent neutres et a-idéologiques, dépolitisant ainsi certaines formes de régulations et d'organisations sociales. La dépolitisation se réalise en partie dans le langage et consiste à exclure des délibérations politiques certains enjeux ou alors certains groupes de personnes, les plaçant ainsi en dehors des processus politiques (Fairclough, 2009, p. 173). Suivant cela, le but poursuivi de l'analyse proposée s'avère de voir comment cette construction langagière témoigne de conceptions spécifiques de la démocratie, des TIC, du rôle et de l'espace de la ville desquelles toute pensée explicitement politique (au sens à la fois hégémonique et agonistique) a été évincée.

En nous inspirant des méthodes de problématisation de l'approche dialectique – relationnelle de Fairclough (2009), nous avons dès le départ annoncé le « *social wrong* » établi par le discours dominant de la « ville intelligente », et plus largement de la ville contemporaine néolibérale, sur lequel notre analyse allait porter : la représentation a-idéologique et apolitique de l'agglomération urbaine et du mode de régulation sociale et politique lui étant associé. Puisque pour Fairclough, tous les discours sont historiques, ils ne peuvent être compris et analysés qu'en les situant dans leur contexte, soit en incluant des facteurs extra-linguistiques tels les facteurs

culturels, sociétaux et idéologiques (Fairclough, 2009). Bien que notre enquête soit d'abord synchronique, c'est-à-dire qu'elle cible un discours spécifique pour définir ce qui est dit et dicible dans un lieu et un moment particulier (Jäger et Maier, 2009, p. 46), l'analyse critique de discours s'opère toujours aussi à travers une dimension diachronique puisque chaque thématique et notion mises de l'avant dans un discours possèdent une genèse, un apriori historique (Jäger et Maier, 2009, p. 47) qu'il est nécessaire de prendre en considération dans l'analyse. Dans le cas de notre recherche, nous avons donc cherché à ancrer les discours actuels entourant la « ville intelligente et numérique » de Montréal dans le contexte de la représentation des villes, de leur développement et de leurs rôles, depuis les soixante dernières années, soit depuis la montée de l'urbanisme des suites de la Deuxième Guerre Mondiale. Par ailleurs, il s'avérerait nécessaire pour comprendre les représentations politiques et démocratiques mobilisées dans ce discours spécifique axé sur les technologies de l'information, de les situer par rapport au discours démocratique entourant les TI et l'idéologie de participation impulsée par le Web 2.0. D'autant plus que comme Fairclough (2009) le souligne, le chercheur doit porter attention à la circulation des discours, c'est-à-dire à leur recontextualisation à l'extérieur de leur champ d'origine. Un discours, le discours économique néolibéral par exemple, dont l'origine est associée aux milieux universitaires économiques peut être recontextualisé au sein du domaine politique ou encore de l'éducation (Fairclough, 2009, p. 165). Selon l'auteur, la recontextualisation se traduit de deux manières : par la « colonisation » d'un champ ou d'une institution par une autre, mais également par une certaine forme d'appropriation lors de l'incorporation des discours par les acteurs d'un domaine ou d'un champ donné. Poursuivant le même exemple, le discours économique néolibéral n'est pas incorporé de la même façon aux stratégies et aux discours des entrepreneurs, des élus gouvernementaux, des travailleurs communautaires, etc. Tout de même, précisons que notre analyse ne cherche pas à comprendre de quelle manière le sens articulé et communiqué sera interprété par les acteurs participant au projet et les citoyens de Montréal, pas plus que nous ne cherchons à établir quelles en seront les

conséquences précises. Néanmoins, nous croyons que ces discours témoignent d'un certain « sens commun » qui tend à s'établir et contribue à la reproduction d'un rapport à la réalité relative à la ville, aux TI ainsi qu'aux possibilités politiques.

3.3. Analyse du discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal

3.3.1. Grilles d'analyse et encodage

En ayant recours à certaines des méthodes proposées par Fairclough (2006 et 2009), Jessop (2004) et (Machin et Mayr, 2012), notre enquête s'est opérée en deux étapes principales qui correspondaient à l'élaboration de deux grilles auxquelles le corpus de textes a été soumis.

Nous avons en un premier temps traité l'ensemble des textes de manière à établir un portrait général de chacun d'entre eux ainsi que d'en tirer certaines informations propres à l'analyse sémantique des caractéristiques linguistiques utilisée par l'analyse critique de discours. Cette étape nous a permis de constituer une grille contenant :

- 1) les principaux sujets et les principales caractéristiques de chaque texte. Ainsi, une fois la grille complétée, il est possible de faire un bilan concernant le contenu des textes à l'étude et par conséquent, de cerner les sujets et les enjeux privilégiés dans le corpus à l'étude. Cela permet également de cibler ce qui constitue le cœur du discours de la « ville intelligente et numérique », soit les arguments centraux qui sont mobilisés dans chacun des textes;
- 2) les champs lexicaux et les récurrences linguistiques. Nous avons ici noté les choix de vocabulaire, leurs récurrences ou l'utilisation de synonyme (« surlexicalisation »), les objets qu'ils servaient à articuler ainsi que la connotation linguistique du type de langage employé. Par exemple, désigner la communauté montréalaise comme « parties prenantes » ainsi que comme

« richesse dont il faut tirer profit »¹⁰ rappellera un langage entrepreneurial. Nous avons également porté une attention particulière aux structures langagières pour en dégager les oppositions structurelles, les absences lexicales ou « suppressions » et les effets de nominalisation. La nominalisation implique de substituer les processus impliquant des verbes par une construction nominale, ce qui fait en sorte de dissimuler l'agentivité d'une action, le détail des événements ainsi que leur temporalité (Machin et Mayr, 2012, p. 137). En présentant un processus par un nom, c'est-à-dire comme une chose, comme dans l'extrait suivant tiré de notre corpus : « la mise en réseau des individus, l'apparition de nouvelles formes de communication et la décentralisation de la circulation des idées offrent un énorme potentiel de réappropriation de l'espace public et de sa gouvernance par le citoyen », il devient impossible de déterminer les agents et les causes à l'origine de ces changements, de sorte qu'ils apparaissent comme des faits plutôt que comme le fruit de décisions politiques. Dès lors, ces changements deviennent aprioriques à toute argumentation et donc, incontestables;

- 3) les sources et les références mobilisées. Le type et la nature des sources utilisées peuvent accentuer un argument par l'autorité de la connaissance invoquée (Fairclough, 1995) ou alors créer une association entre l'auteur du texte et les références qu'il sollicite. Par exemple, le renvoi aux mouvements citoyens tels que *Indignados*, *Occupy Wall Street* et le Printemps Arabe dans l'un des textes du corpus à l'étude, laissera supposer une filiation entre les revendications de ces mouvements et les démarches du projet de « ville intelligente »;

¹⁰ Cet exemple est tiré d'un extrait du document 7 du corpus à l'étude : « [...] *the community is an enormous wealth. I kind of draw the parallel between the wealth of knowledge that the community has and the hydroelectric dams because this energy is confined and as long as we don't harness it, we don't make the most of it.* »

- 4) les prémisses narratives. Puisque les dispositifs techniques de la « ville intelligente » sont souvent présentés comme des solutions aux problèmes urbains actuels, nous avons relevé pour chacun des textes si l'on y trouvait l'expression d'échecs du passé et d'opportunités futures. Cette schématisation était l'occasion de cibler les prémisses qui sous-tendent les « stratégies » (Jessop, 2004) portées par ce projet. En effet, pour Jessop, les stratégies poursuivies par des groupes d'agent sociaux se construisent à travers des récits : « [...] strategies are always elaborated in and through discourses, different narratives that seek to give meaning to current problems by construing them in terms of past failures and future possibilities » (Jessop, cité par Fairclough, 2006, p. 21). En dévoilant les prémisses narratives du discours à l'étude, il nous sera possible d'établir dans quelle mesure il est « colonisé » ou il s'approprie des éléments de discours extérieurs, comme celui du néolibéralisme par exemple, dans l'élaboration de ses stratégies;
- 5) les éléments visuels servant à appuyer un argument ou un certain cadrage dans les documents analysés.

La deuxième étape visait spécifiquement à répondre aux questions posées et aux objectifs de recherche. Nous avons donc établi une grille d'encodage selon une opérationnalisation des thématiques issues du cadre théorique qui permettait de classer le contenu à la fois explicite et implicite des textes. Par implicite, nous faisons référence notamment aux présuppositions, aux prémisses des arguments présentés dans les textes : « [p]resupposition is to do with what kinds of meanings are assumed as given in a text, what Fairclough calls the "pre-constructed elements" » (Machin et Mayr, 1995, p. 137). Les présuppositions servent à « naturaliser » une proposition signifiante, à la présenter comme un fait acquis et stable alors qu'elle peut être hautement idéologique (Machin et Mayr, 2012, p. 137). Par exemple, dans le corpus analysé, l'argument suivant revient à travers les textes et les allocutions pour justifier la démarche démocratique de la « Ville intelligente et numérique de Montréal » :

« Plus que jamais, la qualité de vie et la prospérité économique se feront par et pour les citoyens ». Dans cet extrait, la qualité de vie et la prospérité économique apparaissent *de facto* comme étant les priorités citoyennes et les responsabilités des villes, c'est-à-dire qu'elles se présentent en tant que visées « naturelles » de l'organisation politique urbaine. Cela fait en sorte d'éviter de poser la croissance économique comme choix politique et rend ainsi toute possibilité de contestation difficile.

Pour créer les « catégories de sens » dans lesquelles allaient être classées chaque élément discursif, nous n'avons pas repris les concepts eux-mêmes, mais bien les thèmes, afin de laisser place aux données du corpus. Ainsi, nous avons constitué les ensembles d'énoncés selon trois grandes thématiques – Démocratique, Technologies de l'information, Ville intelligente – que nous avons par la suite déployées en catégories, sous-catégories et en interrogations spécifiques.

Tableau 3.1. Grille d'encodage

Thématiques	Catégories	Sous-catégories	Sous-sous-catégories	Descriptions
Démocratie	Définition			Quelle est la définition de la démocratie proposée?
	Processus démocratiques			Quels sont les processus démocratiques identifiés?
	« Composantes »	Citoyens	Rôle	Comment est cadré le citoyen(ne)? Quelles sont les actions qui lui sont

				prescrites?
			Collectif	Comment est défini le collectif?
		Espace public	Lieu	Quels sont les lieux de médiation entre les institutions et les citoyens?
			Temps	Références temporelles associées aux processus démocratiques et aux actions de la « ville intelligente » en général
		Institutions		Quelles sont les institutions politiques mentionnées? Quels sont leurs rôles?
Technologies de l'information	Conceptualisation			Comment sont conceptualisées les technologies (outil, élément structurant, etc.)?
	Rôles/Fonctions			Quels sont les rôles et les fonctions attribués aux technologies?
Ville intelligente	Ville (organisation urbaine)	Définition/Caractéristiques		Comment est définie et caractérisée la ville?

		Enjeux urbains		Quels sont les enjeux urbains problématiques?
	« Ville intelligente »	Définition		Comment est définie la « ville intelligente »?
		Objectifs		Quels sont les objectifs à atteindre par la « ville intelligente »?
		Solutions aux enjeux urbains		Quelles sont les solutions aux enjeux urbains apportées par les actions de la « ville intelligente »?

Bien que nous ne cherchions pas avec cette démarche à couvrir l'entièreté des textes, nous avons été en mesure de placer la grande majorité des éléments discursifs dans cette grille. Chaque élément des textes était isolé et placé au sein de l'une de ces catégories de manière à les regrouper et les rendre interprétables par la suite. Par ailleurs, nous n'avons pas restreint les éléments discursifs à une seule catégorie. De fait, nous avons eu recours à la double classification à quelques reprises lorsqu'il était impossible de scinder des éléments en deux sans en affecter le sens.

3.3.2. Utilisation du logiciel *TAMS Analyzer*

Le logiciel *TAMS Analyzer* a été utilisé pour le traitement du corpus de textes. Grâce à l'attribution pour chaque unité textuelle signifiante d'un code correspondant à une catégorie de la grille, le logiciel a permis de soumettre les trente-neuf documents du corpus à l'analyse. Les thématiques, catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories présentées dans le tableau 3.1. correspondent à des codes dans le logiciel

de traitement des données. Tous les éléments discursifs sont isolés et codifiés en fonction du sens qui les forme et les délimite, ce qui implique que les paragraphes ne sont pas nécessairement codés en entier comme s'ils ne représentaient qu'un seul noyau significatif. Plutôt, la codification a parfois fait en sorte de cibler des phrases et même, des sections de phrases. Pour illustrer notre propos, voici un exemple d'encodage où deux codes ont été appliqués :

{TI>R1} The « Faire Montréal » platform will provide {Demo>Cmp>Cty>Col} businesses, educational establishments, civil society and residents {/Demo>Cmp>Cty>Col} with resources for folding virtual and physical bounds and then benefiting synergies generated by such teamwork. Elle permettra également de suivre l'état d'avancement de notre plan d'action « Montréal, ville intelligente » et de ses 70 projets{/TI>R1}.

Dans cet extrait, la totalité du paragraphe a été catégorisé sous le code TI>R1 qui se rapporte aux rôles des technologies de l'information alors que le fragment « businesses, educational establishments, civil society and residents » a été codée sous Démocratie > Composantes > Citoyen > Collectif puisqu'il témoigne d'une conception des groupes qui composent le collectif, en plus de préciser à qui s'adresse le projet. Le logiciel a ensuite été utilisé pour identifier les tendances dans les thématiques et les enjeux identifiés, l'objectif étant de voir par exemple, de quelles manières est le plus fréquemment décrit le collectif.

Évidemment, les deux démarches décrites jusqu'ici ne constituaient pas deux étapes rigides, mais se sont réalisées de manière à lier certains éléments dans l'analyse a posteriori. Par exemple, nous pourrions nous demander de quelle manière les technologies fournissent des solutions aux problèmes actuels ou encore, selon quels critères l'avenir envisagé s'annonce plus démocratique.

3.3.3. Organisation des résultats

À partir des tableaux générés pour chaque code par *TAMS Analyzer* – il y en a quatorze au total –, dont il y a un exemple ici-bas, nous sommes en mesure d'interpréter les données et de les regrouper en catégorisations qui serviront à l'analyse. Suivant le même exemple, nous pouvons avancer que les processus démocratiques sont définis de quatre manières : d'une part, la démocratie se caractérise par une démarche d'écoute et un « dialogue continu » avec les citoyens qui se réalisent par les moyens suivants : sondages, analyse des données des centres d'appel, journées de consultations, causeries citoyennes, etc. D'autre part, par l'accessibilité (à la technologie, l'information et la connaissance), par la transparence (données ouvertes, gouvernement ouvert, visualisation des contrats) et finalement, par une amélioration continue des services offerts aux citoyens (par la prise en compte des besoins et des préoccupations des citoyens).

Tableau 3.2. Extrait du tableau « Processus démocratiques »

Titre	Type de communication	Locuteur	Date	Destinataires	_code	_data
Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Harout Chitilian	29 janvier 2015	Comité exécutif de la Ville de Montréal, partenaires, médias	Demo>Pro	On a analysé également l'ensemble des bases de données des appels 311 pour identifier les demandes récurrentes de la population montréalaise. On est allé fouiller dans les 7 600 répondants des différents sondages qu'on a organisé à travers les années, mais surtout et je mise sur ce point là, on a organisé un dialogue ouvert, un dialogue continu avec la population montréalaise et on a été accompagné dans cette démarche par l'office de consultation publique de Montréal, mais également de nombreux partenaires parapublics. À travers ces différentes consultations, on a pu rencontré et sondé 400 montréalais.
Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Harout Chitilian	29 janvier 2015	Comité exécutif de la Ville de Montréal, partenaires, médias	Demo>Pro	On va travailler d'arrache-pied sur la question des données ouvertes.
Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Harout Chitilian	29 janvier 2015	Comité exécutif de la Ville de Montréal, partenaires, médias	Demo>Pro	on s'est basé sur les constats qu'on a tiré des consultations, mais également des données
Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Harout Chitilian	29 janvier 2015	Comité exécutif de la Ville de Montréal, partenaires, médias	Demo>Pro	Le développement du projet de la ville intelligente doit être un développement qui est inclusif. On ne travaille pas seulement pour les gens qui sont technos, qui sont férus des technologies. Il faut inclure l'ensemble de la population.
Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Harout Chitilian	29 janvier 2015	Comité exécutif de la Ville de Montréal, partenaires, médias	Demo>Pro	On va également travailler sur la question de la vie démocratique. C'est un autre constat qui est arrivé. Il y a quelques années, on a démarré le projet de web-diffusion, mais je pense que comme Churchill le disait, « ce n'est pas la fin, ce n'est même pas le début de la fin, c'est juste la fin du début. Il faut aller beaucoup plus loin à utiliser les technologies, à rendre notre vie démocratique beaucoup plus transparente, mais surtout beaucoup plus accessible à la population.
Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Harout Chitilian	29 janvier 2015	Comité exécutif de la Ville de Montréal, partenaires, médias	Demo>Pro	Ce projet va avoir dans les prochains mois une présentation publique pour valider les grandes orientations avec la population montréalaise. Même chose avec le projet de la refonte 3 en 1 qui va être également présenter et valider avant d'être mis en vitesse grand V.

CHAPITRE 4

PRÉSENTATION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DE L'ANALYSE

Le chapitre qui suit présente les résultats de notre analyse ainsi que l'interprétation que nous en avons faite en fonction des questions et des objectifs de l'enquête. Il se divise en quatre sections. La première propose un survol de discours portant sur la « ville intelligente » de provenances diverses. La deuxième fait une présentation générale du discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal : sa définition, ses principaux objectifs et les problématiques urbaines qu'il souligne. La troisième et principale section est organisée selon les thématiques préalablement établies par l'analyse théorique et utilisées pour l'analyse discursive et le traitement des données. Tels qu'il a été dit au chapitre précédent, pour chacun des codes – correspondant aux thématiques –, nous avons regroupé et catégorisé les extraits discursifs dont le sens était homogène de manière à en faire la synthèse. Chaque sous-section de cette partie expose d'abord cette synthèse, c'est-à-dire qu'elle annonce les principaux constats sous forme de compte-rendu descriptif, pour ensuite en faire l'analyse et l'interprétation en ayant recours à la littérature de référence. En dernière analyse, nous considérons dans leur ensemble les résultats afin de traiter de la représentation générale de la ville qui en émerge.

4.1. La circulation du discours de la « ville intelligente »

Avant de présenter les résultats de notre enquête sur le discours spécifique de la « ville intelligente et numérique » de Montréal, nous souhaitons avant tout offrir un aperçu d'autres discours portant sur la « ville intelligente » et provenant d'institutions internationales diverses. Comme nous l'avons déjà soulevé, une dimension importante de l'analyse critique de discours consiste à l'appréhender non pas pour ce

qu'il est en lui-même ou encore pour ce qu'il *représente*, mais bien comme manifestation discursive des structures sociales et culturelles qu'il contribue à *construire* et à changer. Ce faisant, les concepts d'intertextualité, d'interdiscursivité et de recontextualisation¹¹ s'avèrent déterminants à l'analyse critique de discours en général, et à notre analyse en particulier en ce qu'ils servent deux objectifs : 1) mettre en évidence la nature hégémonique de la construction narrative de la « ville intelligente » ainsi que sa dimension « *glocale* » qui tendent à produire une compréhension homogène et consensuelle des agglomérations urbaines et de leurs rôles; 2) reconsidérer la spécificité de la démarche montréalaise, argument mis de l'avant dans les textes à l'étude, comme nous le verrons. Sans en faire une analyse approfondie, nous espérons ainsi faire voir le discours narratif au sein duquel se positionne le discours de la ville de Montréal. Afin de poursuivre ces objectifs, nous fournissons ici un résumé des éléments se retrouvant dans trois courts textes de présentation de la « ville intelligente ». L'un est issu d'une vidéo promotionnelle concernant les « *Smart and connected communities* » produite par la corporation Cisco¹². L'autre est une présentation de la « ville intelligente » d'Eindhoven, d'ailleurs citée en exemple à plusieurs reprises dans les documents stratégiques et médiatiques de la ville de Montréal, disponible sur le site Web de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE)¹³. Finalement, le troisième

¹¹ Le premier se rapporte à l'idée que les textes sont nécessairement liés à d'autres textes, à la fois passés et présents. Ces liaisons s'établissent de plusieurs manières, soit par des références explicites, soit par l'allusion aux mêmes événements ou encore par l'évocation des mêmes arguments. Le deuxième porte sur l'hybridité des discours, c'est-à-dire qu'un discours sur la ville, par exemple, contient des sous-discours sur l'économie globale. Le troisième, tel qu'il a été expliqué au chapitre précédent, renvoie à l'intégration de certains éléments dans de nouveaux contextes ou institutions (Fairclough, 2009, p. 166).

¹² <http://www.cisco.com/c/en/us/solutions/industries/smart-connected-communities.html>

¹³ <http://www.oecd.org/fr/forum/annuel-ocde/societe-intelligente-societe-inclusive.htm>

provient de l'*Intelligent Community Forum* (ICF)¹⁴ qui a reconnu Montréal comme « Communauté Intelligente de l'année » 2016 dans le cadre de son Sommet annuel.

4.1.1. Les années 1990 et le contexte du système mondial en crise

C'est dans le contexte de la crise économique, de la globalisation et de la montée des TI des années 1990 qu'est amorcée la trame narrative de l'« intelligence » des villes. Les capacités de production qui structuraient les villes se voyant relocalisées vers d'autres pays afin de diminuer les coûts associés à la main d'œuvre, des milliers d'emplois locaux sont supprimés et les systèmes qui avaient fonctionné jusque là semblent en crise. Désormais, selon l'argumentaire présenté dans ces textes, c'est le système mondial qui est en proie à une crise économique. Face à ces transformations menaçantes, notamment imposées par l'économie du savoir, les « communautés intelligentes » doivent travailler à créer une économie locale susceptible d'y trouver une place et d'y prospérer. Ce que l'on remarque dans cette construction discursive à travers laquelle les agglomérations urbaines sont sommées de s'adapter aux aléas de l'économie mondiale, c'est la représentation réifiée du changement, à la fois technologique et économique :

Le changement est partout : télécommunications, progrès technique, changement climatique, démographie exponentielle, émergence d'une nouvelle classe moyenne mondiale. Les systèmes qui ont fonctionné jusqu'à présent sont en bout de course (OCDE, s.p.).

Ainsi désigné, le changement n'apparaît plus comme un processus lié à des décisions politiques, mais comme un état de fait possédant une agentivité propre sur l'organisation du monde, indépendante de toute volonté des sociétés et des individus. La délocalisation de la main-d'œuvre vers les pays à bas salaire par exemple, n'est en rien le fruit d'un phénomène naturel sur lequel les sociétés n'auraient aucune emprise.

¹⁴ http://www.intelligentcommunity.org/what_is_an_intelligent_community

C'est là une évidence qui mérite toutefois d'être rappelée. Or, les « communautés intelligentes » y sont décrites comme celles étant en mesure de comprendre le nouvel environnement compétitif de l'économie du savoir et d'utiliser à bon escient les outils qu'elle propose. Ainsi se présente la voie d'un avenir prospère et durable, l'unique voie qui est donnée aux villes – devenues communautés – d'envisager.

4.1.2. Inclusion et résilience

Dans ce « monde toujours plus connecté [ever-more-connected-world] » (ICF, s.p.) porté par les TI, l'adaptation « intelligente » se réalise par la capacité des villes à instaurer l'inclusion et la participation de tous au développement économique et à la qualité de vie. Toutes les « parties concernées », pouvoirs publics, entreprises, institutions universitaires et citoyens, doivent réunir énergies et efforts pour trouver des solutions au rétablissement de la prospérité ou à la prévention des crises puisqu'une communauté cohésive et connectée est une communauté résiliente. Devant les changements de structures économiques et technologiques auxquels on réfère comme à une fatalité, l'esprit de coopération et l'implication de la population jusqu'ici exclue des décisions politiques, seraient les seuls moyens de survivance des villes. Ainsi, les défis urbains deviendraient des solutions et les problèmes des opportunités de croissance économique. Au final, ce sont les résidents – « *people just like you* » – (Cisco, s.p.) qui sont sommés de se rallier, de répondre adéquatement à la « nouvelle » économie et d'être responsables de leur propre qualité de vie. L'insistance sur la participation citoyenne sert également à marquer l'épuisement des « systèmes » antérieurs qui, ne reposant que sur l'élite politique, ont atteint leurs limites.

4.1.3. L'économie du savoir et les TI : « *Global reach, local gain* » (ICF, s.p.)

Dans la construction narrative du changement économique contemporain qui s'articule dans ces textes, les TI sont représentées de deux manières. D'un côté, elles

se substituent elles aussi aux agents sociaux, plus spécifiquement dans la création d'un nouvel environnement permettant aux individus et aux entreprises locales de devenir internationaux. De l'autre, elles deviennent des outils cruciaux à l'accès à l'information et aux connaissances ainsi qu'à l'implication de la communauté. Elles sont pour les « villes intelligentes » l'occasion de construire « [...] des réseaux internationaux unis par des spécialités et des intérêts communs » (OCDE, s.p.) et d'ainsi exporter leurs savoirs et leurs solutions locales aux enjeux urbains tels que la mobilité (congestion routière, stationnement, etc.). Dans ce portrait, la ville est dépeinte à la manière d'un « laboratoire de vie » (OCDE, s.p.) où chacun est encouragé à utiliser les TI pour être « partie prenante » de la solution d'avenir.

Pour conclure ce survol brièvement, la rhétorique de l'adaptation à la compétition mondiale apparaît dominer le discours de l'« intelligence » des communautés, allant jusqu'à légitimer la nécessité de l'inclusion et de la participation citoyenne. En effet, alors que l'intégration et l'esprit de collaboration sollicités – le maire d'Eindhoven en appelle même à l'implication de bénévoles (OCDE, s.p.) – légitiment une démarche démocratique, cette participation n'est convoitée qu'avec l'aspiration de favoriser la performativité des villes par la croissance économique. Dans ce cadre où la concurrence apparaît naturelle, c'est la marchandisation et la quantification des connaissances qui servent le classement à la fois des villes et des individus dont la participation est *valorisée*.

4.2. Le discours de la « Ville intelligente et numérique » de Montréal

Dans cette première étape de présentation des résultats, nous détaillerons le contenu des documents à l'étude, soit la définition de la « ville intelligente » promue par Montréal, les objectifs du projet ainsi que les enjeux urbains auxquels la « ville intelligente » souhaite répondre.

4.2.1. Définition de la « ville intelligente »

D'abord, le BVIN reconnaît la pluralité des définitions associées au concept de « ville intelligente », c'est pourquoi on retrouve dans les textes médiatiques un positionnement clair quant à la définition adoptée par Montréal qui stipule ne pas vouloir se cantonner à une vision strictement technologique : « [...] c'est ça la ville intelligente, c'est pas juste une affaire de technologies, c'est une affaire d'intégration, c'est une affaire où l'ensemble de la communauté prend ses engagements et contribuent à l'effort collectif [...] » (document 5). Ainsi, une ville intelligente est pour Montréal, à l'instar de *Cisco*, de l'OCDE et de l'ICF, une ville qui d'abord et avant tout se veut inclusive, au sens où elle mise sur la participation de la communauté dans la recherche de solutions aux problématiques locales et au devoir de performance internationale. De la même manière aussi, le développement économique et la résilience, un terme d'ailleurs évocateur de la pensée néolibérale, donnent forme à l'argumentaire :

Les villes intelligentes devraient être perçues comme des systèmes de personnes qui interagissent avec et à l'aide de flux d'énergie, de matériaux, de services et de financement, afin de catalyser le développement économique durable, la résilience et une qualité de vie élevée (document 9).

Cette exemplification de ce que devrait être Montréal en tant que « ville intelligente » laisse voir une deuxième caractéristique inhérente à la définition proposée à travers l'ensemble des textes, le principe systémique. En effet, cette perspective présuppose une approche systémique de la ville où elle est admise comme ensemble de systèmes et de sous-systèmes complexes à gérer et à faire fonctionner avec fluidité, et ce, en englobant les individus eux-mêmes. Le terme « écosystème » est d'ailleurs employé pour référer à cet ensemble que forme l'agglomération urbaine, laissant supposer un milieu naturel dont les interactions le sont tout autant. La planification urbaine « intelligente » relève justement de la capacité à utiliser les TI, c'est-à-dire à la fois

l'information et les infrastructures de communication, de manière à augmenter l'efficacité des interactions entre les systèmes et de ce fait, « [...] la prospérité économique, la résolution de problèmes sociaux et l'amélioration de la qualité de vie » (document 32). Les tenants du projet ont à ce titre résumé significativement la démarche de la « ville intelligente » de Montréal à partir de quatre verbes : « collecter, communiquer, coordonner, collaborer » (documents 4, 9, 39).

Outre ces références explicites pour définir la « ville intelligente », l'on résume sa constitution à soixante-dix projets concrets, touchant le quotidien des Montréalais, répartis en six chantiers : le Wi-Fi public, le réseau très grande vitesse, le créneau économique « ville intelligente », la mobilité intelligente, les services publics numériques et finalement, la démocratie participative. À travers cela, les forces déjà acquises de la ville en matière d'« intelligence » y sont aussi soulignées et répétées :

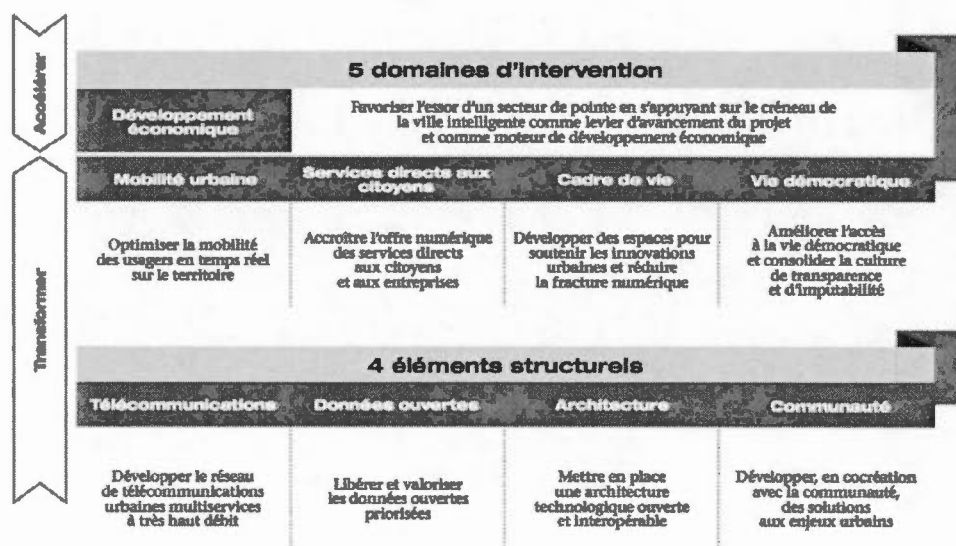
Montréal, c'est la ville dans laquelle on trouve, 10 livingLabs, 1 fabLab, 170 000 étudiants, 11 universités, 21 milliards d'activités économiques dans le domaine des technologies de l'information, des centaines de milliers d'employés qui travaillent dans le domaine aérospatial et dans le domaine des technologies de l'information et déjà 750 points d'accès avec « île sans fil » pour l'Internet public (documents 1, 4, 9, 15, 39).

4.2.2. Les objectifs de la « ville intelligente et numérique »

La finalité préconisée par le BVIN est énoncée clairement dans plus de la moitié des textes du corpus, faire de Montréal la ville la plus « intelligente » au monde d'ici 2017, ou à tout le moins, un modèle mondialement reconnu. Ainsi, la performance de Montréal et son aptitude à faire concurrence aux autres grandes villes internationales font partie de la raison d'être de la « ville intelligente et numérique ». C'est pourquoi d'ailleurs une grande part de la démarche de création de la stratégie du BVIN et de sa légitimation s'affaire à l'évaluation des projets et des pratiques d'autres villes comme

celles de New York, Barcelone, Lyon et Eindhoven. Cela entraîne une forme de mimétisme¹⁵ pour « faire concurrence le plus rapidement possible aux positions de tête » (document 10), mais a également pour but de faire valoir les forces et les atouts de Montréal en vue d'accroître son pouvoir d'attraction. De toute évidence, les potentialités concurrentielles de Montréal se mesurent donc par sa propension à s'attirer le capital, en particulier dans le secteur des TI qui est présenté comme le filon d'une économie prospère et durable. À ce titre, le développement économique transcende toutes les visées et les structures du BVIN, y compris la « vie démocratique »; lesquelles sont toutes désignées comme dépendantes d'une croissance économique « saine » et de la création d'emplois et d'entreprises favorisée par le créneau économique de la « ville intelligente ». De fait, la « qualité de vie par et pour tous » mise de l'avant dans le discours ne peut advenir, elle aussi, que si l'on accepte de fait le devoir de prospérité économique à laquelle le territoire est soumis.

Figure 4.1. Les domaines d'intervention du BVIN (document 9)



¹⁵ Le projet de mobilité intelligente Optimod'Lyon est grandement convoitée par Montréal, par exemple.

4.2.3. Problématiques urbaines

Cette figure issue du Plan stratégique du BVIN (document 9) illustre également les domaines d'intervention de la « ville intelligente et numérique » qui feront en sorte de résoudre les problématiques urbaines présumées. Bien que les textes présentent trois grandes catégories d'enjeux urbains – sociaux, physiques et de gouvernance –, la majorité d'entre eux sont en fait articulés de manière à en faire ressortir une problématique d'ordre strictement communicationnel. Effectivement, s'il faut agir sur la « vie démocratique », c'est qu'il y a de « l'asymétrie informationnelle »; s'il faut trouver la solution à la congestion urbaine, c'est en améliorant la communication et la coordination entre l'administration publique et les citoyens; si l'administration municipale prend de mauvaises décisions, c'est que le nombre de données, de « métriques » disponibles en temps réel est insuffisant, etc. Autrement dit, chaque problème propre à l'agglomération urbaine est réduit à sa dimension communicationnelle de sorte qu'il n'existe au final que parce qu'il y a obstacle à la transmission de l'information entre l'administration publique et le citoyen ou entre les citoyens. Nécessairement, les solutions amenées par les projets supportés par le BVIN relèvent donc de la communication également. Par exemple, la congestion routière causée par les nombreux sites de construction et le déneigement sera résolue par une application mobile qui informera les résidents en temps réel des travaux et des interdictions de stationner. De la même manière, les projets de la Ville seront rendus plus démocratiques par la présence d'une plateforme (« Je fais Montréal ») qui sera en mesure de les communiquer directement aux citoyens, de pair avec leur source de financement respective et leurs stades d'avancement.

4.3. « Ville intelligente et numérique », démocratie et politique

4.3.1. Qu'est-ce que la démocratie « intelligente » ?

Comme il a été posé précédemment, la « vie démocratique » constitue un élément central du discours, légitimant en partie l'implantation des divers projets liés à la « ville intelligente ». D'emblée, la démocratie y est présentée comme un domaine spécifique faisant partie d'un ensemble d'enjeux auxquels elle serait équivalente. Ce faisant, elle est relayée sur le plan des projets et ne se réalise que dans des besoins et des solutions ponctuels, laissant hors d'atteinte de nombreux aspects de l'organisation urbaine, dont l'économie. Plutôt que d'être englobante et de se rapporter à l'ensemble de l'institution de la société, la démocratie se limite à des actes épars favorisant la participation citoyenne. Les textes à l'étude se réfèrent d'ailleurs à l'expression « démocratie participative » pour définir le type de démocratie envisagée, qu'ils opposent à la démocratie représentative du XX^e siècle. Le principal élément qui oppose ces deux types de démocratie a à voir avec les mécanismes de participation citoyenne. La démocratie représentative reposerait sur des mécanismes indirects ne pouvant pas rendre compte des besoins réels des citoyens alors que la démocratie participative permettrait quant à elle « une interaction directe entre la communauté et ses représentants » (document 6). Cela ferait en sorte d'inclure davantage les citoyens et de les mettre à contribution, d'une part, et de l'autre, de mettre en place une redistribution des pouvoirs : « un pouvoir partagé » (document 38) permettant la collaboration entre « [...] les citoyens, les organisations, les partis politiques, les fonctionnaires et les élus [...] » (document 6). Ce « nouveau paradigme social » (document 6) associé à l'environnement participatif issu des réseaux sociaux suppose une transformation de l'administration publique; ce à quoi s'affaire le BVIN, notamment avec des initiatives de transparence comme celles d'ouverture des données.

En fait, à la suite de notre analyse, nous relevons quatre principaux processus démocratiques dans l'articulation du discours : l'écoute, la transparence, l'amélioration des services en fonction de l'expression citoyenne et l'accessibilité à la « vie démocratique ». Les premières procédures, ce que nous pourrions appeler les démarches d'écoute, se retrouvent sur deux plans. D'abord, de façon générale, l'écoute des besoins des citoyens par les pouvoirs publics forme une dimension essentielle de la « vie démocratique ». Ensuite, de manière plus particulière à la « ville intelligente », les démarches d'écoute servent de légitimation à la démarche, aux structures, aux façons de faire et aux priorités qui en découlent. Elles regroupent l'analyse des données des appels au service 311 de la ville, l'analyse des courriels reçus, la réalisation de quatre sondages auprès des Montréalais ainsi que les cinq causeries citoyennes menées préalablement à l'élaboration de la stratégie montréalaise avec l'aide de l'OCPM. Ces moyens de concertation de la population montréalaise, ce que l'on résume dans les textes à un « dialogue continu » entre les élus et les diverses « parties prenantes », auraient servi de fondement à la stratégie spécifiquement montréalaise, puisqu'orientée en fonction des préoccupations des Montréalais. Cela ferait la singularité de la « ville intelligente et numérique » de Montréal, en plus d'en faire un projet d'emblée démocratique. Pourtant, comme nous en avons fait la démonstration, le discours porté par Montréal sur la « ville intelligente » n'y est en rien restreint. À ce titre, Harout Chitilian, dans l'une de ses allocutions publiques, suggère que l'étude des cas internationaux fait partie de ce même processus de consultation : « The first step was to define highlevel vision, it was to engage the community but also, look at interesting case studies. We looked at seven different cities. Eindhoven, Lyon, Barcelona, Toronto, Columbus, New York, Arlington [...] » (document 4).

Par ailleurs, cette prétention à la prise en compte des besoins réels des citoyens mène à une seconde considération démocratique, celle de l'« efficacité démocratique » (document 37) se traduisant par une amélioration continue des services. En d'autres termes, les projets de la « ville intelligente et numérique » prétendent rendre la démocratie plus efficace par la mise en place de processus automatisés et d'outils permettant de cibler les préoccupations et les aspirations des citoyens pour ensuite les transmettre et les faire exécuter. Cette boucle de création « démocratique » de services dans laquelle l'administration publique n'agit qu'à titre d'intermédiaire accorde, en fin de compte, une grande place aux entrepreneurs : « [...] we want to involve the community by creating specific programs for entrepreneurs to submit ideas or even identify the needs of the city and then go back to entrepreneurs to execute on those needs [...] » (document 4).

Le troisième argument démocratique est celui de la transparence. La « ville intelligente » entend renforcer la « culture de transparence », c'est-à-dire qu'elle vise, entre autres, à mettre en place des modes de diffusion de l'information afin de la rendre accessible pour tous les acteurs impliqués. À cela, l'on associe le principe d'ouverture des données, les outils de visualisation des contrats attribués ainsi que de diffusion des « [...] indicateurs de performance de la Ville (budgets, états financiers, suivi des projets, objectifs de niveaux de services, etc.) [...] » (document 9). La transparence de l'administration publique est donc corolaire de l'accès à l'information qu'elle diffuse concernant ses actions.

Finalement, non seulement l'accès à l'information et à la connaissance fait partie de l'ambition démocratique articulée dans le discours, mais un meilleur accès à la démocratie elle-même y est également formulé et encouragé. L'accessibilité à la « vie démocratique » se concrétise, pour les défenseurs du projet, par l'accès à la technologie. Ainsi, l'éducation aux outils technologiques forme une quatrième procédure démocratique. Des ateliers d'apprentissage et de familiarisation aux outils

utilisés et promus par l'administration publique ont lieu dans le réseau des bibliothèques de Montréal afin de lutter contre la fracture numérique admise comme seule menace à la démocratie de la ville. C'est aussi à cela que se rapporte la volonté d'inclusion, c'est-à-dire à l'intention d'introduire tous les résidents aux démarches et aux outils de la « ville intelligente » pour qu'elle ne soit pas circonscrite à l'usage des technophiles.

4.3.1.1. Le leitmotiv de l'accessibilité à l'information

D'abord, considérons l'insistance mise sur l'accessibilité de l'information pour les citoyens et l'impératif de transparence. A priori, l'idée que les citoyens – le public – sont en droit de savoir est admise en tant qu'évidence assez généralement partagée au sein des sociétés démocratiques occidentales. Or, pour Jodi Dean (2002), ce postulat témoigne de l'emprise hégémonique de la configuration politique et culturelle de la société de l'information, correspondante au capitalisme avancé, qui a hissé la notion de sphère publique au rang de l'idéologie. Pour Dean, ce que sous-tend la promesse de « libération » de l'information portée par les TI, c'est la présence latente des réponses sociales et politiques, ce qu'elle comprend comme l'un des fantasmes de la technoculture, soit le fantasme « [...] that the truth is out there [...] » (Dean, 2002, p. 8). La prémisse de l'accès à l'information est effectivement la suivante : que la vérité salvatrice, « les solutions » auxquelles les acteurs de la « ville intelligente » se réfèrent, se situe quelque part; qu'elle existe en tant que fait objectif qu'il nous suffit de découvrir, d'éclairer et de lier au reste des connaissances accumulées devenues « données ». Cette promesse de vérité, souligne Dean (2002, p. 12), anime l'expansion des infrastructures communicationnelles et la médiatisation de plus en plus marquée de tous les domaines de la vie.

Dès lors que l'on accepte cette condition à la réalisation démocratique, l'on appelle également l'exigence de transparence puisque l'atteinte de la « solution » suppose non seulement que *toutes* les informations nécessaires à la prise de décision soient

mises à disposition, mais aussi, et surtout qu'elles ne sont pas tronquées ou manipulées. La dépendance de l'autonomie politique à la clarté attire avec elle la méfiance de ce qui pourrait être caché et qui devrait être révélé, marquant dans une certaine mesure, la fin d'un asservissement jusque là inconnu (Dean, 2002, p. 23). Le besoin d'informations en tant que principe démocratique se nourrit donc de la suspicion qu'un secret a été retenu, maintenant les citoyens dans l'impossibilité de juger de manière critique et raisonnée. Pour Dean (2002), la publicité (le fait de rendre public) en tant qu'élément fondateur de la démocratie telle qu'elle est articulée et logée dans les TI ne tient pas puisqu'elle est maintenue en place par son antithèse qu'elle ne peut jamais dépasser, le secret. Les TI ont pour fonction de nous rapprocher du secret, mais elles nous tiennent aussi toujours à distance (Dean, 2002, p. 40), notamment par la quantité exponentielle d'informations – de « données » – qu'elles produisent qui repoussent toujours les limites du connaissable. Comme le souligne l'auteure, il est impossible de déterminer lorsque la saturation de l'information est atteinte et que la révélation est accomplie. Le secret ne relève pas du contenu, mais de la forme (Dean, 2002, p. 42) de sorte que le doute ne se dissipe jamais. Et ce doute de « corruption » pour reprendre un langage courant, apparaît clairement dans le discours entourant la transparence et l'ouverture des données présent dans les textes à l'étude :

Je me fais poser la question, parce qu'il y a des gens qui lancent des accusations gratuitement et qui disent qu'il y a dans le domaine des TI, il y a le même type de réseaux qui est installé que c'était le cas dans le domaine de la construction (document 2).

Cet outil [la plateforme « Vue sur les contrats »] témoigne de l'importance que notre administration accorde à la transparence, notamment au processus d'appel d'offres et d'octroi de contrats. Il permettra d'accroître la confiance de la population envers cet enjeu qui avait été malmené avant notre arrivée à l'hôtel de ville (document 19).

Cette reconnaissance de la possibilité d'effets corrupteurs entravant la publicité (au sens de rendre public toujours) est bien ce qui pour Dean (2002) qui s'appuie sur Zizek, marque l'emprise idéologique : « an ideological identification exerts a hold on us precisely when we maintain an awareness of that we are not fully identical to it » (Zizek, cité par Dean, 2002, p. 38). L'acceptation « [...] qu'il y a un bout de chemin à faire au niveau [des] responsabilités à l'interne [...] » (document 1) fait valoir l'existence d'un public idéal et renforce le « droit de savoir » (Dean, 2002) du public.

En outre, le secret sert également à donner sa forme et son unité à ce public en droit de savoir (Dean, 2002, p. 48). Suivant les présomptions de connectivité continue et transparente des infrastructures communicationnelles de la « ville intelligente », le public en est un par le fait de l'information. L'information devient la condition d'existence du public, c'est pourquoi la fracture numérique s'inscrit comme seul obstacle à la fois à son unité et à la démocratie elle-même. Bien que la théorie d'Habermas revendique un usage public de la raison, la réflexion critique par laquelle une organisation politique formule un jugement se porte garante de sa dimension publique. L'universalité et la légitimité de la décision de cette organisation politique dépendent de celles des procédures de la discussion et non de sa propension à être inclusive. Or, en restreignant la démocratie au fait de rendre public par le biais de la transparence, elle ne s'oriente que sur les questions d'accès et d'inclusion à cet espace qui est celui de la connaissance. De cette manière, l'universalité d'un jugement devient une question purement quantitative; sa justesse devient accessoire comparativement à l'exigence que toutes les voix ont la possibilité de se faire entendre, en d'autres termes, que « tout le monde peut avoir droit au chapitre et faire partie de la solution » (document 5). Cette recherche du « [...] plus grand nombre d'opinions et d'intérêts » (document 3) donne l'impression d'un marché d'idées et d'opportunités dans lequel il faut aller puiser. À titre d'exemple, dans l'un de ses documents, le BVIN y écrit avoir élaboré la démarche montréalaise de la « ville intelligente » sur la base d'« un portefeuille de 232 idées de projets » (document 9).

La valeur accordée à l'information convertit par surcroît l'action politique en pratiques de consommation (Dean, 2002, p. 35) puisqu'elle impose aux citoyens de s'adapter aux outils technologiques, de se les procurer et de les utiliser. Dans le portait démocratique de la « ville intelligente et numérique » de Montréal, l'action politique n'existe effectivement pas sans accès à Internet ni sans connaissance des outils technologiques mis à disposition par l'administration publique.

Pour Dean (2002), la quête incessante de l'information qui procure sens et pouvoir à l'« économie de réseaux [*network economy*] » fait en sorte de réduire la finalité du pouvoir politique à l'acte de rendre public, gommant du même coup l'incapacité d'agir du public. Particulièrement, cette réduction borne le spectre de la pensée politique et détourne des disparités sociales et économiques constitutives des agglomérations urbaines. L'antagonisme superficiel de la fracture numérique qui scinde le public entre « connectés » et « déconnectés » ne se manifeste quant à lui que comme problème à être résolu. Il fixe ainsi à l'avance le caractère unitaire et consensuel du public puisqu'il suppose qu'une fois l'information acquise, les oppositions seront dissipées et la solution émergera d'elle-même comme une évidence. Pourtant, comme le souligne Castoriadis (1999, p. 187), « la politique n'est pas une affaire d'*épistémè*, mais de *doxa* ». En philosophie, l'*épistémè* se rapporte à l'ensemble structuré des connaissances alors que la *doxa* caractérise les présuppositions communément admises d'une société, ce qui dans les mots de Castoriadis relève de l'imaginaire collectif et dans ceux de Freitag du symbolique. Et l'existence d'une connaissance totale de la vie humaine est invraisemblable, dit Castoriadis, et si elle était possible :

[...] la politique prendrait immédiatement fin, et la démocratie serait tout à la fois impossible et absurde, car la démocratie suppose que tous les citoyens ont la possibilité d'atteindre une *doxa* correcte, et que personne ne possède une *épistémè* des choses politiques (Castoriadis, 1986, p. 4-5).

Malgré la rhétorique de publicité qui revêt le vocabulaire démocratique de la participation citoyenne, cette dernière est presque exclusivement circonscrite, dans le discours de Montréal, à la possibilité d'accès à l'information. Pour Dean (2002, p. 14), cela signifie qu'il faille repenser le lien désormais pris pour acquis entre publicité et démocratie pour plutôt tâcher de comprendre comment la publicité fonctionne en tant qu'idéologie de la technoculture contemporaine.

4.3.1.2. Langage « critique » et dépolitisation

Le langage utilisé à travers les textes concernant la « ville intelligente et numérique » emprunte, comme il a été dit, à celui de la politique démocratique : « Mouvements collectifs », « communauté », « mobilisation citoyenne », « débats », « concitoyens », « action civique », « acteurs de changement », etc. Le thème annuel de l'ICF ayant attribué le titre de communauté intelligente de l'année à Montréal était d'ailleurs le suivant : « De la révolution à la renaissance » (document 31). Plus encore, les principes d'inclusion et de participation revendiqués dans le discours de la « ville intelligente » tendent à s'inscrire en filiation avec les révoltes populaires contemporaines :

Pendant le XX^e siècle, la majorité des États occidentaux reposaient sur la démocratie représentative. Toutefois, au XXI^e siècle, le système connaît des faiblesses. Des mouvements tels que *Indignados* ou *Occupy Wall Street*, le Printemps Arabe ainsi que d'autres mouvements de participation citoyenne démontrent le besoin de changer le type de gouvernement actuel et le mode de gestion de l'administration publique. Parallèlement, les technologies de la communication et de l'information évoluent vers des environnements plus collaboratifs principalement issus de l'évolution et la popularité des réseaux sociaux (document 6).

Par delà cette association avec la critique du pouvoir centralisé et hiérarchique de l'État caractéristique de la démocratie représentative, il faut voir que le discours la récupère de manière à balayer toute forme d'antagonisme par l'insistance sur la collaboration, dont les TI seraient naturellement porteuses. Ce processus de

dépolitisation qui se réalise à travers la pratique discursive agit en supprimant toute forme de différenciation politique au sein d'une même communauté politique (Fairclough, 2009, p. 173). La représentation consensuelle d'identités potentiellement antagonistes se rend visible dans cet extrait – où l'administration de la ville et les acteurs des luttes sociales populaires endossent les mêmes intérêts –, mais traverse également l'ensemble des textes médiatiques étudiés dans lesquels les citoyens, les entreprises privées et l'administration de la ville agissent « main en main » (document 1) en partageant le seul et même objectif, le rayonnement de Montréal. Les seules différences politiques signifiées se situent systématiquement dans le passé alors que la force de la « ville intelligente » et des nouvelles méthodes de gestion de l'administration publique qu'elle préconise réside justement dans son aptitude à réunir tous les acteurs de la communauté au moyen de leur adhésion commune à la promotion du territoire montréalais et à les inclure grâce à l'usage des TI, aux structures décentralisées de gouvernance en tant que « parties prenantes ». Non seulement cette construction discursive nie l'existence de conflits entre les groupes d'acteurs d'une société, elle naturalise et généralise également l'objectif de promotion territoriale de sorte qu'il devient de facto l'intérêt de tous et se soustrait ainsi au débat politique.

À cela s'ajoute une tendance à enrober du vocabulaire de collaboration, ce qui au final ne concerne que des partenariats public-privés. Alors que la plupart des communications analysées font l'éloge de la collaboration sans en préciser la nature, on retrouve tout de même dans le Plan Stratégique du BVIN une description claire :

Accompagner l'industrie, stimuler l'innovation et la créativité.

1) Accompagner les acteurs privés et institutionnels dans la mise en place d'un réseau d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises de technologies; 2) Soutenir les besoins des entreprises technologiques en démarrage (*startups*) ; 3) Favoriser l'usage du domaine public comme laboratoire pour tester des solutions novatrices (document 9).

De même, l'on remarque que la « communauté » sert davantage à désigner les entreprises privées que l'ensemble des résidents montréalais et que la « co-crédation » se concrétise principalement par des appels d'offres et des « défis » lancés à la communauté des *startups*.

Si la rhétorique démocratique de la « ville intelligente et numérique » permet la légitimation de l'intrusion privée dans l'administration publique, c'est qu'elle s'accorde ainsi au discours de la gauche contemporaine (*Occupy*, Printemps Érdable et autres) dont les revendications s'articulent autour du même refus de l'institution politique et des mêmes valeurs associés aux réseaux et au TI dont font partie la communication, la flexibilité, la fluidité, l'innovation et l'expression identitaire (Martin et Ouellet, 2014, p. 35). De toute évidence, la portée critique de l'espace public de discussion et de réflexion a été réappropriée par la configuration du capitalisme actuel « à dominante communicationnelle » (Voirol, 2008, p. 62) qui a fait de l'information un objet de valorisation économique de même que la fin démocratique convoitée par tous (et accessible par sa décentralisation). La croissance économique et la concurrence mondiale par l'entremise de la valorisation de la créativité et de l'innovation montréalaise prisées par la « ville intelligente » partagent le même langage que les luttes sociales populaires parce qu'elles fétichisent de la même manière la communication (Dean, 2002, Martin et Ouellet, 2014) et qu'elles forment au final les deux faces d'une même médaille. Ce capitalisme engendre un rapport plus intime à l'espace public qu'Habermas faisait valoir dans sa théorie de l'agir communicationnel puisqu'il n'est plus son opposé, mais se nourrit au contraire « [...] d'échanges, de délibérations collectives, de critiques et d'initiatives qui meublent et agrandissent le monde public » (Haber, 2012, p. 8). Selon Voirol (2008, p. 62), cette interpénétration de la production et du langage produit des effets idéologiques sans précédent sur les registres discursifs encadrant les pratiques sociales.

Dans son ouvrage *Publicity's Secret : How Technoculture Capitalizes on Democracy* (2002), Dean souligne précisément l'immunité de la communication dans la formation hégémonique du capitalisme avancé. L'intégration des idéaux de communication démocratique à la valorisation économique est pour elle en grande partie issue de ce que d'autres ont appelé l'idéologie californienne (Barbook et Cameron, 1995) en référence à l'amalgame de la contreculture et de la « révolution » informatique de la *Silicon Valley*. Selon Dean (2002), en formulant une critique du technocratisme étatique dirigé non pas vers les technologies systémiques elles-mêmes et les formes de médiation sociale qu'elles supposent, mais vers les acteurs possédant le monopole des connaissances liées aux ordinateurs et à la cybernétique, les apologistes de la « révolution » informatique ont limité la participation démocratique à la redistribution des flux informationnels. Les TI, n'étant que des outils, allaient ainsi servir la restauration de la démocratie. Si la technocratie visait à dépasser le politique par l'efficience administrative, dit Dean (2002, p. 113) la nouvelle configuration politique, culturelle et économique – à laquelle elle donne le nom de « technoculture » – le saisit tout autant, cette fois au nom de la communication, ce qui la rend encore plus difficile à contester. Comment peut-on s'opposer à la participation citoyenne, à la collaboration et à la tenue d'ateliers d'apprentissage et de débats?

4.3.1.3. Un espace public sans représentation ni médiation

Le partage de pouvoir de la « ville intelligente et numérique » prend appui de la même façon sur la décentralisation de l'information que les réseaux sociaux, les « espaces virtuels » et les plateformes numériques encouragent. Le réseau en tant que mode d'organisation des structures politiques permettrait une communication directe entre les divers acteurs de la ville qui à son tour serait garante d'une capacité d'action politique :

Une interaction conviviale et directe entre la communauté et ses représentants [...] Ainsi, nous entrons dans un nouveau paradigme social

où les citoyens, les organisations, les partis politiques, les fonctionnaires et les élus peuvent participer et interagir directement pour débattre, définir, créer et évaluer les politiques publiques (document 6).

[La plateforme « Faire Montréal »] est un lieu d'échange dynamique et transparent entre la ville et les citoyens et entre les citoyens eux-mêmes. La nouvelle plateforme permettra aux acteurs de changement d'agir conjointement pour faire de Montréal une grande métropole inspirante. « Faire Montréal », c'est votre plateforme citoyenne pour collaborer, pour agir, pour littéralement faire Montréal (document 5).

La mise en réseau des individus, l'apparition de nouvelles formes de communication et la décentralisation de la circulation des idées offrent un énorme potentiel de réappropriation de l'espace public et de sa gouvernance par le citoyen [...] (document 33).

De cette insistance sur les « interactions directes », nous formulerons deux points. D'abord, cette voie de sortie s'imposant aux « failles » de la démocratie représentative et de l'organisation centralisée des structures politiques qui lui est associée, laisse supposer l'existence d'une communication « pure », c'est-à-dire non médiatisée par quelconque forme de pouvoir. À un autre niveau, cette interprétation de l'espace public suppose également que la liberté et l'autonomie se réalisent sur la base d'une « volonté pure [*pure will*] » des acteurs prenant part à l'interaction de sorte que la recherche d'autonomie politique en vient à signifier la recherche d'une volonté qui ne soit pas déterminée par quelque chose lui étant extérieur (Dean, 2002, p. 23). Or, comme nous l'avons mentionné au deuxième chapitre, mais insistons-y, la suppression totale de la médiation est impossible puisque cette dernière se situe au fondement de toute interaction sociale (Castoriadis, 1996; Freitag, 1986; Martin et Ouellet, 2014). Pour reprendre l'exemple de Castoriadis (1996), l'institution du langage de laquelle dépend toute communication représente déjà à elle seule une médiation structurante qu'on ne peut isoler des rapports de pouvoir. Un espace public dont les principes de communication directe et de transparence sous-entendent un

dépassement de la médiation s'ouvre sur une impasse, celle de l'impossibilité d'une politique libre de toute forme de pouvoir (Dean, 2002).

Cela nous mène à notre deuxième point qui porte sur le rôle des institutions. La ville en tant qu'institution politique, dit le BVIN à maintes reprises, agira de trois manières spécifiquement à la « ville intelligente », elle fera la promotion de plusieurs projets – notamment ceux relevant de la vie démocratique –, elle accompagnera certains projets existants et elle facilitera le maillage entre les différents acteurs. À en lire ces lignes, les acteurs publics n'agissent que dans la mesure où ils sont des acteurs parmi d'autres ou au mieux, des agents communicationnels. En faisant des institutions publiques des « partenaires » sous prétexte d'en répartir les pouvoirs monopolistiques, le mode de gouvernance revendiqué par la « ville intelligente » les creuse jusqu'à ce qu'elles ne représentent plus rien ni personne¹⁶. Elles deviennent en effet étrangères à l'expression d'un *commun* quelconque. La volonté générale que ces institutions désignent est moins de nature qualitative, autrement dit liée à la médiation d'une idée commune (de la justice, de l'histoire, de la raison, etc.), que quantitative puisque strictement axée sur l'accumulation des expressions et intérêts de chacun. C'est bien ce détournement de la médiation politique (dont l'expression moderne était l'État) qui ouvre la possibilité d'un rapport plus complexe à l'espace public, devenu indissociable de la sphère marchande (Dean, 2002; Haber, 2012).

Loin aussi de consacrer un lieu de représentation des identités collectives, la sphère publique de la « ville intelligente » décrit plutôt « [...] des espaces de cocréation et de codesign pour développer des nouveaux services publics » (document 1); « [...] des « laboratoires d'innovation publique [qui] rassembleront les citoyens et les entreprises qui veulent tester de nouveaux services publics » (document 8). Lors de

¹⁶ Bien sûr, nous situons notre analyse au niveau du discours toujours et évitons par conséquent de nous prononcer sur la réalité effective et matérielle des structures antérieures.

son intervention à la conférence publique *The Cities We Need*, Harout Chitilian expose avec un peu plus de précision l'implication de la ville à la fois dans la mise en réseau des différents acteurs et dans la création de ces espaces de cocréation aussi appelés plateformes collaboratives :

[...] we want to create a hub that brings together universities, the city with its needs, the private sector and the people who have the capital funds, hence create a startups hub for smart cities because in the city of Montreal now, we are very honored to have a hub for web development which is *Notman House*. A couple weeks ago, I was honored to open a hub for indie videogame development. Now, it's time to have a dedicated space where the city can pull up the needs and some dollars, the private sector can finance those projects and also the universities and different companies can come and provide assistance. The market for smart initiatives is going to be huge. Right now, it is only the big players that are positioned but there is a lot of room for smaller companies to occupy some strategic spots. It's a wide open market right now.

De toute évidence, si la coopération émancipée des structures de pouvoir hiérarchique est valorisée dans le discours de la « ville intelligente », c'est qu'elle est assez explicitement perçue comme la principale source de développement économique durable et de richesses permettant à Montréal de concurrencer les autres grandes villes du monde en termes d'attraction « des meilleures entreprises » (document 9) sur la base d'une reconnaissance que nous pourrions dire strictement communicationnelle¹⁷. Comme le souligne Haber avec justesse à propos du lien étroit entre la configuration actuelle du capitalisme et l'émancipation des institutions traditionnelles :

¹⁷ Nous faisons ici référence à l'objectif de Montréal de figurer parmi les villes les plus intelligentes au monde ainsi qu'à la « reconnaissance mondiale » obtenue par l'ICF cette année qui prennent appui au final sur une portée communicationnelle, autrement dit sur la circulation des atouts et des forces de Montréal susceptibles de la rendre attrayante aux yeux des entreprises et des investisseurs. À propos de la création du Capital Intelligent Mtl pour financer les entreprises désireuses de prendre la voie du numérique, il est même dit : « Le signal que nous envoyons aux entrepreneurs et investisseurs est clair : nous sommes prêts à faire des affaires pour encourager le développement du créneau d'avenir que représente la ville intelligente » (document 31).

Une inévitable synergie se met en place entre la circulation des innovations économiquement utiles ou signifiantes et la circulation des idées culturellement ou politiquement porteuses, signes d'autonomie et de vitalité d'une société civile devenue officiellement allergique au pouvoir, du moins à certaines modalités du pouvoir (Haber, 2012, p. 7).

C'est aussi dans cette mesure que l'ouverture des données priorisées par le BVIN et ses tenants apparaît à la fois comme fin démocratique et comme moyen de développement économique sans que cela soit porteur de contradiction à première vue. La *valorisation* des données ne se veut pas uniquement une figure de sens. Le discours postule en effet que l'« actif » informationnel que détient la ville doit être exploité à son plein potentiel et mis à profit de sorte qu'il soit enclin à créer de la valeur économique. Concrètement, cela signifie que les données produites et détenues par la ville sont rendues publiques en grande partie pour permettre aux entreprises en démarrage de développer et d'exporter des technologies utiles à la gestion quotidienne des villes, des outils de visualisation des données pour l'administration publique par exemple ou encore des applications mobiles destinées à l'usage des citoyens.

4.3.1.4. Économie vs Politique : la réification de l'économie

Malgré cette imbrication actuelle du capitalisme à la sphère publique manifeste dans la construction discursive de la « ville intelligente », une fracture s'érige paradoxalement entre l'économie et le politique dans ce même discours qui en fait deux domaines distincts. Déjà, nous avons mentionné que la démocratie y est décrite comme un « domaine de vie », laissant supposer la possibilité de son isolation des autres sphères et « milieux » de la vie urbaine. Les divisions par « domaines d'intervention », par projets et par « solutions ponctuelles à des problèmes ponctuels » véhiculées dans le discours renforcent par ailleurs les assises idéologiques d'une ville formée de systèmes et de sous-systèmes dont feraient partie l'économie et le politique respectivement.

Plus particulièrement, une liaison s'établit entre l'économie, qui occupe une grande part du discours, et la concrétude des projets de la « ville intelligente ». Mentionnons d'abord l'acharnement avec lequel il est répété que les projets de la « ville intelligente » auront un « impact direct sur la population », des « résultats tangibles » qui « touchent réellement le quotidien des Montréalais » :

Je vous garantis, d'ici trois ans, le jour où on va faire le bilan de cette première stratégie, on aura des réalisations concrètes qui auront déjà un impact sur la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens de cette belle ville francophone de l'Amérique du Nord (document 1).

Pour les acteurs du projet, ces résultats attendus relèvent spécifiquement du développement économique dont la priorité est énoncée sans équivoque : « All of this has to lead to something tangible which is economic development for the city of Montreal and all its citizens » (document 4). L'économie y est donc d'une part, implicitement construite comme indépendante de la politique et cette construction langagière repose sur sa réification d'autre part. Ce qui relève de l'économie telle que nous la comprenons communément aujourd'hui, le travail, la marchandise, la monnaie et la valeur, « [...] ne sont pas des données éternelles de la vie humaine, mais des inventions historiques relativement récentes » (Jappe, 2014, p. 59). L'économie, ou devrait-on dire plus spécifiquement le capitalisme, au même titre que la politique, constitue une institution sociale « imaginaire » (Castoriadis, 1975) qui n'a de « concret » que sa propension à rendre les choses mesurables et quantifiables. Cette insistance sur la dimension quotidienne et tangible du développement économique – à laquelle est associée notamment la création d'emplois locaux – positionne la politique quant à elle en dehors de la quotidienneté populaire et alimente de ce fait la critique méfiante d'une sphère politique menée par et pour une élite sélective dont nous avons déjà fait mention.

La représentation réifiée de l'économie s'accompagne d'une adaptation forcée aux changements qu'elle impose. Comme beaucoup de discours politiques depuis les

années 1990 qui ont été marquées par la montée du néolibéralisme, le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal pose l'impératif de l'adaptation et de la résilience à l'économie globalisée. Les conséquences de la globalisation sur les modes d'organisation des villes ainsi que sur les institutions publiques y sont conséquemment perçues comme des phénomènes extérieurs à l'action politique antérieure sur lesquels aucune prise politique ultérieure n'est possible. Plutôt, « nous assistons, depuis un peu plus d'une décennie, à une mutation profonde des façons de planifier la ville et ses services [...] » (document 33) et nous avons l'ordonnance de « répondre aux enjeux de l'économie et [de] rendre le territoire plus prospère et durable » (document 34). La montée des villes intelligentes y est elle-même illustrée comme un mouvement auquel il faut impérativement et rapidement se joindre en s'adaptant à *ses besoins* (document 21).

Bien que les références explicites à ce qui relève du politique soient plutôt rares dans le corpus de textes, la politique s'articule de manière implicite face à cet autre réifié qu'est l'économie, comme la gestion des effets locaux induits par les contraintes économiques systémiques. Devant ces contraintes qui « forcent » la concurrence des villes, il ne semble y avoir aucune autre option que celle de tous « contribuer à l'effort collectif » en laissant de côté la politique et les divisions conflictuelles qu'elle suppose.

4.3.2. Les citoyens de la « ville intelligente »

4.3.2.1. Prospérité et qualité de vie pour la « classe créative »

Le discours du BVIN attire l'attention sur la dimension démocratique d'une « ville intelligente » *par et pour* les Montréalais dont la prospérité économique et la qualité de vie bénéficieraient à l'*ensemble* des citoyens. Toutefois, si l'on dresse le portrait du « citoyen-typique » tel qu'il est défini et ciblé par ce discours, l'on se rend rapidement compte qu'il incarne une catégorie distinctive d'individus : « engagé »,

« branché », « rêveur », « visionnaire », « créatif », « informé », « critique », « *leader* » et souvent circonscrit à la profession de « jeune entrepreneur », le citoyen imaginé par la « ville intelligente » rappelle celui de ce que Richard Florida (2002, 2005a, 2005b) a nommé la « classe créative ». La thèse que défend Florida, plus particulièrement dans son ouvrage *Cities and the Creative Class* (2005), étudie la performance des villes dans le contexte de concurrence interurbaine propre à l'économie du savoir. Elle défend l'idée d'une corrélation directe entre le développement économique des villes et leurs capacités à attirer et retenir les travailleurs des technologies et de l'information, des arts et de la culture, de l'éducation et des activités managériales qu'il réunit sous le nom des « créatifs ». Oscillant entre le postulat de l'attraction des entreprises, en particulier celles liées aux TI, envers cette « classe créative » et celui d'une « classe créative » dont l'ensemble des efforts constituent eux-mêmes le principal moteur de développement économique, cette thèse a pour principal objectif de cibler les agents spécifiques capables d'attirer cette population active porteuse de « capital créatif » (Darchen et Tremblay, 2008). Les conclusions de son étude (2005) qui fait appel à de nombreux tableaux, indices (le *Creativity index* dont les subdivisions incluent même le *gay index*), modalités de mesures et hiérarchisations des métropoles, postulent que les villes doivent privilégier et incorporer les trois éléments suivants : technologie, talent et tolérance.

Même si les travaux de Florida comportent des failles théoriques et méthodologiques qui ont été vivement critiquées en sociologie urbaine¹⁸, notamment en ce qui concerne le lien de causalité unidirectionnel entre le « talent » et la croissance économique (Darchen et Tremblay, 2008), ils ont disposé et disposent encore à ce jour d'une grande popularité auprès des décideurs politiques, des dirigeants

¹⁸ Pour une critique de la thèse de Florida, voir l'article : Peck, J. (2005). « Struggling with the Creative Class », *International Journal of Urban and Regional Research*, 29(4), p. 740-770.

municipaux et des acteurs économiques. En cela, il convient de porter à l'attention la promotion et la forte présence médiatique dont les thèses de Florida ont joui grâce à son entreprise, un organisme dont il est le directeur et de nombreuses entrevues et conférences publiques (Darchen et Tremblay, 2008). Néanmoins, pour Darchen et Tremblay (2008), c'est probablement la facilité d'application et de transposition en politiques urbaines de cette thèse qui lui ont procuré son succès et sa reconnaissance auprès des instances municipales. Effectivement, ce que Florida propose en fait avec cette théorie prescriptive, est une stratégie de développement économique dont la seule exigence est d'accroître sa capacité d'attraction ayant trait au capital humain qu'elle limite à la « classe créative ». À défaut d'être exhaustive, la thèse de Florida offre une proposition simple et attrayante.

Depuis sa parution, la stratégie de développement économique de Florida, axée sur la créativité, a donc servi de fondement à plusieurs villes désireuses de s'adapter aux activités de l'économie du savoir, dont Toronto¹⁹ au Canada (Darchen et Tremblay, 2008). Au moment où Darchen et Tremblay rédigeaient leur article, *La thèse de la « classe créative » : son incidence sur l'analyse des facteurs d'attraction de la compétitivité urbaine* (2008), il ne semblait y avoir eu aucun effet concret de la théorie du capital créatif sur Montréal (Stolarick, Florida, Musante, 2005 cités dans Darchen et Tremblay, 2008, s.p.). Évidemment, notre étude ne nous permettra pas de nous prononcer sur les effets tangibles induits par cette thèse influente en ce qui a trait à Montréal puisque nous ne nous sommes pas attardés aux indicateurs créés par Florida, pas plus que nous avons analysé les politiques publiques en vigueur aujourd'hui à la Ville de Montréal. Néanmoins, nous soulignons, par rapport au discours de la « ville intelligente et numérique », d'une part que les citoyens qui y sont interpellés présentent les attributs de cette « classe créative » et d'autre part, que

¹⁹ Comme il a été dit précédemment, les politiques et les projets de la ville de Toronto sont cités en exemple à plusieurs reprises par le BVIN.

les « efforts collectifs » de ces citoyens et la concentration de savoir qu'ils possèdent sont perçus comme une richesse sur laquelle il faut miser :

We need to engage the community because the community is an enormous wealth. I kind of draw the parallel between the wealth of knowledge that the community has and the hydroelectric dams because this energy is confined and as long as we don't harness it, we don't make the most of it (document 4).

C'est à dessein que nous présentons ce parallèle révélateur. Il s'agit de mettre en lumière la façon dont le discours de la « ville intelligente » de Montréal reprend les prémisses normatives de la théorie de Florida, à savoir que la ville doit s'efforcer de confiner à son territoire la « classe créative » pour ensuite l'inciter à participer à sa prospérité économique – ou plutôt *exploiter* son potentiel créatif pour reprendre le vocabulaire du BVIN – dont la stratégie est exclusivement liée aux activités de l'économie du savoir. « Pour maximiser les retombées économiques de la ville intelligente, [dit le BVIN], il est essentiel d'encourager les entrepreneurs [et] d'attirer le talent d'ailleurs [...] » (document 7). La participation des citoyens dont il est question à travers ce discours s'avère, nous le répétons à l'aune de cet éclairage, moins une participation politique qu'une participation à la croissance économique. Et en ce sens, nous porterions à croire que la « ville intelligente et numérique » de Montréal se veut essentiellement une stratégie de développement économique.

C'est également dans la mesure où la ville a pour tâche de s'attirer le talent – « et particulièrement les jeunes entrepreneurs » (document 9) – qu'il apparaît nécessaire de promouvoir la singularité de la « marque Montréal » (document 27), d'en faire valoir les forces et les atouts jusqu'à sa consécration comme « ville de toutes les chances » (document 27). Comme l'a dit Denis Coderre de manière significative lors de la conférence de presse du lancement de la plateforme « Faire Montréal » : « Smart city brings smart citizens » (document 5) et non l'inverse.

Certes, l'influence des thèses de Florida a l'avantage de porter à l'attention des acteurs publics municipaux les impacts positifs des arts et de la culture, de la création, de la diversité culturelle et de la tolérance. Bien que nous n'excluons pas que certains projets découlant de la « ville intelligente et numérique » de Montréal aient d'éventuelles répercussions positives, l'application de la théorie de la « classe créative » telle qu'elle s'envisage dans le discours de Montréal soulève des problématiques importantes dont nous ferons la synthèse ici.

Par delà les doutes persistant à l'égard des liens causaux établis entre capital humain et développement économique et plus spécifiquement, entre les trois facteurs mis de l'avant par Florida (technologie, talent et tolérance se traduisant par technologie, innovation et inclusion dans le cas de la « ville intelligente ») et la croissance économique (Darchen et Tremblay, 2008), le discours de la « ville intelligente » s'appuie sur un *a priori* discutable, celui de supposer que le succès des jeunes entrepreneurs créatifs profitera *de facto* à l'ensemble des Montréalais. Ainsi, l'on s'évite notamment d'aborder la polarisation sociale qui caractérise les milieux urbains (Harvey, 2000) dont il n'y a que deux brèves mentions dans l'ensemble du corpus à l'étude. Outre la reconnaissance de l'existence de « complexité sociopolitique, [de] valeurs sociales en polarisations » (document 9) et de « fractures sociales » (document 33), on n'y retrouve aucune référence aux notions d'équité urbaine ou de justice sociale en contexte urbain, encore moins de moyens d'adresser ces problématiques et de les comprendre. La mise en lumière de la « classe créative » et des espaces lui étant associés (le Quartier de l'innovation, le Quartier des spectacles, les universités, la maison Notman, la SAT, le Centre Phi, etc.) masque non seulement les divisions économiques et les antagonismes sociopolitiques, mais elle camoufle par surcroît les articulations entre cette classe et ses espaces et le reste de la ville. Comme l'indique Saskia Sassen (2011) dont les travaux examinent le fonctionnement des *Global Cities* et leurs rôles en regard de la production « immatérielle », cette mise en valeur à la fois spatiale et discursive des acteurs de l'économie du savoir laisse

supposer leur relative autonomie par rapport au reste de la ville alors que leurs articulations vis-à-vis les autres espaces et acteurs de la ville sont nombreuses et complexes²⁰.

Alors qu'en 2008, Darchen et Tremblay faisaient déjà savoir que l'application de la thèse de Florida risquait d'engendrer des politiques urbaines « [...] qui focalisent sur une apparence de prospérité sans que des problèmes économiques flagrants et hérités de longue date ne soient véritablement résolus, notamment ceux qui touchent une population non concernée [et non reconnue] directement par [cette] approche de la prospérité urbaine [...] » (Darchen et Tremblay, 2008, s.p.), le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal tend à reconduire cette même illusion en centralisant ses efforts sur la promotion du territoire, l'attraction des jeunes entrepreneurs « innovateurs », la concurrence interurbaine et les prix récompensant l'« intelligence » de la communauté. Cette stratégie qui pose les initiatives créatives et les innovations technologiques et surtout, la vie communicationnelle – la diffusion et la circulation des idées novatrices et des « bonnes pratiques » – qui leur est associée comme processus économique principal de la génération du profit, normalise ainsi les inégalités sociopolitiques et spatiales. Surtout, elle participe d'un flou discursif dans lequel se mêle entrepreneuriat et création²¹ permettant la reconduction de politiques urbaines néolibérales (Peck, 2005) axées sur la concurrence interlocale sous couvert de politiques culturelles, d'innovations et de projets de mobilisations citoyennes. Ce faisant, les facteurs déterminant l'« intelligence » des communautés urbaines, dont l'innovation technologique et l'inclusion, se hissent comme impératifs

²⁰ À ce propos, elle souligne l'apport des secteurs économiques apparaissant éloignés au développement de l'économie urbaine de services, comme ceux industriels et miniers, qui consomment de plus en plus de services financiers, de logiciels informatiques, d'assurances, etc. (Sassen, 2011).

²¹ Pour un exemple probant de la figure de l'entrepreneur-artiste, voir cet article : <http://www.lesaffaires.com/blogues/nicolas-duvernois/l-entrepreneur-cet-artiste/588377>

du développement urbain et deviennent les nouvelles mesures d'évaluation de la concurrence²².

4.3.2.2. Le citoyen *prosumer* : le legs de l'idéologie 2.0

Si l'on s'en remet à Haber (2012, p. 7), c'est là une conséquence de l'effritement des rapports hiérarchiques au profit des nouvelles formes d'organisation horizontale qui caractérisent désormais les entreprises, les administrations et les structures politiques. La structuration en réseau, le « maillage » tel qu'il est dicté par le BVIN, aurait fait en sorte de déplacer le point de mire de l'innovation concurrentielle vers la circulation des « innovations » par l'entremise de systèmes d'évaluations et de diffusion. La valorisation économique qui repose désormais sur « l'interaction créatrice » (Haber, 2012, p. 7) place ainsi le capital humain et plus spécifiquement celui de la « classe créative » souvent associée aux milieux urbains, au centre de la génération du profit. C'est donc, pour Haber (2012), Dean (2002) et bien d'autres (Voirol, Boltansky et Chiapello, etc.), que le capitalisme avancé s'est saisi de cette énergie créatrice et surtout, a mis en place une « captation systématique » (Haber, 2012, p. 7) des aspirations à la participation et à la liberté qui avaient jusque là été ignorées dans les processus économiques.

Cette dynamique s'exprime par ailleurs dans la culture participative du *Web 2.0*. Les réseaux socionumériques du *Web 2.0*, en tant que nouvelle forme d'accumulation du capital, ne reposent pas sur la vente directe de marchandises ou même d'accès, mais créent plutôt de la valeur à partir de la participation des utilisateurs qu'ils objectivent et marchandent sous forme de données. La montée des « réseaux sociaux » s'est accompagnée, dit Fuchs (2012, p. 698), de l'idéologie 2.0 servant la légitimation de

²² Par exemple, Montréal a été récompensé par l'ICF pour ce qu'elle présentait d'innovations en « [...] culture, santé, entrepreneuriat, transport et mobilité, inclusion numérique et engagement citoyen » (document 32). Ainsi, même les types de participation citoyenne servent l'évaluation de la performance de la ville et son potentiel de concurrence en regard des autres « villes intelligentes ».

cette nouvelle structure de génération du profit qui les a introduits comme nouvelles opportunités de participation, nouvelles formes de résistances politiques et nouvelle démocratie économique sensée dépasser les divisions de classes par la définition du *prosumer*. La notion de *prosumer* a d'abord été développée par le techno-utopiste Alvin Toffler (1980) dans les années 1980 pour désigner le brouillement des frontières entre producteurs et consommateurs au bénéfice d'une nouvelle forme économique susceptible de transcender les classes sociales grâce à une conception du travail fondée sur l'autodétermination et l'autoproduction autonome. Repris depuis dans de nombreuses thèses de la même lignée, dont celle de Florida (2002) pour qui l'ascension de la « classe créative » rend obsolète la scission entre capitalistes et prolétaires, le *prosuming* autour duquel s'articule les médias socionumériques marquerait la fin du consommateur passif.

Le rôle du citoyen tel qu'il est constitué dans le discours de la « ville intelligente et numérique » s'inscrit en filiation avec la figure du *prosumer*. D'emblée, la participation citoyenne qui y est envisagée repose explicitement sur l'environnement collaboratif admis comme provenant des TI et des « réseaux sociaux » :

Les nouvelles technologies créent un environnement propice à l'expression des opinions, à la création ou à la cocréation de solutions, à l'échange et au partage de savoirs [...] Ce changement [...] vient inscrire la participation citoyenne tout au long des processus (document 33).

Mais c'est principalement en tant qu'il se dessine de la même façon, c'est-à-dire non plus comme consommateurs de services publics, mais comme producteur actif des services publics qui lui sont destinés, que cette transposition du concept de *prosumer* s'imisce dans la définition du rôle politique des citoyens. Dans la « ville intelligente » de Montréal, le citoyen a pour fonction de créer « [...] des nouveaux produits et services qui ajoutent valeur et richesse à la société » (document 6), « de proposer des solutions concrètes » et de « partager généreusement son savoir-faire et ses idées » (document 13). Il « [...] cesse d'être seulement [un] consommateur[r] de

services, mais particip[e] aussi à l'élaboration de la solution » (document 33). À notre connaissance, l'instrumentalisation de l'identité citoyenne a principalement été cadrée par les analyses critiques à travers sa réduction à l'acte de consommation de services. Ces analyses ont surtout mis en lumière la façon dont l'insistance sur l'expression de l'opinion citoyenne dans le développement des services publics faisait en sorte de solliciter le citoyen qu'en tant qu'usager, autrement dit qu'en tant que client. Or, au-delà du « citoyen-client », ce qui se déploie comme identité citoyenne instrumentalisée par rapport à la « ville intelligente » ressemble davantage à celle de la *prosumption*. Le citoyen y devient une sorte d'acteur local de changements à la fois locaux et globaux, dont la création d'idées, de technologies et de « solutions concrètes » servira apparemment sa propre qualité de vie et le rayonnement de la ville du même coup. Ainsi, nous réaffirmons ce dont il a été question au point précédent, à savoir que ce sont les investissements et les créations subjectifs des « citoyens » qui sont appelés à être marchandisés et ainsi intégrés à la croissance économique du territoire urbain²³. La conceptualisation de l'action citoyenne locale s'accorde au final aux transformations des moyens de valorisation et de génération du profit propres au néocapitalisme au sein duquel l'agglomération urbaine, et le capital humain qui s'y trouve, sont privilégiés.

4.4. La ville entrepreneuriale communicationnelle

4.4.1. Fabriquer et accélérer le commun grâce à la connectivité du numérique

À l'aune de cette analyse, nous constatons que la « collaboration », la « cohabitation » et la « cohésion sociale » auxquelles la « ville intelligente » se réfère

²³ Dans le texte du maire de Eindhoven présenté par l'OCDE dont nous avons fait mention en début de chapitre, ce dernier affirme que le succès de la ville dépend, entre autres, de l'implication de nombreux bénévoles locaux. Cet enchâssement de l'action citoyenne dans les mécanismes de développement économique de la ville ouvre la voie à des questionnements quant à la notion de travail et à sa définition qui pourraient être considérés éventuellement.

ne sont supportées que par les liens techniques favorisant l'échange informationnel et la formation de consensus. Le « commun » de la communauté montréalaise qui y est défini n'est pas réellement un « nous » (ou des « nous ») au sens politique du terme, mais davantage une mise en commun des talents et des idées novatrices profitables appuyée par la technologie :

The « Faire Montréal » platform will provide businesses, educational establishments, civil society and residents with resources for fording virtual and physical bounds and then benefitting synergies generated by such teamwork (document 5).

La dépendance de ce qui est commun à la connectivité du numérique témoigne d'une récupération des assises théoriques de la démocratie délibérative, ou plus spécifiquement de la théorie habermassienne, dans laquelle l'intersubjectivité est fondatrice et productrice, comme il a été établi précédemment. Cette conceptualisation de la communauté montréalaise, et plus généralement du social, suppose que le commun n'existe pas par delà la liaison technique et la communication qu'elle permet (Martin et Ouellet, 2014, p. 34). La représentation du social qui en découle laisse supposer une assimilation des processus sociaux à ceux de la communication au sein de laquelle l'information joue un rôle structurant. Les systèmes de la « ville intelligente », dit le BVIN à ce propos, « [...] deviennent intelligents grâce à une utilisation stratégique de l'information [et] de l'infrastructure communicationnelle » (document 9). C'est donc que l'utilisation de l'information – la collecte et l'analyse des données publiques notamment, mais aussi la circulation des « innovations » et leur diffusion à l'international – est investie d'un rôle significatif d'une part, dans l'organisation des rapports sociaux internes à la ville et à ses acteurs, en privilégiant les idées et les activités profitables de la « classe créative » par exemple et d'autre part, dans la structuration des rapports globaux puisqu'elle permet le positionnement de la ville.

De manière plus générale, si l'économie du savoir sur laquelle repose le discours de la « ville intelligente » a permis l'intégration de l'information en tant que modalité structurante des rapports sociaux, c'est parce que la doctrine néolibérale a justement réduit le savoir à l'information, autrement dit, à une donnée objective et quantifiable (Ouellet, 2011, p. 113). D'un point de vue épistémologique, ce n'est qu'une fois que le savoir est détaché de ses dimensions synthétique et culturelle qu'il peut servir à la fois de marchandise et de mode de structuration des rapports sociaux par le biais de mesures d'évaluation dont nous rendrons compte dans ce qui suit (Ouellet, 2011, p. 113). Avant, soulignons que c'est justement ce point épistémologique – l'instrumentalisation de la connaissance – commun au néolibéralisme, à la notion de gouvernance ainsi qu'à la « critique » prônant la décentralisation des structures de pouvoir hiérarchiques qui induit une représentation de la société, et dans le cas qui nous intéresse spécifiquement, de la ville, en tant que système d'information dont le fonctionnement d'ensemble n'est redevable qu'à la communication fluide entre les divers sous-systèmes et « parties prenantes » ; conception dont la remise en question politique est devenue difficile. C'est d'ailleurs précisément aux entraves à la « saine communication » entre les divers systèmes de la ville que la « ville intelligente » entend s'attarder :

Qu'il soit question de transport ou d'accès aux services municipaux, les citoyens font affaire avec une seule ville. Or, les différentes données de ces systèmes sont très souvent isolées, cloisonnées (document 8).

4.4.2. La ville comme système d'informations

Les acteurs de la « ville intelligente et numérique » mettent l'accent sur l'importance de développer une expertise technologique au sein de l'administration de la ville pour ne pas confiner l'exécution des projets « intelligents » et leur gestion au secteur privé. « We need to keep a control on the steering wheel so we need to develop an expertise », dit Harout Chitilian (document 4) en soulignant que de s'en remettre

uniquement au secteur privé constitue la principale erreur des villes ayant développé une stratégie numérique. Cet argument, jumelé à celui d'un développement économique focalisé sur l'entrepreneuriat local, apparaît répondre d'une certaine critique au laisser-aller de l'économie de marché. Or, cette « critique » ne permet pas de mettre en cause l'adaptation des administrations publiques aux impératifs technologiques et économiques fixés par l'économie globalisée, pas plus qu'elle ne permet l'intégration dans les délibérations politiques de la croissance économique et de la concurrence des entreprises montréalaises avec celles des autres grandes villes. Puis, comme l'avancent Dardot et Laval (2009 et 2010), ce qui est en jeu avec la globalisation néolibérale dépasse le « libre marché » et la colonisation capitaliste de nouveaux territoires et de nouveaux espaces sociaux qu'il suppose. Pour eux, le « [...] capitalisme croît également par une autre voie, qui pour être le plus souvent inaperçue, n'en est pas moins puissante : celle de la diffusion sociale de système de normes d'action » (Dardot et Laval, 2010, p. 36-37). La colonisation « interne » du politique et du social, soit l'instauration de logiques concurrentielles *idem* à celles des entreprises privées sans qu'il n'y ait de réelle production de *marchandises*, voilà ce qui représente l'apport nouveau du néolibéralisme dans l'approfondissement du capitalisme auquel participe la vision politique du discours de la « ville intelligente et numérique ». Bien au-delà de l'implication des grandes corporations dans les affaires « publiques », c'est de l'intégration *hors marché* de la logique *du marché* (Dardot et Laval, 2010) dont témoigne la « ville intelligente » montréalaise dont le discours naturalise le principe concurrentiel tant au niveau de la concurrence mondiale que de la concurrence locale entre les jeunes entrepreneurs qui revête la terminologie artistique de la « cocréation ».

Pour les auteurs, le développement de la concurrence comme *forme générale* des activités politiques et sociales, indépendamment de la nature de ces activités et de leurs différences, s'intègre par le biais de lois analogues à celle de la valeur (Dardot et Laval, 2010, p. 50). Cela se met en place par la multiplication de systèmes

d'information comparables au système de prix propre à la sphère marchande, c'est-à-dire qui fixe la valeur selon une évaluation quantitative. De la même manière que pour la détermination de la valeur par la quantification du temps de travail, ces dispositifs d'évaluation quantitative mesurent et chiffrent les interactions sociales non marchandes en ne retenant que la seule dimension quantitative. L'objectif est essentiellement d'en abstraire une valeur qui sera reconnue comme mesure de réussite. L'évaluation quantitative est centrale pour les auteurs dans la création de ces situations de marché sans marchandises puisqu'elle est précisément le moyen de passage de la norme de concurrence vers les sphères sociales extérieures à la production. Elle devient le moyen de fabriquer de la valeur dans des situations qui ne sont pas ou qui n'étaient pas mesurables dans un langage économique. En cela, il faut marquer l'influence des thèses néolibérales de Hayek qui relevait l'efficacité d'un système d'information basé strictement sur la connaissance quantitative :

Cette économie de marché fonctionne en affectant à chaque type de ressource rare un index numérique qui n'a aucun lien avec une quelconque caractéristique de ce bien particulier, mais qui reflète, ou dans laquelle est résumée, sa signification en regard de la structure de production (Hayek, 1945 cité dans Dardot et Laval, 2010, p. 44-45).

Pour Hayek, l'exemption qualitative du système des prix est la clé de son efficacité et une telle efficacité est possible dès lors qu'il y a mise en place d'un tel système d'information. En d'autres termes, l'affranchissement de la dimension qualitative de la connaissance permet d'accélérer et de « neutraliser » (ou « dépolitiser ») la prise de décision puisque celle-ci ne nécessite que la transmission de l'information. C'est sur cette épistémologie de la connaissance que reposent aussi bien les thèses néolibérales, les théories de la gouvernance qui reprennent la rationalité procédurale de la démocratie délibérative, les thèses techno-utopistes sur l'intelligence collective et la cyberdémocratie (Lévy, 1994, 2002), les thèses de Florida (2002, 2005) sur le savoir de la « classe créative », la critique de la technoculture dont Dean (2002) rend compte, axée sur la décentralisation de l'information, que l'intelligence de laquelle se

réclame le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal qui fait de la ville un grand réseau de transmission de l'information.

La conception réticulée du politique à laquelle est liée cette objectivation de la connaissance fait en sorte de dissimuler les antagonismes et les rapports de pouvoir inhérents à l'institutionnalisation politique de manière à réduire la politique au dialogue et à l'a priori gestionnaire (Ouellet, 2011). Cela est d'autant plus vrai dans le cas des gouvernements municipaux qui sont bien souvent perçus comme relevant simplement de l'administration et qui en appellent encore davantage au consensus²⁴.

La gestion systémique du territoire et de ses acteurs que propose la « ville intelligente » remplace en effet le mode de régulation explicitement politique – que l'on pourrait dire « politico-institutionnelle » en nous référant à Freitag (1986) – par une multitude de dispositifs techniques, de méthodes d'évaluation et de discrimination d'apparence apolitique et a-idéologique, mais qui accordent les modes de régulations politiques et les processus normatifs à ceux de l'organisation managériale et reconduisent les prémisses néolibérales. De l'utilisation des données publiques pour la prise de décision en temps réel, au « suivi des indicateurs de succès » des divers projets de la « ville intelligente », au « contrôle de qualité des services publics », à la connectivité des TI qui « facilitera non seulement la circulation de l'information, mais permettra une efficacité accrue », à la gestion par projet et par problématique ciblée, le discours de la « ville intelligente et numérique » tend à mettre en place les moyens de mesurer et guider la performance de Montréal.

²⁴ À ce propos, lire ce texte de présentation de la Mairie de Montréal figurant sur le Portail de la ville et écrit par Denis Coderre : « J'ai souvent dit que la Ville de Montréal n'est pas un parlement, mais une administration. En ce sens, ma vision est que la discipline rigide des partis n'a pas sa place au conseil municipal; je pense que les élus doivent mettre leurs énergies à servir leurs concitoyens et non pas à débattre d'enjeux partisans. » Voir également cet article récent paru dans le journal le *Devoir* qui témoigne, dans une certaine mesure, du sens commun s'étant créé autour de la « gouvernance efficace, pragmatique et non partisane des villes » : <http://www.ledevoir.com/politique/montreal/476883/changer-le-monde-ville-par-ville>.

Ainsi, le partenariat local du modèle « horizontal » qu'elle propose ne peut pas être compris en termes opposés à la concurrence mondiale. Plutôt, il participe du glissement de la capacité d'institutionnalisation du pouvoir vers l'adaptation des systèmes politiques locaux aux nécessités globales du marché. Ce repli du politique devant les structures économiques globales a fait de l'agglomération urbaine un lieu privilégié, non seulement en ce que c'est au sein de son territoire que l'on souhaite investir, mais parce que la ville elle-même, la marque « Montréal » (document 27), devient un objet d'investissement (Sassen, 2011).

CONCLUSION

Avec cette enquête, nous cherchions à identifier et à comprendre les assises idéologiques ainsi que les représentations de la démocratie se déployant dans le discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal dont le déploiement est en cours depuis 2014. Animée par ce qui nous est apparu comme une contradiction au cœur de cette approche « intelligente » de la gestion des villes, soit sa prétention à offrir des solutions technologiques apolitiques et a-idéologiques (Kitchin, 2015; Shelter *et al.* 2015) tout en se construisant sur la base de valeurs démocratiques et de la participation citoyenne locale, nous avons entrepris l'analyse de trente-neuf textes et discours médiatiques diffusés par le BVIN de Montréal et ses principaux acteurs. Bien qu'elle étudiait le discours spécifique de la ville de Montréal, cette recherche visait également à expliciter ses liens avec le contexte sociopolitique et économique contemporain marqué par le discours néolibéral et la dominante communicationnelle du capitalisme avancé.

Face à la prétendue neutralité des technologies et des politiques relatives à la « ville intelligente » provenant à la fois de la recherche universitaire œuvrant à leur développement (Kitchin, 2015; Shelter *et al.*, 2015) et des acteurs politiques et économiques favorisant leur intégration, nous avons tâché de comprendre les transformations symboliques sociétales ayant offert certaines prédispositions non seulement culturelles, mais aussi politiques et économiques à l'introduction des « villes intelligentes » comme s'il s'agissait d'un phénomène naturel. Cette première étape de la recherche s'est effectuée sur deux plans correspondant aux deux premiers chapitres.

Nous avons en un premier temps ancré le discours entourant la « ville intelligente et numérique » de Montréal dans le contexte de représentation des villes occidentales,

de leur développement et de leurs rôles depuis la montée de la planification urbaine de l'époque fordiste à aujourd'hui. Nous avons relevé que la mise en place du régime néolibéral et de nouvelles modalités de production du capitalisme avancé avaient engendré une réarticulation spatiale impliquant non seulement des transformations d'ordre global, mais aussi une relance du local, en particulier de l'agglomération urbaine (Gaudreau, 2013, p. 173), en la déliant, du moins en partie, de son contexte national (Harvey, 1989, p. 7). Cet arrimage de l'espace globalisé et globalisant aux particularités locales s'est accompagné d'un nouveau mode entrepreneurial de gouvernance des municipalités privilégiant la flexibilité et la concurrence interurbaine par la valorisation des espaces urbains et de la qualité de vie qu'on y trouve (Harvey, 1989). De façon générale, ce chapitre a permis de mettre en lumière l'établissement de l'agglomération urbaine comme site spécifique de l'économie mondialisée, moyennant la réification de son espace et la dissolution de la représentation des antagonismes socioéconomiques. Vis-à-vis notre objectif de dénaturiser les méthodes de gestion préconisées par la « ville intelligente », nous avons pu voir que la formation de « l'idéal-type » néolibéral de la ville est le fruit d'une institutionnalisation politique ayant eu cours dans les années 1980 et 1990.

En un deuxième temps, il nous a paru nécessaire, pour comprendre les représentations politiques et démocratiques mobilisées dans le discours relatif à la « ville intelligente » de Montréal, d'aborder les théories politiques critiques qui dressent un portrait de la condition politique contemporaine et qui font état de ses principales problématiques et priorités, notamment en regard du discours démocratique entourant les TI et l'idéologie de participation impulsée par le Web 2.0. À partir des pistes qu'elles suggèrent pour l'analyse politique et l'analyse du discours politique, nous avons été en mesure de cibler certaines thématiques auxquelles nous allons porter une attention particulière dans notre analyse. Si les interactions que suscitent les réseaux technologiques de l'information et de la communication sont souvent présentées comme la concrétisation des idéaux normatifs associés à la théorie

habermassienne de la démocratie délibérative, en ce qu'elles semblent réaliser les conditions d'un espace public idéal (Dean 2003), nous avons vu qu'au niveau conceptuel, la substitution de la délibération intersubjective par les infrastructures en réseaux supposait non plus une forme d'auto-organisation, mais davantage une configuration autorégulatrice fondée sur la mise en commun des intérêts particuliers. Puis, le bilan de trois formes de critiques adressées à la démocratie délibérative elle-même – l'une basée sur la nécessité de l'intégration du conflit dans la théorisation de la démocratie (Mouffe, 2005), l'autre articulée autour de l'incohérence de procédures démocratiques s'esquivant de toutes valeurs (Castoriadis, 1996) et la dernière traitant de l'impact de la compréhension démocratique en termes d'intersubjectivité sur les dimensions synthétique et apriorique de l'institutionnalisation politique (Freitag, 2002) – a été l'occasion de mettre en lumière les contradictions sous-jacentes à la conception commune de la démocratie telle qu'elle est véhiculée par la « technoculture » contemporaine (Dean, 2002). En regard de notre objet d'étude et de nos visées de recherche, ce chapitre a constitué une amorce à la compréhension des assises théoriques et idéologiques du discours de la « ville intelligente et numérique » qui rendent possible de penser la démocratie et l'apolitisme conjointement. Il a également été question de réfléchir à la définition du sujet collectif de la ville et d'articuler une définition de la démocratie qui ne soit pas fondée sur un pluralisme postmoderne, mais sur une compréhension de la notion de pluralité qui permette sa représentation (Dean, 2014) et par conséquent, une forme d'institutionnalisation du pouvoir, sans quoi toute posture critique de l'hégémonie politique est difficile à articuler et surtout, à faire perdurer.

Après avoir illustré le caractère historique et social des processus d'urbanisation et des modes hégémoniques d'organisation politique et économique leur correspondant, nous avons concentré notre analyse sur les moyens discursifs par lesquels la « ville intelligente » dépolitise et neutralise les enjeux urbains (incluant les enjeux économiques, technologiques, politiques et sociaux), tout comme les solutions

techniques qu'elle propose pour les résoudre. Notre choix d'explorer en détail le discours spécifique à la ville de Montréal avait pour ambition de combler certaines lacunes présentes dans la littérature critique concernant les initiatives urbaines « intelligentes » qui s'est orientée principalement jusqu'à maintenant vers les cas extrêmes (Masdar, Songdo, PlanIT Valley) et la rhétorique corporative. Bien que nous avions l'intention avec cette étude approfondie du discours particulier de la ville de Montréal par ses principaux acteurs institutionnels de faire valoir ses spécificités, nous avons principalement observé la similarité de ses prémisses d'une part, avec celles dont témoignaient notre revue de littérature et d'autre part, avec celles des autres institutions (*Cisco*, OCDE, ICF) que nous avons synthétisées en début du chapitre IV. À cet égard, nous croyons que cela en appelle encore davantage à la nécessité d'une critique non seulement théorique, mais également de la part des opposants politiques et des citoyens par rapport à ce récit hégémonique de la ville, de son rôle et de ses modalités d'organisation. Tout de même, nous soulignons que notre méthode de traitement des données a privilégié les éléments homogènes qui apparaissaient de façon régulière dans les résultats, ce qui a pu donner préséance aux arguments consensuels. Par ailleurs, la tenu d'entretiens avec les acteurs concernés ou encore la prise en compte de discours périphériques (la couverture médiatique par exemple) pourraient éventuellement permettre de découvrir des spécificités ou des points de rupture avec le récit hégémonique dont nous avons fait état.

Somme toute, l'analyse critique de discours nous a permis de cibler les « manifestations linguistiques » (Wodak et Meyer, 2009, p. 27) des éléments problématiques à la pratique des « villes intelligentes ». Plus spécifiquement, il s'agissait de mobiliser cette méthodologie pour mettre en évidence les processus de dépolitisation à l'œuvre dans la construction narrative de cette pratique qui consistent à exclure certains enjeux ou certains individus des délibérations et des processus politiques (Fairclough, 2009, p. 173). Nous voulions ainsi faire voir que les formes de régulations sociales et d'organisation politique promues dans le discours lié à la

« ville intelligente et numérique » reposent sur la réification des dimensions économique et technologique; ces dernières étant posées comme *faits sociaux* sur lesquels aucune emprise politique n'est possible. Nous rappelons ici que les méthodes préconisées par l'analyse critique de discours impliquent que la recherche et l'analyse théorique, incluant divers paliers théoriques allant des théories sociales générales à celles spécifiques à l'objet de recherche, structurent en grande partie la démarche et l'enquête. Rappelons également que cette approche méthodologique vise également à rendre visibles les inégalités sociales en vue d'une émancipation des structures de domination et ce faisant, est investie d'une dimension normative importante. Ce qui représente une domination sociale est évidemment sujet à débats et constitue un biais de notre recherche que nous assumons pleinement.

En fonction de notre cadre théorique, de notre méthodologie et de notre analyse du discours de la « ville intelligente et numérique » de Montréal tenu par ses tenants principaux, nous avons exposé les constats suivants. D'abord, nous avons posé que la démocratie y était principalement définie en termes de transparence et d'accès à l'information. En restreignant la démocratie au fait de rendre public par le biais de la transparence, le discours de la « ville intelligente » ne s'oriente que sur les questions d'accès et d'inclusion à l'information de sorte qu'il réduit l'action politique au fait de *savoir* ainsi qu'aux pratiques de consommation des outils technologiques. Cette insistance sur l'espace public en tant qu'espace de connaissance établit également un lien de constitution entre le public et l'information. Autrement dit, l'information devient la condition d'existence du public, ce qui fait en sorte de poser la fracture numérique comme seul obstacle à la démocratie et seul antagonisme. Cette scission entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas (encore) appelle en fait l'unité de la sphère publique puisqu'elle ne représente qu'un antagonisme superficiel auquel la solution, purement technique, est donnée d'avance. Cela borne au final le spectre de la pensée politique, en plus de gommer la finalité du pouvoir politique au profit de ses

procédures et de détourner des disparités socioéconomiques constitutives des villes (Harvey, 1989).

Ensuite, nous avons vu que la rhétorique de la « ville intelligente » empruntait au vocabulaire démocratique et s'inscrivait par surcroît en filiation avec les luttes sociales populaires, de manière toutefois à en dépolitiser la teneur, notamment en mettant l'accent sur la collaboration et la formation de consensus entre les citoyens, les entreprises privées et l'administration publique. Cette représentation consensuelle d'identités potentiellement antagonistes nie l'existence de conflits entre les groupes d'acteurs de la ville. Elle sert par ailleurs la naturalisation de l'objectif de promotion territorial qui figure de point d'ancrage à la collaboration. À un autre niveau, nous avons également réitéré que la critique de la gauche contemporaine, tant théorique que celle issue des mouvements sociaux, devait aller outre le paradigme de la communication et la résistance politique par les structures « horizontales » décentralisées pour se constituer en opposition à l'hégémonique politique du capitalisme avancé qui a intégré la créativité, l'innovation et la fluidité à ses processus de valorisation économique et ses mécanismes de concurrence (Dean, 2002; Martin et Ouellet, 2014). En cela, si le discours de la « ville intelligente » de Montréal valorise la coopération émancipée des structures de pouvoir hiérarchique, c'est qu'elle est explicitement perçue comme moyen de concurrence interurbaine et d'attraction des meilleures entreprises et donc, comme source de développement économique.

Puis, nous avons fait l'observation et l'analyse des principaux moyens discursifs par lesquels l'économie était réifiée dans le discours à l'étude et s'érigait ainsi hors de la portée politique. D'emblée, la représentation de la démocratie en tant que « domaine » de vie construit implicitement l'économie comme indépendante de l'économie. En fait, plutôt que de représenter des structures et des processus économiques qui seraient issus de décisions politiques préalables et à propos

desquelles nous pourrions articuler un discours contre-hégémonique, la « ville intelligente », à l'instar de beaucoup de discours politiques néolibéraux, omet d'intégrer à son discours les agents responsables de la globalisation économique et des changements qu'elle « impose ». Ainsi, les conséquences de la globalisation sur l'organisation et l'administration de la ville y sont perçues comme des phénomènes extérieurs à l'action politique sur lesquels aucune emprise n'est envisageable. La concurrence interlocale, l'évolution technologique et même le « mouvement » des « villes intelligentes » sont des phénomènes auxquels la politique locale *doit s'adapter*, ce qui implique que la politique s'articule presque exclusivement termes de gestion locale des contraintes économiques systémiques.

Après avoir dressé le portrait du citoyen typique interpellé dans la construction discursive de la « ville intelligente et numérique », nous avons désigné son appartenance à une certaine catégorie d'individus, celle de la « classe créative » (Florida, 2002, 2005a, 2005b), dont les initiatives novatrices, et la vie communicationnelle qui est leur est associée, sont perçus en tant que processus économique de génération du profit. À l'aune de ce constat, nous avons établi que la participation citoyenne telle qu'elle était envisagée dans ce discours s'avérait davantage une stratégie néolibérale de participation à la croissance économique du territoire urbain qu'une participation politique. Suivant cette proposition, nous avons aussi mis de l'avant que l'instrumentalisation de l'identité citoyenne se réalisait dans ce discours par son identification à la figure du *prosumer* associée à l'idéologie 2.0. En ce qui a trait à cette redéfinition du citoyen en termes de producteurs de services, nous avons suggéré qu'elle fasse partie de recherches critiques éventuelles sur les pratiques politiques participatives.

En conclusion, nous avons abordé les implications épistémologiques de l'approche systémique de la ville dont témoignait le discours à l'étude, à travers laquelle elle est admise comme ensemble de systèmes et de sous-systèmes régulés par l'information.

En effet, l'information y est investie d'un rôle significatif à la fois dans les rapports sociaux internes à la ville et à ses acteurs, et dans les rapports globaux, c'est-à-dire dans le positionnement de la ville au sein de la concurrence économique interurbaine. Cette conceptualisation du territoire urbain et de son fonctionnement a pour incidence d'articuler les problématiques urbaines d'ordre économique, social, politique, culturel, etc. de manière à les réduire à leur dimension communicationnelle de sorte qu'elles n'existent au final que s'il y a obstacle à la transmission de l'information entre les divers sous-systèmes et « partie prenantes ». Le rôle que revêt la « ville intelligente et numérique » de Montréal est précisément celui d'établir de meilleurs procédés de transmission de l'information.

À la lumière de nos principaux constats sur la « ville intelligente et numérique » de Montréal, en particulier en ce qui a trait à sa prétention démocratique, nous notons qu'une réelle réappropriation politique et démocratique de la ville impliquerait d'abord ces trois considérations : 1) La diminution de la dépendance locale aux structures économiques systémiques; 2) La réintégration du conflit dans le développement local, sans que les antagonismes n'apparaissent comme problèmes à résoudre; 3) La soumission des TI à une finalité politique préalablement établie et instituée qui dépasse la logique interne de contrôle et d'efficience. Il devient nécessaire pour la formation d'une critique, tant théorique que pratique, qui soit en réelle opposition à l'hégémonie néolibérale, d'aller outre l'apologie de la décentralisation du pouvoir institutionnel, notamment en regard de la place et du rôle de la ville dans les structures politiques et des manières d'utiliser les TI dans le cadre d'un projet politique *commun*.

ANNEXE A

CORPUS DE DOCUMENTS SÉLECTIONNÉS

	Titre du document	Type de communication	Source (où ai-je trouvé le document?)	Support de diffusion et contexte (s'il y a lieu)	Locuteur (S'il y a lieu)	Date de diffusion (s'il y a lieu)
1.	Conférence de presse de monsieur Harout Chitilian sur la stratégie montréalaise 2014-2017	Conférence de presse filmée	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Événements »	Vidéo, Youtube – chaîne MTL Ville, présentation de la stratégie du BVIN au comité exécutif la Ville de Montréal	Harout Chitilian	Conférence de presse : 29 janvier 2015 Mise en ligne sur Youtube : 30 janvier 2015
2.	Journée Données ouvertes 2014 : Allocution de M. Harout Chitilian	Allocution filmée	Portail de la ville de Montréal	Vidéo, Youtube – Chaîne MTL Ville, allocution dans le cadre de la journée internationale des données ouvertes, ateliers organisés par Montréal Ouvert portant sur l'analyse de la	Harout Chitilian	Allocution : 22 février 2014 Mise en ligne sur Youtube : 28 février 2014

3.	Présentation de Harout Chitilian, Wikicité – Office de consultation publique de Montréal	Allocution filmée	Portail de la ville de Montréal	qualité des données ouvertes Vidéo, Youtube – Chaîne OCPM Montréal, Présentation réalisée au Centre des sciences lors de l'événement Wikicité	Harout Chitilian	Allocution : 28 février 2014 Mise en ligne : 12 mars 2014
4.	Digital issues – The Cities We Need/Les Villes qu'il nous faut	Allocution filmée	Youtube	Vidéo, Youtube – Chaîne MISC McGill, Présentation de la stratégie numérique montréalaise lors de la conférence annuelle du McGill Institute for the Study of Canada (MISC) ayant eu lieu au Centre Phi	Harout Chitilian (le vidéo comprend également des présentations de Jesse Adcock et Stéphane Guidoin)	Allocution : 19 février 2015 Mise en ligne : 13 mars 2015
5.	Conférence de presse – Lancement de la plateforme collaborative « Faire Montréal »	Conférence de presse filmée	Youtube – Chaîne Denis Coderre	Vidéo, Youtube – Chaîne Denis Coderre, discours du maire Denis Coderre lors du lancement de la plateforme	Denis Coderre	Allocution : 17 juin 2015 Diffusion en direct et mise en ligne : 17 juin 2015

					« Faire Montréal ¹ » ayant eu lieu dans les locaux d'Ubisoft		
6.	Vidéo explicative des principes et des concepts d'un gouvernement ouvert	Vidéo éducative, image et narration	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Liens utiles »	Vidéo, Youtube – Chaîne Xarxa Ip, ce document est distribué sous une licence Creative Commons CC BY-SA 3.0. La version française de ce document est le résultat d'un travail collectif des membres de Xarxa d'Innovació Pública, E-Gouv Québec et la Ville de Québec	Narratrice anonyme	19 novembre 2013	
7.	À propos Montréal, par et pour les citoyens	Résumé	Site Web du BVIN sous l'onglet « À propos »	Page Web, site Web du BVIN	x	x	
8.	Stratégie Des interventions	Résumé	Site Web du BVIN sous l'onglet	Page Web, site Web du BVIN	x	x	

¹ 70 des 180 projets de la plateforme collaborative « Faire Montréal » sont des projets liés au BVIN.

	structurantes		« Stratégie »	Pdf, site Web du BVIN		
9.	Montréal Ville intelligente et numérique – Stratégie montréalaise 2014-2017	Plan stratégique (document de 52 pages expliquant en détails la stratégie montréalaise)	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation »	x		28 janvier 2015
10.	Montréal crée le Bureau de la Ville Intelligente et numérique	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Denis Coderre et Harout Chitilian (cités)	26 mars 2014
11.	Portail des données ouvertes de la Ville de Montréal – Libération de plusieurs ensembles de données liées à la géomatique et aux infrastructures	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Lionel Perez et Harout Chitilian (cités)	11 juin 2014
12.	Montréal, ville intelligente et numérique – La Ville de Montréal sollicite la créativité pour le déneigement intelligent	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian et Anie Samson (Cités)	3 juillet 2014
13.	Montréal, ville intelligente et numérique – Les	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian et Anie Samson (cités)	18 août 2014

	équipes finalistes du Défi Info-neige dévoilées						
14.	Montréal, ville intelligente et numérique 2014-2017 – Une stratégie montréalaise Ville intelligente et numérique, fondée sur un dialogue citoyen continu	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Denis Coderre et Harout Chitilian (cités)	23 octobre 2014
15.	La Ville dévoile la Stratégie Montréalaise, ville intelligente et numérique 2014-2017	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Harout Chitilian (cité)	29 janvier 2015
16.	Virage technologique à la Ville de Montréal : le Service des technologies de l'information recrute des leaders!	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Harout Chitilian (cité)	26 mars 2015
17.	La Ville présente son Plan d'action Montréal, ville intelligente et numérique 2015-	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Denis Coderre et Harout Chitilian (cités)	6 mai 2015

	2017						
18.	Lancement d'InnoCitéMTL, un nouvel accélérateur d'entreprise en démarrage pour une ville plus intelligente	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Denis Coderre, Ministre Robert Poëti, Jacques Bernier (cités)	1 ^{er} juin 2015	
19.	Lancement de « Vue sur les contrats », le nouvel outil de visualisation des contrats octroyés par la Ville de Montréal	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian, Lionel Perez (cités)	12 juin 2015	
20.	MtlWiFi : Déploiement graduel d'un nouveau réseau sans-fil gratuit	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Denis Coderre, Raymond Larrivée, Martin Laviolette, Robert Poëti (cités)	25 juin 2015	
21.	Montréal, ville intelligente et numérique – Montréal déploie son propre réseau fibre optique multiservices	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian (cité)	14 octobre 2015	
22.	Montréal, ville	Communiqué	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian	16 octobre	

	intelligente et numérique : en collaboration avec le CEFRIQ, Montréal se dotera d'indicateurs de performance	de presse	de Montréal		(cité)	2015
23.	Ville intelligente, mobilité et circulation – Montréal rend public l'accès à ses caméras de circulation	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Aref Salem et Harout Chitilian (cités)	19 octobre 2015
24.	Prix Smart21 : le Grand Montréal au palmarès des 21 métropoles intelligentes de l'année	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Denis Coderre et Harout Chitilian (cités)	21 octobre 2015
25.	Montréal, ville intelligente et numérique – Refonte de la Politique de données ouvertes : Montréal propose l'ouverture par défaut	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian (cité)	28 octobre 2015
26.	Montréal, ville intelligente et	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x	Harout Chitilian (cité)	12 novembre 2015

	numérique – Montréal lance une démarche de réflexion collective afin d'améliorer les services publics municipaux numériques						
27.	Je fais Mtl – 1 an déjà! : 181 experts s'engagent à soutenir la réalisation des 181 projets	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Denis Coderre (cité)	17 novembre 2015
28.	Montréal, ville intelligente et numérique – Montréal adopte une Politique de données ouvertes reposant sur le concept « d'ouverture par défaut »	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Harout Chitilian (cité)	9 décembre 2015
29.	Montréal investit plus de 10 M\$ dans son système de transports intelligents	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Aref Salem et Harout Chitilian (cités)	23 décembre 2015
30.	Montréal, ville intelligente et	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Denis Coderre et Harout	11 février 2016

	numérique – Le Grand Montréal parmi les 7 communautés les plus intelligentes au monde selon l'Intelligent Community Forum					Chitilian (cités)	
31.	Montréal, ville intelligente et numérique – Création de Capital intelligent Mtl	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Denis Coderre, Martin Coiteux, Jacques Bernier, Christian Perron, Harout Chitilian (cités)	10 juin 2016
32.	Montréal, ville intelligente et numérique – Le Grand Montréal décroche la reconnaissance mondiale « Communauté intelligente de l'année » du Intelligent Community Forum	Communiqué de presse	Portail de la ville de Montréal	x		Denis Coderre (cité)	16 juin 2016
33.	Rapport de consultation – Journée codesign sur les priorités de	Rapport de consultation publique (Mot de la présidente	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Événements »	Pdf, Site Web du BVIN et site Web de l'OCPM, l'office de	Présidente de l'office : Dominique Ollivier		19 décembre 2014

la ville intelligente et numérique	et section « Consultation publique et participation citoyenne » ²		consultation publique, en partenariat avec le BVIN, a organisé un atelier de codesign pour accompagner le BVIN dans sa démarche de consultation. Cette journée visait à dégager de grandes orientations en vue de l'élaboration de son plan d'action 2015-2017. Il regroupait des citoyens experts de divers champs d'activités, des fonctionnaires,	
------------------------------------	--	--	--	--

² Seuls le mot de la présidente et la section « Consultation publique et participation citoyenne » ont été retenus pour l'analyse de discours puisque le rapport était principalement organisé sous forme de tableaux, de mots-clés et de listes de points importants. Ces deux sections étaient écrites sous forme de texte suivi et concernaient les enjeux spécifiques à notre analyse.

					des universitaires et des représentants d'organisations et d'institutions.			
34.	Causeries citoyennes : L'économie et la ville intelligente	Synthèse de conversation	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Événements »	Site Web du BVIN, à la demande du BVIN, en vue de L'OCPM a également organisé des causeries citoyennes ayant eu lieu dans le réseau des bibliothèques – bibliothèque du boisé de l'arrondissement Ville Saint-Laurent	x	2 novembre 2014		
35.	Causeries citoyennes : La culture et la ville intelligente	Synthèse de conversation	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Événements »	Pdf, site Web du BVIN, à la demande du BVIN, L'OCPM a également organisé des causeries citoyennes ayant eu lieu dans le	x	8 novembre 2014		

					réseau des bibliothèques – Bibliothèque mile end		
36.	Causeries citoyennes : Vie communautaire, diversité socioculturelle et la ville intelligente	Synthèse de conversation	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Événements »	Site Web du BVIN, à la demande du BVIN, L'OCPM a également organisé des causeries citoyennes ayant eu lieu dans le réseau des bibliothèques – Bibliothèque de Montréal Nord	x	9 novembre 2014	
37.	Causeries citoyennes : Éducation et la ville intelligente	Synthèse de conversation	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentation – Événements »	Pdf, site Web du BVIN, à la demande du BVIN, L'OCPM a également organisé des causeries citoyennes ayant eu lieu dans le réseau des bibliothèques – Bibliothèque Frontenac	x	15 novembre 2014	
38.	Causeries	Synthèse de	Site Web du BVIN	Pdf, site Web du	x	16 novembre	

	citoyennes : Gouvernance transparente et ouverte	conversation	sous l'onglet « Documentation – Événements »	BVIN, à la demande du BVIN, L'OCPM a également organisé des causeries citoyennes ayant eu lieu dans le réseau des bibliothèques – Bibliothèque Marc-Favreau		2014
39.	Montréal Ville intelligente et numérique, Plan d'action 2015-2017	Document de 58 pages présentant les diverses actions entreprises ou à entreprendre par le BVIN	Site Web du BVIN sous l'onglet « Documentations – Présentations »	Pdf, site Web du BVIN	x	6 Mai 2015

BIBLIOGRAPHIE

- Allwinckle, S. et Cruickshank, P. (2011). « Creating Smart-er Cities: An overview », in. *Journal of Urban Technology*, 18(2), p. 1-16.
- Andrejevic, M. (2005). « The work of watching one another: Lateral surveillance, risk and governance », in. *Surveillance and Society*, Vol. 2(4), p. 479-497.
- Amin, A., Massey, D. et Thrift, N. (2000). *Cities for the Many Not for the Few*. Bristol : Policy Press.
- Barbook, R. et Cameron, A. (1995). « The Californian Ideology », *Science as Culture*, 6(1), p. 44-72.
- Bauman, Z. et Lyon, D. (2013). « Liquid surveillance as post-panoptic », *Liquid Surveillance*, Cambridge : Polity Press, p. 52-75.
- Béal, V. et Rousseau, M. (2008). « Néolibéraliser la ville fordiste », *Métropoles*, 4, récupéré de : <http://metropoles.revues.org/3502>.
- Begg, I. (ed.) (2002) *Urban Competitiveness: Policies for Dynamic Cities*. Cambridge: Polity Press.
- Best, J. et Paterson, M. (2010). *Cultural political economy*. New York : Routledge.
- Boltansky, L. et Chiapello, E. (2011). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Collection Tel. Paris : Editions Gallimard, 971 p.
- Bookchin, M. (1993). *Une société à refaire : vers une écologie de la liberté*. Montréal : Écosociété, 300 p.
- Brenner, N. et Theodore, N. (2002). *Spaces of Neo-liberalism*. Oxford : Blackwell.
- Brown, W. (2006). « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization, », *Political Theory*, 34(6), p. 690-714.
- Bulbulian, M. (2002). *Gouvernance électronique et marchandisation de la démocratie*. Montréal : Cahier de recherche – CEIM, 52 p.
- Cammaerts, B. (2011). « Disruptive sharing in a digital age: Rejecting neoliberalism? », *Journal of Media & Cultural Studies*, 25(1), p. 47-62.

- Castells, M. (2007). « Communication, Power and Counter power in the Network society », *International journal of communication*, 1, p. 238-266.
- Castells, M. (1998). *La société en réseaux*. Paris : Fayard, 674 p.
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Édition du Seuil.
- Castoriadis, C. (1986). « La polis grecque et la création de la démocratie », *Le Débat*, 1(38), p. 126-144.
- Castoriadis, C. (1996) « La démocratie comme procédure et comme régime », *Les Carrefours du labyrinthe IV : la montée de l'insignifiance*, Paris : Seuil, p. 221-241.
- Castoriadis, C. (1999). « Héritage et révolution », *Les Carrefours du labyrinthe VI*
- Cisco, *Building a smarter community* (vidéo), récupéré de : <http://www.cisco.com/c/en/us/solutions/industries/smart-connected-communities.html>
- Coe, A., Paquet G. et Roy, J. (2000) « E-governance and smart communities: a social learning challenge », Working paper 53, Faculty of Administration, University of Ottawa, October.
- Comor, A.E. (1994). « Introduction: The Global Political Economy of Communication and IPE », dans *The Global political economy of communication: Hegemony, Telecommunication and Information economy*, London, The Macmillan Press, p. 1-18.
- Darchen, S. et Tremblay, D.G. (2008). « La thèse de la “classe créative” : son incidence sur l’analyse des facteurs d’attraction et de la compétitivité urbaine », *Revue Interventions économiques*, 37, récupéré de : <http://interventionseconomiques.revues.org/503>.
- Dahlberg, L. et Sapienza, E. (2007). *Radical Democracy and the Internet: Interrogating Theory and practice*. Palgrave Macmillan, 251 p.
- Dardot, P. et Laval, C. (2009). *La nouvelle raison du monde : essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte, 497 p.
- Dardot, P. et Laval, C. (2010). « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste », *Cités*, 1(41) p. 35-50.
- Dardot, P. et Laval, C. (2014). *Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte, 593 p.

- Dean, J. (2002). *Publicity's secret: How Technoculture capitalizes on Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- Dean, J. (2003). « Why the Net is not a public sphere », in. *Constellations*, 10(1), p. 95-112.
- Dean, J. (2009). *Democracy and Other Neoliberal Fantasies, Communicative Capitalism and left politics*. Londres : Duke University Press.
- Dean, J. (2014). « Occupy Wall Street: Forcing Division », *Constellations*, 21(3), p. 382-389.
- de Lange, M. et de Waal, M. (2012). *Ownership in the Hybrid City*. Amsterdam : Virtueel Platform. Disponible en ligne.
- Deneault, A. (2013). *Gouvernance : le management totalitaire*. Montréal : Lux Éditeur, 200 p.
- Eger, J. (1997) Cyberspace and cyberplace: building the smart communities of tomorrow, *San Diego Union-Tribune*, Insight.
- Evans, S. (2002). « Smart cities more than broadband networks », *Ottawa Business Journal*, 25 septembre.
- Fairclough, N. (2009), « A dialectical approach to critical discourse analysis in social research », in R. Wodak et M. Meyer, *Methods of critical Discourse Analysis*, Londres : Sage Publication, 2, p. 162-186.
- Fairclough, N. (2006). *Language and globalization*. London : Routledge Taylor & Francis Group, 186 p.
- Firmino, R. et Duarte, F. (2015). « Private video monitoring of public spaces: The Construction of new invisible territories », in. *Urban studies*, p. 1-14.
- Florida, R. (2002). *The Rise of the Creative Class: and How it's transforming work, leisure, community, and everyday life*. New York : Basic Books.
- Florida, R. (2005a). *Cities and the Creative Class*. Routledge : New York.
- Florida, R. (2005b). *The Flight of the Creative Class: The new global competition for talent*. New York : HarperBusiness.
- Freitag, M. (1986). *Dialectique et Société, vol.2. Culture, pouvoir et contrôle : les modes de reproduction formels de la société*, Montréal, Saint-Martin et Lausanne : L'Âge d'Homme.

- Freitag, M. (1992). *Architecture et Société*. Montréal : Éditions Saint-Martin, 93 p.
- Freitag, M. (2002). « La dissolution systémique du monde réel dans l'univers virtuel des nouvelles technologies de la communication informatique : une critique ontologique et anthropologique », *Actes du colloque 2001 Bogues. Globalisme et pluralisme*, GRICIS, Montréal, 24 au 27 avril, p. 1-52.
- Freitag, M. (2003). « De la terreur au meilleur des mondes. Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique? ». in. Daniel Dagenais, *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Laval : Presses de l'Université Laval, p. 353-404.
- Freitag, M. (2010). « L'avenir de la société : globalisation ou mondialisation? », in. *SociologieS*, Découverte/Redécouvertes. Récupéré de <http://sociologies.revues.org/3379>
- Fuchs, C. (2010). « Labor in informational capitalism and on the Internet », *The Information Society: An International Journal*, 26(3), p. 179-196.
- Fuchs, C. (2012). « Dallas Smythe today: The Audience Commodity, the Digital Labor Debate, Marxist Political Economy and Critical Theory. Prolgomena to a Digital Labour Theory of Value. », *tripleC*, 10(2), p. 692-740.
- Galdon-Clavell, G. (2013). « (Not so) Smart Cities? The Drivers, impact and risks of surveillance-enabled smart environments », in. *Science and Public Policy*, 40, p. 717-723.
- Galloway, A.R. (2004). *How Control Exists After Decentralization*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Galloway, A.R. et Thacker, E. (2007). *The Exploit: A theory of Networks*. Minneapolis & Londres : University of Minnesota Press, 196 p.
- Garnham, N. (2000). « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique », *Réseaux : communication, technologie et société*, 18(101), p. 53-91.
- Gaudreau, L. (2013). « L'action locale à l'ère de la glocalisation : les limites du développement territorial intégré », *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), p. 165-181.
- Goupil, S. (2007). « Gouvernement en ligne et démocratie », in. *Politique et Sociétés*, Vol. 26 (1), p. 27-46.
- Graham, S. et Marvin, S. (1996). *Telecommunications and the city: Electronic Spaces, Urban places*. London : Routledge.

- Graham, S. et Marvin, S. (2001). *Splintering Urbanism: Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition*. Londres : Routledge.
- Greenfield, A. (2013) *Against the Smart City*. New York: Do Publications.
- Haber, S. (2012). « Un espace public néo-capitaliste? Habermas, un demi-siècle après », *www.theoriecritique.com*, « Tahrir is here! », 16, p. 79-92.
- Habermas, J. (1984). *The theory of communicative action* (Trans. T. McCarthy) (Vol. One, of *Reason and the Rationalization of Society*). Boston, MA: Beacon Press.
- Habermas, J. (1989). *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society* (Trans. T. Burger with F. Lawrence). Cambridge, MA: MIT Press.
- Habermas, J. (1996). *Between facts and norms: Contributions to a discourse theory of law and democracy* (Trans. W. Rehg). Cambridge: Polity Press.
- Hackworth, J. (2007). *The neoliberal city: governance, ideology, and development in American urbanism*. New York : Cornell University Press.
- Harvey, D. (1989). *From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism*. *Geographyska Annale*, 71B, p. 3-17.
- Harvey, D. (2000) *Spaces of Hope*. Edinburgh University Press.
- Harvey, D. (2005). *A brief history of Neoliberalism*. Oxford University Press.
- Harvey, D. (2012). *Rebel cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. Londres : Verso.
- Hayek, F. (1945). « The use of Knowledge in Societies », *American Economic Review*, 35(4), p. 519-530.
- Hollands, R. (2008) Will the real smart city please stand up? Creative, progressive or just entrepreneurial? *City: Analysis of Urban Trends, Culture, Theory, Policy, Action*, 12(3), p. 303–320.
- Hollands, R.G. (2014). « Critical interventions into the corporate smart city », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 8, p. 61-77.
- ICF. *What is an Intelligent Community?*, récupéré de : http://www.intelligentcommunity.org/what_is_an_intelligent_community.

- Jäger, S. et Maier, F. (2009). « Theoretical and methodological aspects of Foucauldian critical discourse analysis and dispositive analysis », in. R. Wodak et M. Meyer, *Methods of critical Discourse Analysis*, Londres : Sage Publication, 2, p. 34-61.
- Jappe, A. (2014). « Une histoire de la critique de la valeur à travers les écrits de Robert Kurz », in. E. Martin et M. Ouellet (Ed.) *La Tyranie de la valeur. Débats pour le renouvellement de la théorie critique*. Montréal : Les Éditions Écosociété, p. 52-66.
- Jessop, B. (1997). « The entrepreneurial city: re-imagining localities, redesigning economic governance or restructuring capital », in. N. Jewson et S. McGregor (eds.) *Transforming Cities*, London : Routledge, p. 28-41.
- Jessop, B. (2004). « Critical Semiotic Analysis and Cultural Political Economy », *Critical Discourse Studies*, 1(2), p. 159-174.
- Jessop, B. (2013). « Hollowing out the nation-state and multilevel governance », in P. Kennett (Ed.), *A handbook of comparative social policy*. (Elgar original reference). Cheltenham: Edward Elgar, p. 11-26.
- Kitchin, R. (2014). « The real-time city? Big data and smart urbanism », in. *Geojournal*, 79, p. 1-14.
- Kitchin, R. (2015). « Making sense of smart cities: addressing present shortcomings », in. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 8, p. 131-136.
- Kominos, N. (2002) *Intelligent Cities: Innovation, Knowledge Systems and Digital Spaces*. London: Spon Press.
- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Éditions Anthropos.
- Lefebvre, H. *La production de l'espace*
- Lévy, P. (1994). *L'intelligence Collective. Pour une anthropologie du cyberspace*. Paris : La Découverte.
- Lévy, P. (2002). *Cyber démocratie*. Odile Jacob.
- Machin, D. et Mayr, A. (2012), *How to do Critical Discourse Analysis*, Londres : Sage Publications.
- Martin, E. et Ouellet, M. (2014). « La crise du capitalisme et aussi la crise de l'anticapitalisme », in. E. Martin et M. Ouellet (Ed.) *La Tyranie de la valeur* :

- débats pour le renouvellement de la théorie critique*. Montréal : Les Éditions Écosociété, p. 7-51.
- Mouffe, C. (2005). *On the political (Thinking in Action)*. New York : Routledge, 144 p.
- Mosco, V. (1996). *The political economy of communication: rethinking and renewal*. Londres : Sage Publications.
- Musso, P. (2002). « L'économie symbolique de la société d'information », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XL, 123, p. 91-113.
- OCDE. (2014). *Une société intelligente est une société inclusive*, récupéré de : <http://www.oecd.org/fr/forum/annuel-ocde/societe-intelligente-societe-inclusive.htm>
- Ouellet, M. (2009). « Esquisse d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la "société globale de l'information" », *Cahiers de recherche sociologique*, 47, p. 91-108.
- Ouellet, M. (2011). *Mutations du politique et capitalisme avancé : une généalogie « critique » de la gouvernance*. Montréal : GRICIS, UQAM.
- Peck, J. and Tickell, A. (2002) « Neo-liberalising space », *Antipode* 34(3), p. 380-404.
- Peck, J. (2005). « Struggling with the creative class », *International Journal of Urban and Regional Research*, 29(4), p. 740-770.
- Provoost, M. (2012) « From welfare city to neoliberal Utopia », *Strelka Talks*. Disponible en ligne.
- Sassen, S. (1991). *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton : Princeton University Press, 397 p.
- Sassen, S. (2011). *Cities in a World Economy*, Sage/Pine Forge Press (Thousand Oaks, CA), 4th edn.
- Shelter, T., Zook, M. et Wiig, A. (2015). « The actually existing smart city », in *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 8, p. 13-25.
- Short, J.R., Breitbach, C., Buckman, C.S. et Essex, J. (2000). « From world cities to gateway cities: extending the boundaries of globalization theory », *City*, 4(3), p. 317-340.

- Soucy, C. (2002). *La réforme de l'organisation municipale au Québec : Bilan et Contexte*, Ministère des affaires municipales et de la Métropole.
- Swabey, Pete (2012, 23 février). IBM, Cisco and the business of smart cities. *Information Age*. Récupéré de <http://www.information-age.com/in>.
- Swyngedouw, E. (1989). « The Heart of the Place: The resurrection of Locality in an Age of Hyperspace », *Geografiska Annaler*, 71b(1), p. 31-42.
- Toffler, A. (1980). *The Third Wave*. New York : Bentham.
- Townsend, A. (2013). *Smart Cities: Big Data, Civic Hackers, and the Quest for a New Utopia*. New York : W.W. Norton & Company, Inc., 384 p.
- Vanolo, A. (2013) Smartmentality: the smart city as disciplinary strategy, *Urban Studies*.
- Voirol, O. (2008). « Médiations et théorie critique. Questions et actualité d'un projet sociologique », *Réseaux*, 2(148-149), p. 47-78.
- Voirol, O. (2008). « Idéologie : Concept culturaliste et concept critique », *Actuel Marx*, 1(23), p. 62-78.
- Wodak, R. et Meyer, M. (2009), « Critical discourse analysis: history, agenda, theory and methodology », in R. Wodak et M. Meyer, *Methods of critical Discourse Analysis*, Londres : Sage Publication, 2, p. 1-33.